

ENZO GIACCHERO

**Membre de la Haute Autorité de la
Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier**

VERS LE MARCHÉ COMMUN EUROPÉEN

LE MIDI DANS LE MARCHÉ ITALIEN

Recueil de témoignages

Luxembourg 1958

ENZO GIACCHERO

**Membre de la Haute Autorité de la
Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier**

VERS LE MARCHÉ COMMUN EUROPÉEN

LE MIDI DANS LE MARCHÉ ITALIEN

Recueil de témoignages

Luxembourg 1958

Avant-propos de l'édition française

Le marché commun européen est désormais une réalité : ses institutions ont commencé à fonctionner et chefs d'entreprises et travailleurs s'appêtent à s'adapter aux exigences du nouvel espace économique. Partout les préparatifs se poursuivent avec ardeur dans une impatiente attente; et un frémissement d'espérance soulève les peuples de l'Europe.

Les Européens des régions les plus favorisées espèrent pouvoir maintenir et accroître leur puissance économique et leur bien-être, recomparts de la liberté politique. Les Européens des régions déshéritées espèrent pouvoir enfin sortir de leur état d'inanition et d'humiliation, chasser la pauvreté de leurs contrées et avancer d'un pas assuré sur la voie du progrès économique, gage de concorde.

Par le présent recueil de témoignages j'ai eu l'occasion de participer à la discussion - un certain temps très vive - suscitée par des prévisions inquiètes sur la destinée des zones sous-développées dans le marché commun.

L'accueil a été favorable et de plusieurs côtés il m'a été demandé de faire suivre l'édition italienne d'une édition française. L'intérêt porté aujourd'hui, même au-delà des Alpes, à la situation du midi de l'Italie est l'indice d'une sensibilité nouvelle et plus large en train de naître en Europe. Ainsi, je présente la nouvelle édition dans le même esprit que la première et je serai satisfait d'avoir pu contribuer - au-delà de l'Italie, dans des pays désormais liés par un sort commun - à corriger ou compléter des connaissances erronées ou incomplètes sur les vicissitudes connues par le midi de l'Italie dans le cadre du marché national.

Bien qu'on en parle beaucoup, elles sont souvent peu connues ou mal interprétées; je crois que l'enseignement qu'on en tire est profitable à toutes les époques à la valeur d'un texte classique. Il montre en effet la chaîne de désastres que l'on déclenche lorsqu'on répudie la règle d'or de la liberté des échanges entre les peuples.

Luxembourg, novembre 1958

ENZO GIACCHERO

AVANT-PROPOS DE L'ÉDITION ITALIENNE.

Dans la fièvre des discussions qui précèdent la grande expérience du marché commun européen - qui soumettra à des règles commerciales uniformes des régions fort inégalement développées - je me suis souvent senti poussé à faire un retour en arrière pour retracer les vicissitudes connues par le Midi dans le cadre du marché italien.

L'opinion selon laquelle le lent développement de l'économie du Sud et son infériorité actuelle par rapport à celle du Nord sont dûs aux effets du marché national instauré après les événements de 1859-60, lors de la formation du Royaume d'Italie, est répandue non seulement chez nous, mais également en France et en Allemagne.

Mais des témoignages d'économistes et de publicistes éminents m'ont convaincu que l'origine des deux processus divergents de développement, celui du Nord et celui du Sud, n'est pas imputable à l'automatisme des échanges du marché - libre circulation de la main-d'oeuvre et des biens d'investissement et de consommation -; le fonctionnement naturel du marché a plutôt été très largement faussé par une politique douanière aveugle, destructrice d'énergies et de richesse.

C'est pourquoi j'ai estimé opportun - pour contribuer à dissiper les brouillards insidieux des lieux communs - de recueillir les témoignages qui, en ce sens, m'ont paru les plus réfléchis et m'ont le mieux convaincu.

La contribution que j'apporte n'est pas neuve; mais j'ose espérer qu'elle ne sera pas inutile et permettra de mieux préciser un problème qui prend une telle importance dans la vie de la nation italienne et pour l'examen duquel la loyauté veut qu'on prenne en considération l'opinion d'hommes éminents par leur culture et qui ont bien mérité des populations du Midi.

Et surtout j'ai confiance que les arguments présentés pourront servir à vaincre des hésitations inquiètes et empêcher d'adopter une position négative à l'égard de l'effort commun visant à l'établissement d'une nouvelle liberté en Europe.

M. Canzio Almini a été pour moi un précieux collaborateur dans la réalisation de cette étude et je lui en exprime ici ma vive reconnaissance.

Luxembourg, août 1957

ENZO GIACCHERO

LE MIDI DANS LE MARCHÉ ITALIEN

Les craintes exprimées sur le sort des régions sous-développées
dans le marché commun européen - Le Midi de l'Italie

L'opinion selon laquelle le marché commun européen fera bénéficier de ses avantages très inégalement les régions dont il se composera trouve du crédit dans certaines fractions du public, et rend assez perplexes. On prétend que - comme par une fatalité inhérente à l'automatisme des échanges - le marché commun sera prodigue pour les régions déjà riches et avare pour les régions pauvres.

Certes, en exprimant cette opinion, on ne va pas jusqu'à prétendre que par rapport aux régions riches qui deviendront plus riches, les régions pauvres s'appauvriront. Il n'a pas été démontré que les échanges entre une économie évoluée et une économie arriérée entraînent au sens absolu des progrès pour la première et un recul pour la seconde. Toutefois, certains craignent que les progrès des régions arriérées ne soient pas aussi importants que ceux accomplis par les régions évoluées, et ils en arrivent à la conclusion que les écarts initiaux finiront par se creuser davantage, provoquant ainsi des mécontentements et des troubles sociaux.

Ceux qui éprouvent ces craintes invoquent souvent pour les justifier le cas du Midi de l'Italie en regard au Nord. Pour eux, le marché national italien créé en 1860, abolissant d'un coup les barrières douanières entre les Etats de la Péninsule et mettant en contact direct le Nord et le Sud, serait la cause des sérieuses différences constatées entre les conditions actuelles économiques et sociales de ces régions, car il aurait - par son automatisme même - engendré un rythme de développement assez rapide au Nord, et condamné le Sud à une évolution lente et incertaine.

De telles conclusions sont l'effet d'un jugement hâtif et quelque peu simpliste. Je me propose de produire contre ces conclusions quelques arguments tendant à établir la hiérarchie des faits et de leurs conséquences, et permettant d'écarter ce qu'il y a d'excessif dans la vision dramatique d'un marché qui aurait tout donné au Nord et rien au Sud.

Surtout je voudrais rappeler - ce sera l'essentiel de mon propos - une vérité communément admise par ceux qui ont écrit sur les questions intéressant le Midi: ce n'est pas le marché national en soi - abolition de barrières douanières, liberté des échanges de biens et de la circulation de la main-d'oeuvre entre le Nord et le Sud - qui a été la cause déterminante du lent développement de l'économie du Sud; au contraire, il faut en chercher la raison précisément dans l'abandon des principes dont s'inspirait la politique économique qui a inauguré le marché national.

Je n'ai pas l'intention pour le moment de réécrire une histoire de la "question méridionale" dans la perspective du marché commun; je veux me borner simplement à choisir parmi les témoignages sur la "question méridionale" ceux qui me paraissent les plus convaincants, espérant bien avoir la main heureuse et porter un jugement équitable.

Caractères de l'économie méridionale

Vers 1860, l'économie du Midi était essentiellement agricole, comme du reste elle l'est aujourd'hui encore.

Dans cette région, les conditions dans lesquelles l'agriculture doit être pratiquée - qualité du sol, climat, humidité - sont très différentes de celles prévalant en Europe Continentale. En effet, ce ne sont pas les Alpes mais les Apennins qui séparent l'Europe continentale de l'Europe méridionale:

"En-deçà et au-delà des Apennins le climat présente un contraste qui est l'un des plus forts qu'on puisse rencontrer dans le monde. D'un côté c'est l'Europe qui finit, de l'autre c'est l'Afrique qui commence" (G. Cuboni, "Cassegna contemporanea", 1909, N° 5 et voir B. Caizzi, Antologia della questione meridionale préf. de G. Salvemini, Milan, Ed. Comunità 1955, p. 87).

Par conséquent, la connaissance du milieu naturel du Midi est la condition préalable obligatoire à remplir pour l'homme de l'Italie du Nord ou de l'Europe centrale qui entreprend l'étude l'histoire économique de cette terre.

"Le travailleur de l'Italie méridionale doit lutter contre des difficultés totalement ignorées du travailleur du Nord". (Cuboni, op. cit. p.93).

Cuboni décrit ainsi ces difficultés:

"J'attire l'attention du lecteur sur un seul point qui, toutefois, est sans doute le plus important de tous, celui des conditions climatiques".

"Chacun sait que pour faire croître une plante quelconque, il faut trois conditions: 1) un sol convenablement adapté par ses propriétés physiques et chimiques; 2) un certain degré de chaleur; 3) un certain degré d'humidité".

"Quant au sol, on ne peut vraiment pas dire que celui de l'Italie méridionale soit toujours le mieux adapté; toutefois, un travail soigné, effectué avec des instruments perfectionnés, en pratiquant des amendements opportuns et l'emploi suffisant d'engrais chimiques permettra dans la majorité des cas de mettre le sol dans un état favorable".

"Quant à la chaleur, il faudra en craindre plutôt l'excès que l'insuffisance pour les terres du Midi".

"Mais reste la troisième condition indispensable à la vie végétative: l'humidité. Comment est-il possible de remédier à une sécheresse qui persiste obstinément sept et même huit mois de suite?"

"Les pays septentrionaux bénéficient de la coïncidence heureuse de la période des pluies avec la saison la plus chaude, ce qui favorise puissamment la croissance de la végétation herbacée. En Italie Méridionale en revanche, c'est tout le contraire qui se produit; durant les mois chauds: la croissance de la végétation s'arrête complètement, faute d'eau".

"Dans les pays du Nord, la végétation commence en avril et croît vigoureusement en mai, juin, juillet et août pour poursuivre son développement, un peu moins intensément, en septembre et octobre. Ainsi, c'est pendant sept mois que les plantes favorisées par la chaleur et par l'humidité continuent d'accumuler sans cesse l'énergie solaire et d'élaborer des substances organiques pour donner un produit qui surprend les hommes du Sud".

"Dans le Midi, au contraire, la végétation herbacée commence avant, en mars et même en février. Sa croissance se poursuit vigoureusement en avril et en mai, si les pluies de printemps ne font pas défaut; puis elle diminue en juin et cesse complètement en juillet, août et septembre. La végétation recommence, mais en partie seulement, durant la seconde moitié

d'octobre lorsque, avec le retour des pluies, les végétaux sortent de leur léthargie estivale et recommencent à croître en donnant ce second printemps automnal tout-à-fait inconnu dans le Nord".

"L'arrêt de la végétation pendant les mois d'été; voilà le point faible de l'agriculture méridionale".

"Comme on sait, cet arrêt survient lorsque le sol ne contient plus une quantité d'eau suffisante pour compenser les pertes dues à l'évaporation excessive provoquée par les grandes chaleurs estivales".

"Les plantes herbacées ne résistent pas à la sécheresse et périssent, ou, si elles réussissent à survivre, elles modifient leur structure en épaississant leur épiderme et en fermant leurs stomates, de façon à être protégées contre l'évaporation. Mais, en même temps que l'évaporation, cesse également le courant d'eau nécessaire à l'assimilation et par conséquent les fonctions nutritives et la croissance sont arrêtées".

"Ainsi, tandis que dans le Nord les légumineuses peuvent être semées au milieu du froment et qu'après la moisson une belle prairie qui peut être fauchée ou retournée verdoie en août et septembre, dans le Midi, en revanche, après la récolte du froment, le terrain est brûlé et devient aussi poussiéreux que les terres du désert. Les prairies qui, dans le Nord, durant l'été, sont très vertes et croissent avec tant de vigueur en fournissant des aliments copieux au bétail, se convertissent dans le Sud en steppes arides où les rares espèces d'herbacées ayant survécu à la sécheresse, tels que les composées, les labiées, les ombellifères, prennent des caractères xérothermiques spéciaux qui les rendent plutôt propres à l'alimentation des insectes qu'à celle du bétail".

"Le lupin lui-même, tant vanté comme la plante fourragère apte à supporter la sécheresse méridionale, résiste - il est vrai - aux grandes échouées estivales, mais sa croissance durant les mois de juillet, août et septembre est nulle ou presque, car le lupin aussi, comme la luzerne et jusqu'aux plantes arborescentes elles-mêmes, à l'exception peut-être de la vigogne, voient leurs fonctions nutritives suspendues pendant les mois d'été".

"Les rares et violentes averses orageuses qui interrompent parfois la sérénité de l'été, ne favorisent pas non plus la reprise de ces fonctions; en effet, dans ces cas l'eau, tombant trop violemment, ruisselle à

la surface du sol sans pénétrer assez profondément pour être absorbée par les racines. Par ailleurs, la surabondance de pluie qu'on observe dans les régions méridionales en automne ne profite pas aux plantes et elle est même largement nuisible, parce qu'elle emporte une grande partie des nitrates qui sont en train de se former dans le sol par l'action des bactéries".

"On a calculé que l'ensoleillement moyen de l'Italie est de 2900 heures par an, contre 2750 pour la France et 1800 heures pour l'Angleterre, c'est-à-dire un peu plus de la moitié de l'ensoleillement de l'Italie mais si l'on tient compte de la longue période d'arrêt de la végétation durant la sécheresse estivale, on constatera que le nombre d'heures de soleil véritablement utilisé pour l'élaboration des produits organiques en Italie méridionale est très inférieur à ce qu'on suppose d'ordinaire".

"En effet, comme nous l'avons indiqué, la période de végétation active dans le Sud ne dure que trois mois, mars, avril et mai".

"Peu après commence la saison sèche et alors l'énergie du beau soleil ardent qui inonde les campagnes du Sud aux mois de juin, juillet, août et septembre est complètement perdue pour les terres arides du Midi. Or, au mois de mai, la température moyenne de la Sicile elle-même est inférieure à la température moyenne dont bénéficient les provinces septentrionales d'Italie et même les environs de Berlin et de Copenhague en juillet et août".

"Il est vrai que la végétation, continue mais lente, de la saison automne/hiver supplée dans une certaine mesure à cette déficience de la végétation en été; mais cet avantage est loin de compenser pour l'agriculture méridionale les pertes résultant de l'arrêt de la végétation en été. Il faut donc en arriver à la conclusion que beaucoup trouveront peut-être inattendue à première vue et presque invraisemblable, à savoir que les cultures herbacées du Nord profitent durant leur croissance d'une température plus élevée que celle dont peuvent jouir les cultures similaires des pays méridionaux arides".

"Dans ces conditions, chacun comprendra pourquoi l'agriculture méridionale, en ce qui concerne les cultures herbacées, se trouve placée dans une situation beaucoup plus difficile et désavantageuse que l'agri-

culture septentrionale. Or, les cultures herbacées, c'est-à-dire les cultures des céréales et des fourrages, associées à l'élevage du bétail, sont la base fondamentale de l'agriculture moderne. Il est facile de comprendre que cet effet désastreux de la sécheresse porte en soi beaucoup d'autres conséquences préjudiciables".

"Ne pouvant avoir de prairies d'été, on ne peut avoir de bétail et on ne peut donc avoir la force nécessaire pour travailler la terre et fournir à celle-ci une quantité suffisante de cet engrais organique que l'expérience ancienne et moderne a révélé être non seulement utile, mais nécessaire pour conserver à la terre sa fertilité. Mais il y a autre chose: chacun sait que les merveilleux progrès de l'agriculture moderne sont dus principalement à l'utilisation des engrais chimiques. Cette grande innovation, conçue il y a soixante ans par le génie de Liebig, a produit dans l'agriculture un effet que l'on peut comparer à celui produit dans l'industrie par l'introduction de la machine à vapeur. Or, l'expérience de nombreuses années a démontré que dans les terres arides du Midi, précisément en raison de la sécheresse excessive, l'emploi des engrais chimiques ne donne pas de bons résultats sauf durant les années à printemps pluvieux, tandis que, si la saison se passe sans pluie, ce qui est coutumier, on obtient de piètres résultats et parfois même un effet contraire à celui que l'on souhaitait, à savoir que les engrais chimiques réduisent le rendement, tout en augmentant les frais de culture".

"Ce phénomène désastreux s'explique facilement si l'on songe que lorsque le terrain ne contient pas suffisamment d'eau, les engrais chimiques ne peuvent se dissoudre et ne produisent donc aucun effet. Même les profanes connaissent l'antique adage: "corpora non agunt nisi soluta". Dans des circonstances déterminées, du fait de l'évaporation trop rapide, la teneur en sel de la terre augmente au-delà d'une certaine limite et alors l'adjonction d'engrais chimiques augmente encore cette teneur en sel qui exerce une action nettement nuisible sur la végétation".

"A ce point de vue, la sécheresse doit être considérée comme la cause première, fondamentale, essentielle, des difficultés qui maintiennent l'agriculture du Sud dans un état d'infériorité par rapport à celle du Nord. Les autres causes - dont on a parlé, sur lesquelles on a écrit

au cours des dernières années [le texte est de 1909] maintenant que la question méridionale est devenue un sujet à la mode - telles que la grande propriété, le manque d'habitations et d'étables et surtout le manque de capitaux, ne sont que des causes secondaires encore qu'importantes et qui, dans le fond, découlent de la véritable cause première, c'est-à-dire de la faible productivité du sol par suite de la sécheresse". (Cuboni, op. cit., pp. 93-98).

Salvemini constate en quelques mots: "Les terres du Midi ne peuvent pas atteindre le niveau de productivité de celles du Nord, car le climat du Midi est différent de celui du Nord et l'agriculture dépend du climat et non de la terre: "ce n'est pas la terre - disait Théophraste - mais la saison qui fait fructifier"; et dans le Midi les saisons sont plus aléatoires que dans le Nord, et dans certaines parties du Midi elles contraignent les terres à rester inactives pendant six mois par an, alors que dans le Nord elles travaillent toujours. Contre ces conditions d'infériorité naturelles dans lesquelles est placée une grande partie du Midi, il n'est pas de force humaine qui puisse, hâtivement ou lentement, faire l'impossible". (G. Salvemini: "L'Unità", 8 janvier 1920, voir Scritti sulla questione meridionale (1896-1955), Turin, Einaudi, 1955, p. 525).

Une conséquence particulière de la sécheresse est le caractère extrêmement aléatoire de la récolte herbacée.

Azimonti écrit à ce propos: "Les cultures herbacées sont ici [dans les Pouilles] à la merci de la pluie plus que dans toute autre partie de l'Italie. Dans aucune autre région comme dans la plaine des Pouilles, la production des céréales et des fourrages n'oscille entre des limites aussi vastes: pour le blé, le rendement oscille d'une quantité inférieure à celle qui est semée - un peu plus de 2 hl à l'hectare - à 23-25 quintaux à l'hectare, ce qui est un rendement excellent même pour les terres asséchées de la région de Ferrare; et pour les fourrages, le rendement oscille de rien - je dis bien rien! - à 50-60 quintaux de foin à l'hectare, récoltés en une seule coupe au printemps. Et ceci selon que l'hiver et le printemps secondent ou non l'effort de l'homme". (E. Azimonti, "L'Unità", 25 mai 1912, voir Caizzi, Antologia, op. cit. pp. 179-80).

C'est donc avec raison que Claude Bernard répétait: "Le soleil est un grand bienfait, mais seulement lorsqu'il a pour compagne la pluie: là où l'eau fait défaut, la vie fait défaut". (Voir G. Fortunato, Il Mezzogiorno e lo Stato italiano, Florence, Vallecchi, 1926, et Caizzi, Antologia, op. cit., p. 161)

Un tel tableau ne doit pourtant pas inciter à un fatalisme décourageant. Maranelli met en garde contre la tendance à englober toute l'agriculture méridionale dans la formule de la sécheresse:

"En dernière analyse - affirme-t-il - l'unique élément défavorable dans le Midi est la faible humidité; cependant, on lui attribue souvent une trop grande importance".

"En effet, les données relatives à la hauteur moyenne des pluies fournies par certains observatoires enregistrant une pluviosité très basse, sont d'ordinaire attribuées à des régions beaucoup plus vastes que cela ne se justifie scientifiquement, ou bien la pluviosité moyenne d'un secteur est attribuée à l'ensemble de la région". (C. Maranelli, Considerazioni geografiche sulla questione meridionale, discours prononcé à l'Ecole Supérieure de Commerce de Bari en 1907, reproduit dans Considerazioni geografiche sulla questione meridionale, aux soins de C. Barbagallo, G. Luzzatto, F. Milone, Bari, Laterza, 1946, pp. 14-15).

La sécheresse devrait inciter à travailler résolument à la réalisation d'une irrigation rationnelle, même si celle-ci entraîne de plus grands frais qu'ailleurs.

Maranelli rappelle ceci: "Or, si l'homme ne peut rien faire pour modifier le facteur climatique, il peut, en revanche, influencer fortement sur la quantité d'eau qui pénètre dans le sol et qui y reste absorbée, cette partie des eaux de pluie étant celle qui a une influence directe sur la fécondité des terres. L'importance de l'intervention de l'homme est telle que l'histoire de l'agriculture, avec les alternances de prospérité et de misère connues par des régions où la pluviosité n'a certainement pas subi de fortes variations, est précisément étroitement liée à la façon dont l'homme a influé sur l'économie des eaux de pluie, sur l'absorption de celles-ci dans le sol et sur leur dispersion superficielle. Est-il nécessaire de rappeler la période brillante traversée par notre

agriculture méridionale, notamment par la Sicile sous la domination des Arabes qui ont été les maîtres de la Vieille Europe méditerranéenne dans cette économie des eaux?

Est-il nécessaire de rappeler l'antique opulence agricole de la Syrie, de la Palestine et de la Mésopotamie détruite par l'abandon des admirables ouvrages d'irrigation que les Anglais se sont attachés à remettre en état, comprenant fort bien les avantages qu'ils auraient pu tirer de la renaissance agricole de ces pays au moyen de l'irrigation, sans envier nullement aux Allemands les concessions de chemins de fer qu'ils avaient obtenues, et qui ne pouvaient guère présenter d'intérêt sans une mise en valeur parallèle des richesses du sol. Est-il nécessaire de rappeler la merveilleuse transformation de l'agriculture égyptienne durant ces dernières années sous l'impulsion des ingénieurs hydrauliciens anglais?". (C. Maranelli, op. cit., pp. 19-20).

La sécheresse des mois d'été ne constitue pas non plus un obstacle pour une économie agraire d'hiver conduite plus rationnellement.

"Personne ne soutiendra - continue Maranelli - que l'industrie de l'élevage pourra connaître le même développement et la même extension que dans la vallée du Pô et dans toute l'Europe septentrionale, puisqu'elle est particulière aux pays froids et pluvieux; mais personne ne pourra non plus jamais démontrer que le Midi de l'Italie, avec ses hivers pluvieux et si doux, ne permet pas des cultures fourragères d'hiver assez importantes pour pourvoir à l'alimentation, même en été, d'un bétail suffisant pour n'importe quelle culture intensive".

"On comprend que dans le Nord les prairies permanentes irriguées et de longue durée amènent à faire de l'élevage la principale activité agricole mais, dans le Sud, où la nature ne permet pas de développer cette activité agricole spécialisée et offre en compensation une tellement plus grande variété de production arborescente de grande valeur, pourquoi ne pas profiter au maximum des possibilités de production de fourrages d'hiver pour l'élevage du bétail nécessaire à la culture intensive des céréales, partout où il ne peut être substitué à celle-ci une arboriculture plus rémunératrice?". (Maranelli, op. cit. pp. 17-18).

Mais l'homme devrait s'attacher surtout à couvrir les montagnes de forêts qui répandent l'humidité dans l'atmosphère. Le Midi est favorable à la croissance des arbres.

"Regardez - s'exclame Maranelli - cette terre de Bari où la pluviosité est effectivement plus faible que dans n'importe quelle autre région du Midi, où les températures hivernales sont inférieures, où l'irrigation à grande échelle est impossible et vous verrez précisément que c'est tout cet ensemble d'obstacles qui a poussé l'homme industriel et tenace à remplacer, au prix de privations et de sacrifices incalculables, les cultures herbacées par l'arboriculture qui souffre moins de la sécheresse". (Maranelli, op. cit., pp. 22-23).

Les conditions économiques prévalant en Italie méridionale
avant 1860

Pour transformer la structure agricole du Midi, il aurait fallu disposer de capitaux considérables et en outre pratiquer une politique économique et financière facilitant la constitution de ces capitaux.

Malheureusement, ces conditions n'étaient pas réalisées sous le régime des Bourbons. Cependant, ceux-ci ne sauraient guère être tenus responsables de la situation économique des provinces méridionales.

Giustino Fortunato qui, durant toute sa vie s'est consacré noblement à la cause du Midi, écrit à ce propos: "Ce sont les siècles de misère et d'isolement et ce ne sont pas les Bourbons - les derniers venus - qui, comme il apparaîtra un jour à l'historien impartial, sont les uniques responsables devant le pays des progrès faibles ou inexistants accomplis de 1815 à 1860, durant cette heureuse trêve économique de trois ou quatre dizaines d'années dont on n'avait jamais bénéficié auparavant: de longs et tristes siècles d'histoire avaient entravé tout effort, enrayé tout progrès, éteint toute lumière, parce que l'heure aventureuse de la renaissance ayant sonné, nous aurions pu être quelque chose de plus que le rien que nous étions. Les Bourbons ont été l'expression, et non la cause, de ces deux terribles infirmités - selon Cavour - du Midi, la grande pauvreté et son corollaire, la grande corruption. Les Bourbons ont trouvé et peut-être

aggravé, mais certainement pas créé le problème méridional qui a des causes plus anciennes et plus profondes....". (Fortunato, op. cit., p. 209).

Fortunato se demande encore: Qu'est-ce que la géographie et l'histoire nous enseignent au sujet du Midi? Un préjugé funeste, que toutes les époques se sont efforcées en vain à démentir, a régné souverainement à son détriment".

"C'était un pays que le climat et le sol, d'une part, et la configuration topographique, d'autre part, rendaient essentiellement pauvre, - or, on l'a cru et il s'est cru exceptionnellement riche. La totalité de son économie se composait d'une agriculture purement extensive et qui a été de plus en plus saignée par une finance aveugle et rapace qui, en même temps qu'elle faisait monter le coût de la vie, maintenait à un niveau élevé les coûts de production. Son peuple, comme tous les peuples de l'Orient qui vivent des seuls revenus de l'agriculture, tournait dans un cercle vicieux de privations. La législation douanière la plus sordide continuait de l'accabler en ne lui permettant jamais de terminer ses campagnes avec des économies qui, en faisant baisser le loyer de l'argent, auraient favorisé le travail et accru l'épargne publique. De lourds impôts, et des taxes douanières encore plus lourdes, si elles sont à peine supportables dans des régions où l'agriculture est pratiquée en même temps que l'industrie et le commerce, sont une cause inévitable d'épuisement pour les régions obligées à vivre de la seule agriculture, car - exposées aux risques accrus de mauvaises récoltes, très fréquentes dans les zones semi-tropicales - elles ne peuvent jouir d'aucun autre revenu et retombent chaque fois dans le plus dur besoin, restant incapables d'accroître le capital circulant et d'élever le degré moyen de civilisation, tant de l'individu que de la collectivité. Déséquilibre permanent entre la population et la richesse, entre la richesse et les impôts: telle est la formule à laquelle s'est réduite, par le passé, la vie sociale du Midi; déséquilibre encore énorme, mais ignoré des autres et pas même ressenti par nous au jour heureux du rachat de la Patrie" (Fortunato : op. cit., pp. 167-168).

"Quelles sont les données - continue Fortunato - indiquant que les deux Siciles auraient été, en 1860, dans une meilleure situation que les autres régions d'Italie et surtout, que le Piémont? Peu d'impôts, un vaste

domaine, une dette publique faible et n'excédant pas la solvabilité de l'Etat; grande quantité de monnaie métallique en circulation... Voilà ce que l'on répète communément tous les jours".

"Or, tout n'est pas exact et tout n'est pas non plus un indice de richesse privée et publique supérieure".

"Les impôts étaient faibles, étant donné que la richesse mobilière et les successions étaient entièrement exemptes d'impôts; mais les taxes douanières et l'impôt sur les terrains étaient très lourds, beaucoup plus qu'ailleurs. L'impôt foncier, y compris les taxes additionnelles, s'élevait chez nous à environ 35 millions, tandis qu'il n'excédait pas 20 millions au Piémont; il en est de même pour les douanes, qui avaient entouré le Royaume d'une immense muraille, pire qu'au Moyen Age où Pise et Venise, comme Gênes et Florence, jouissaient ici de privilèges et de faveurs. Comme au Moyen Age, tout retombait, par des voies directes, sur les produits de la terre, par des voies indirectes sur les matières premières et les denrées de consommation les plus usuelles des classes laborieuses. Oui, les impôts étaient faibles, mais mal répartis; ils représentaient, dans l'ensemble, un montant de 21 lires par habitant, tandis qu'au Piémont, où la richesse privée était supérieure à la nôtre, ils s'élevaient à 25,60 lires... Et, du reste, si les impôts étaient ici plus légers - mais pas légers au point de ne pas inciter Settembrini, dans sa fameuse "Protestation" de 1847, à en faire un des principaux chefs d'accusation contre le Gouvernement des Bourbons -, il s'y dépensait beaucoup moins pour les services publics: chez nous, qui étions 7 millions d'habitants, trente-quatre millions de lires, et dans le Piémont, avec 5 millions d'habitants, quarante-deux millions. L'armée, - et quelle armée !, qui était comme le pivot de l'Etat - absorbait presque tout; les villes manquaient d'écoles, les campagnes de routes, les rivages de points de débarquement; et les transports s'effectuaient encore sur le dos de bêtes de somme, comme dans les pays de l'Orient". (Fortunato, op. cit., pp.207-209).

L'isolement douanier était extrême.

"Le régime douanier archaïque - rappelle encore Fortunato - visait surtout à maintenir les prix du blé à un bas niveau. Comme la loi en prohibait totalement l'exportation, sa production était limitée au strict

nécessaire: pour un indice 100 de population, indice 100 de blé. Si, une certaine année, l'indice 100 passait à 105 pour le blé, du fait d'une abondante récolte, il en résultait une baisse de prix considérable; mais il suffisait que, l'année suivante, la production fût de 10 à 15 % inférieure à la normale, pour voir les prix atteindre des chiffres fabuleux et provoquer la disette qu'on s'efforçait en vain de conjurer par le stockage et la taxation des prix...". (Fortunato, op.cit., p. 213).

Fraccareta confirme: "Le tarif napolitain restait toujours le plus élevé de tous ceux des Etats italiens avant l'unification". (A. Fraccareta: Sulla economia del Mezzogiorno d'Italia dall'ultimo periodo borbonico alle condizioni presenti, "Annali del Seminario giuridico dell'Università di Bari", partie II, 1928).

Nombreuses étaient les entraves à la production.

Fortunato dit encore: "La main-morte... et les obstacles de tous genres à la libre culture des terres faisaient que la production annuelle ne dépassait pas en moyenne 12 millions d'hectolitres de blé et 9 d'autres céréales. On ne récoltait que 2 millions d'hectolitres de vin. Le produit le plus important était l'huile, dont la production atteignait 600 000 hectolitres et dont on exportait annuellement pour 30 millions de lires, soit la moitié de la valeur de l'ensemble de nos exportations; néanmoins, elles supportaient un droit de sortie de 20 % en moyenne".

"Puis, venait la soie pour 12 millions; mais la maladie du ver à soie a fait disparaître totalement cette industrie en quelques années. Il y avait encore la garance, la réglisse, le chanvre. Et rien d'autre. L'industrie lainière, protégée par des droits qui atteignaient 8 lires par mètre, et qui malheureusement contribuaient à maintenir tant de landes désertes, ne réussissait pas à fabriquer plus de 60 000 pièces par an". (Fortunato, op. cit., p. 213).

"Les industries? - se demande Fraccareta. - Il suffira de se reporter au jugement - particulièrement significatif - de Bianchini qui s'est constamment efforcé de justifier les mesures et les formes de la politique économique des Bourbons, et de rechercher et mettre en évidence, avec des réserves optimistes, tout ce qu'il estimait constituer un progrès pour le Royaume. Ainsi, après avoir fait remarquer qu'il ne pouvait entrer dans les détails faute de données statistiques, mais donnant

une liste de différentes sortes de manufactures existant dans le pays, il en relevait le caractère fragmentaire que constituaient des expériences même bien réussies, des imitations d'ouvrages et de travaux étrangers, et il en délimitait l'importance globale en formulant ce jugement prudent, que "l'industrie des peuples ne consiste pas à faire des essais isolés, mais presque tout repose sur l'application heureuse, le développement, le progrès et la diffusion des inventions utiles". (A. Fraccareta, op. cit.).

Les échanges étaient faibles, la circulation monétaire languissante, le taux d'intérêt élevé.

Fortunato écrit: "Cela ne vaut vraiment pas la peine de vanter l'abondance de la circulation normale dans les Deux-Siciles, qui a été déjà évaluée à 80 millions de ducats, soit le double de celle de tout le reste de l'Italie. Etant donné le tarissement de toute activité humaine, les possesseurs d'argent étaient obligés de le conserver sans le faire fructifier et ils attendaient que la foire, une ou deux fois l'an, leur donnât la possibilité d'écouler les denrées agricoles, les animaux, les marchandises: il en est de même de nos jours [le texte est de 1904] dans les Etats balkaniques. Celui qui avait de l'argent refusait à s'en séparer parce qu'il n'aurait pas su où s'en procurer en cas de besoin, ou bien il le prêtait à un taux usuraire: l'intérêt courant des opérations commerciales était à Naples - selon Bianchini - de 12 %, celui du prêt sur hypothèque un peu moindre à Naples, mais de 10, 12 et même 15 % dans les provinces; celui qui prêtait de l'argent à 8 % passait pour un philanthrope. Parler d'une épargne importante et d'une grande richesse dans de telles conditions économiques est un non-sens. Le languissement de la circulation faisait naître le besoin d'une grande quantité d'argent, voilà tout. Atonie d'un côté, pléthore de l'autre. Le Royaume souffrait de congestion métallique, de même que certains siècles précédents, pour des causes opposées, mais trouvant toutes leur origine dans la pauvreté générale, il avait longtemps souffert d'anémie: cette même anémie de monnaie métallique dont souffre tant aujourd'hui, par exemple, la Grèce. En revanche, il suffisait de 27 millions en argent au Piémont et seulement de 20 millions à la Lombardie pour une somme d'échanges qui, dans chacun de ces pays, était de cinq ou six fois supérieure à la nôtre. Pour eux, beaucoup plus avancés que nous, l'argent était ce qu'il doit être réellement:

un instrument nécessaire aux échanges, mais coûteux, raison pour laquelle il faut en réduire la quantité et l'usage au minimum nécessaire". (Fortunato, op. cit., pp. 211-12).

"Quant à la dette publique - poursuit Fortunato - elle n'était pas aussi réduite qu'on le croit...: en 1857, elle s'élevait chez nous à 430 millions contre 630 au Piémont, où elle avait augmenté de 512 millions, après la déclaration de guerre de 1859, lorsque le Piémont à qui l'Italie est redevable - que cela plaise ou non - de son indépendance politique a tout risqué en faisant l'avance des frais pour le salut commun. En tout cas, même pendant les plus mauvaises périodes, le revenu du Piémont a oscillé autour de 90 millions; le fait que nos titres étaient cotés au-dessus du pair n'était pas non plus l'indice d'une plus grande prospérité chez nous: toutes les voies par où la liberté amène la richesse étant barrées par la méfiance et par l'ignorance, les capitaux restaient ici inactifs et n'avaient recours qu'à une seule source d'emploi, celle de la dette publique, la plus facile à faire fructifier, mais de toutes la moins féconde". (Fortunato, op. cit., p.210).

D'après les calculs de Valentino Pasini, au lendemain de la guerre de 1859, les recettes, les dépenses et la dette publique du Royaume de Sardaigne et du Royaume des Deux-Siciles se seraient présentées comme suit:

Millions de lires (1914)

	Recettes	Dépenses	Dette publique
Royaume de Sardaigne	144	156,8	1483
Royaume de Naples.....	105,7	155,7	250
Sicile	26 5	51,5	187

(cf. G. Luzzatto, Storia economica dell'età moderna e contemporanea, seconde partie, Padoue, Cedam, 1955, p. 376).

Les finances étaient mal administrées.

Fraccareta se demande: "La politique économique du gouvernement des Bourbons était-elle de nature à faciliter le développement économique du pays? La réponse ne me semble pas douteuse. La politique financière des trente dernières années a suivi une seule direction constante: aucune augmentation d'impôts, même quelques allègements dès que cela était possible et comme corollaire, naturellement, la limitation la plus stricte des dépenses publiques. Ceci revenait à négliger les services publics et à réduire ou même à supprimer totalement les dépenses qui constituent l'instrument nécessaire de tout développement économique: le manque de routes surtout, était général et tout à fait désastreux. Il a été effectué extrêmement peu de travaux d'assèchement, alors que dans une très grande partie du pays sévissait le paludisme et la malaria...".

"Il y avait des écarts profonds et impressionnants ... dans la répartition des dépenses de l'Etat, entre la capitale, d'une part, trop grande et prépondérante, qui absorbait tout et concentrait tout, et les provinces, d'autre part; ce qui contribuait à accroître le malaise économique de ces provinces". (Fraccareta, op. cit.).

Avec 446 000 habitants, Naples était alors la ville la plus peuplée d'Italie - elle comptait près de deux fois plus d'habitants que Milan et quatre fois plus que Gênes - et la troisième ville d'Europe après Londres et Paris! (cf. G. Luzzatto, op. cit., pp. 24, 374; R. Ciasca, "Questione del Mezzogiorno" "Enciclopedia Italiana").

"A Naples ... on notait ce phénomène terrible et presque unique en Europe, d'une grande ville d'un demi-million d'habitants dont les deux tiers de la population étaient constitués par une plèbe qui n'était pas assurée d'un travail quotidien". (Fortunato, "Il Mezzogiorno e lo Stato italiano", op. cit. tome I, p. 57).

Le tableau ci-après montre le développement du réseau ferroviaire du Royaume de Naples et des autres Etats italiens au début de 1860:

	en exploi- tation	en cons- truction	concedés
Royaume de Naples km	127	---	---
Toscane "	319	129	326
Emilie "	180	276	---
Lombardie (sans la Vénétie) "	221	19	180
Etats Sardes (Piémont, Ligurie, Sardaigne).... "	802	64	41
Total km	1649	488	547

Il faut ajouter à ces chiffres 469 km déjà en exploitation dans la Vénétie, et 80 km dans le Latium (Rome-Frascati et Rome-Civitavecchia). (cf. G. Luzzatto, op. cit., p. 336).

C'était l'Etat le plus étendu qui avait le réseau ferroviaire le moins développé.

En ce qui concerne les routes, Tremelloni en donne la synthèse suivante:

"Quand le Royaume d'Italie a été constitué, il y avait dans le Nord un demi-kilomètre de route par km², et dans le Midi, un dixième de kilomètre". (R. Tremelloni, "Storia recente dell'industria italiana", Milan, Garzanti, 1956, p. 10).

Dans un milieu aussi défavorisé, la division du travail était presque impossible.

Quand il est venu à faire partie du Royaume d'Italie, "le Midi vivait - écrit Fortunato - d'une économie primitive où la division du travail n'existait pour ainsi dire pas et où les échanges étaient réduits au minimum: on travaillait plus souvent pour sa propre subsistance que pour produire des valeurs d'échange et se procurer par la vente de produits ce dont on avait besoin. Dans de nombreuses communes, plus de la moitié de la population ne mangeait jamais de pain de froment, et "les paysans vivaient en travaillant comme des brutes" puisque "la subsistance de chacun d'eux coûtait moins que celle d'un âne": c'est ce qu'a écrit Lodovico Bianchini, l'un des Ministres de Ferdinand II". (Fortunato, op. cit., pp. 213-14).

Il manquait à l'Italie méridionale une classe moyenne dotée d'initiative.

Caizzi écrit : "Dans un monde aussi pauvre que le Midi, que les hommes, loin de le corriger et de l'améliorer, avaient rendu plus âpre et plus désolé que jamais, une bourgeoisie animée comme ailleurs d'un esprit d'entreprise n'avait pu naître et s'affirmer par suite d'un concours de circonstances historiques défavorables. Le manque de capitaux, et même l'absence de petites économies dans les entreprises familiales les plus importantes, condamnaient à un sort commun les différentes classes sociales, contraignant en même temps tout le monde, propriétaires et prolétaires, bourgeois et paysans, gentilhommes et manants, à une existence de misère et de privations. Le Midi en était encore au stade de la société primitive, dont le Nord était déjà sorti depuis longtemps, pour son bonheur". (B. Caizzi, *Antologia*, op. cit., Introduction, pp. 33-34).

Les premières années après l'unification: 1860-1887

Lors de la constitution du Royaume d'Italie, l'organisation de l'Etat de Sardaigne et du Piémont fut étendue aux provinces annexées : le tarif douanier du royaume de Naples fut aboli vers l'intérieur et remplacé vers l'extérieur par celui du Piémont.

C'était l'époque des audaces, et on ne voulut pas de demi-mesures de transition.

"La différence entre les tarifs était énorme - explique le Ministre de l'agriculture Manna; le gouvernement s'est alors trouvé en face de ce qui était presque une impossibilité: les tarifs douaniers dans le Nord de l'Italie étaient très bas, celui de l'Italie Méridionale était encore très élevé... Le Comte de Cavour n'eut pas de difficultés à appliquer les tarifs très bas de l'Italie du Nord à l'Italie du Sud; pour la première fois dans l'histoire des douanes, on voyait un tarif entier abaissé en un jour de 80 %. (Atti Parlamentari, Camera dei Deputati, 1863, p. 938).

Au sujet des conséquences immédiates de cette unification douanière aussi soudaine, Barbagallo écrit:

"Maintenant, l'Italie méridionale étant devenue partie organique du reste de la Péninsule, toute barrière douanière intérieure est supprimée,

et les produits de certaines industries du Nord, plus évoluées et sans doute beaucoup plus audacieuses, ont la possibilité d'y pénétrer et d'y créer une concurrence d'une certaine ampleur. Toutefois, cela ne fut pas alors le plus grave inconvénient. A cette époque, la concurrence du Nord n'était pas telle qu'elle pût se révéler très redoutable. Mais en hommage à la politique libéraliste qui triomphait dans tous les pays et, par conséquent, également dans l'Italie ressuscitée depuis peu, les obstacles qui jusqu'alors avaient protégé la faible industrie du Midi de la concurrence étrangère, plus dangereuse, furent aussi supprimés. Les conséquences en furent beaucoup plus graves pour l'industrie méridionale restée en grande partie artisanale, et qui travaillait moins bien, dans des conditions plus pénibles, et avec des coûts de production plus élevés: elle en fut absolument disloquée. Pour rappeler certaines des répercussions les plus graves, la fabrication des vitres et des cristaux, celle du sucre ..., les industries de la soie, du coton, du papier, qui comptaient au moins 80 usines qui produisaient un tiers de tout le papier italien, l'industrie des constructions navales, disparurent complètement, ou furent contraintes à suivre cette via crucis de misère et d'humiliations, qui sera très longue". (C. Barbagallo, "La questione meridionale", Milan, Garzanti, 1948, pp. 66-67).

Fortunato écrit à ce sujet: "Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que l'unité politique réalisée du jour au lendemain ait occasionné dans le Midi un profond déplacement d'intérêts économiques non sans causer de graves dommages et en se révélant en partie nuisible? Mais il y a loin de là à prétendre que le Midi s'en est trouvé matériellement ruiné. Non seulement il n'a pas été ruiné, mais il s'est redressé rapidement, et le redressement aurait même été plus rapide si, dans ce bref intervalle, il ne s'était pas trouvé replongé d'un coup dans la peur et la barbarie du Moyen Age, comme au temps des Sarrasins et des bandes d'aventuriers: c'est-à-dire, si le Midi n'avait pas été surpris, encore une fois, par le sinistre fléau du brigandage, dernière expression de son malaise social, aussi tragiquement sombre et terrible, aussi peu connu de la plupart jusqu'à présent, et méritant donc une étude vaste et consciencieuse..., il se serait redressé rapidement, soit grâce à l'ouverture d'un marché intérieur plus vaste, soit grâce à la réduction des tarifs douaniers d'entrée et de sortie..., soit enfin par l'affranchissement, dans des conditions optima en 1865, de la Plaine

des Pouilles, une immense steppe forcé qui pendant des siècles, comme l'a si bien dit Racioppi, avait été "le principal domaine de la gloire législative des Tartares". (Fortunato, op. cit., p. 215).

Il est vrai, que non seulement les industries méridionales, mais aussi celles des autres régions italiennes protégées avant l'unification par des barrières douanières plus élevées que celles du Piémont, eurent à souffrir du nouveau tarif.

Corbino fait observer: "L'unité économique proclamée à l'improviste, exposait les productions qui avaient végété jusqu'alors sous les ailes du protectionnisme à la concurrence des industries plus robustes et mieux organisées. En effet, l'unification douanière et l'affirmation des principes du libre-échange eurent pour résultat de faire périr certaines industries, comme les raffineries de sucre, tandis que d'autres périclitaient encore pendant de nombreuses années, comme la métallurgie, l'industrie du coton, de la soie, les papeteries". (E. Corbino, "Annali dell'economia italiana", Città di Castello, tip. "Leonardo da Vinci", 1931-38, tome I, p. 143).

Ces industries étaient principalement ou exclusivement implantées dans le Nord. Pour avoir une idée du coup porté à l'industrie métallurgique située presque entièrement dans le Nord, on peut citer, par exemple, qu'un quintal de fer ordinaire en barres était soumis à un droit de L. 19,25 dans les Deux-Siciles, de L. 13,05 dans la Lombardie-Vénétie, L. 12 en Toscane, alors que le tarif unifié du Royaume de Sardaigne comportait un droit de L. 5, augmenté, comme les autres postes du décime de guerre et d'un droit de 5 ₯ , reste abusif des anciens droits de transit (cf. F. Giordano, "L'industria del ferro in Italia", Turin, Cotta, 1864, p. 7).

Toutefois, Corbino reconnaît que le coup le plus violent a été porté à l'industrie de l'Italie méridionale:

"Les économies les plus protégées et les plus artificielles ont été frappées plus rapidement et plus violemment. Ce fut le cas, en premier lieu, pour l'économie de l'ancien Royaume des Deux-Siciles. A grand'peine, l'extrême insuffisance des communications, qui rendait toute pénétration lente et difficile, et la ténacité de certaines habitudes ont permis d'atténuer les chocs révolutionnaires au point de vue économique" (Corbino, op. cit., tome I, p. 145).

Les témoignages cités font raisonnablement estimer que l'assaut le plus fort contre les industries du Midi est venu de l'extérieur, et non de l'intérieur du Royaume.

En effet, même après l'unification, il a fallu quelques années avant que les conditions préalables de la réalisation d'un marché unique aient pu s'établir de façon concrète. Et cela se comprend: il suffit de considérer l'aspect physique de l'Italie péninsulaire, qui est en grande partie montagneuse, et de se représenter l'état des chemins de fer en 1860. Ce qui faisait surtout défaut, c'étaient les raccordements entre les régions qui, il y a peu de temps encore, avaient constitué les différents Etats italiens. Ainsi, par exemple, le pont sur le Tessin, le fleuve qui marquait la frontière entre le Piémont et la Lombardie-Vénétie, soumise à l'Autriche, n'a été terminé qu'après la guerre de 1859 et c'est seulement alors que Turin a pu être relié par voie ferrée à Milan et Venise (cf. Luzzatto, op. cit., p. 375).

Luzzatto résume de la façon suivante l'état des communications ferroviaires entre les autres régions :

"L'accord intervenu en 1856, entre l'Empire d'Autriche, les Duchés de Modène et de Parme, l'Etat Pontifical et le Grand-Duché de Toscane, avait permis la mise en route d'un programme de constructions qui, confié à la Société de la Südbahn et financé par la Maison Rothschild, aurait dû assurer en quelques années le raccordement du réseau toscan et des quelques tronçons des voies ferrées romaines aux chemins de fer de l'Italie septentrionale, Bologne en étant le centre".

"Mais lorsqu'éclata la guerre de 1859, seule l'importante ligne Milan-Bologne était terminée: en revanche, la Vénétie restait encore séparée de l'Emilie et de l'Italie centrale, tandis que le réseau toscan - qui comprenait désormais, en plus des deux lignes Livourne-Pise-Florence par Pontedera, et Pise-Florence par Lucques et Pistoie, également les tronçons de Pise-Massa, Pise-Cecina et Florence-Arezzo - restait encore isolé de la Haute Italie, tant sur le littoral tyrrhénien qu'à travers les Apennins où les travaux de la Porrettana avaient à peine commencé, et en direction de Rome on ne pouvait pas aller au-delà d'Arezzo et de Cecina. Le voyageur qui, du Piémont ou de la Lombardie, voulait se rendre à Florence, devait

accomplir le trajet Gênes-Livourne par mer, ou utiliser la vieille diligence de Bologne à Pistoie. Si, ensuite, il voulait se rendre au-delà d'Arezzo et de Cecina vers le Midi, dans une localité où on ne pouvait pas se rendre par mer, il ne se trouvait pas dans une situation différente de celle d'il y a 50 ans ou un siècle". (Luzzatto, op. cit. p. 375).

Si l'on considère qu'Arezzo est à près de 450 km de Naples et à 730 de Bari, on comprend pourquoi "il est à exclure que l'unité douanière ait provoqué la rupture immédiate de l'ancien équilibre" entre les régions italiennes. (Luzzatto, op. cit. p. 375). Luzzatto observe: "Sans aucun doute, le dommage infligé par l'unification politique et administrative aux capitales des anciens Etats et aux principaux centres de la vie régionale, a été fort grave. Précisément, en raison du rythme encore très lente de la vie économique, une ville pouvait tirer des avantages considérables de la présence d'une Cour ou d'une bureaucratie centrale nombreuse, autour de laquelle se constituait un vaste réseau d'affaires pour fournitures, adjudications de services et de travaux publics, octrois de licences, de subventions et ainsi de suite".

"Il n'y a donc rien d'étrange à ce que Naples, et dans une moindre mesure Palerme, Florence (jusqu'à 1865), Parme, Modène et même Milan - qui pourtant avait tant de sources de vie propre plus importantes, indépendantes de la Cour et de l'Administration - voient se ralentir, dans les premières années du Royaume, les progrès qui s'étaient plus ou moins manifestés durant les trente années précédentes, tandis qu'apparaissent de nombreux signes de malaise et de mécontentement...".

"C'est surtout pour ces grandes villes - continue Luzzatto - que l'unité représente un déplacement immédiat et sérieux des intérêts et de l'équilibre; et ce déplacement ne se produit pas dans le sens sur lequel on insiste trop souvent, à savoir que les industries du Piémont et de la Lombardie, beaucoup mieux aguerries et favorisées par l'unité douanière qui - dit-on - aurait été décidée et réalisée avec une précipitation excessive, auraient ruiné par leur concurrence les industries plus faibles du reste de l'Italie et surtout du Midi. En réalité, celui qui raisonne ainsi, anticipe un phénomène qui ne s'est pas manifesté et ne pouvait pas se manifester, si ce n'est une vingtaine d'années plus tard. L'industrie du Nord ne pouvait pas devenir, depuis 1861, une

concurrente aussi redoutable pour cette simple raison, qu'elle n'avait encore atteint à cette époque que des proportions extrêmement modestes et qu'elle était même limitée à quelques branches, tandis qu'en tout cas, les industries d'Italie centrale et méridionale trouvaient encore - en dépit de la suppression rapide et totale des douanes intérieures - une production suffisante dans la lenteur et le coût élevé des transports par voie de terre". (Luzzatto, op. cit. p. 374-376).

Mais, tandis que, d'une part, pendant quelques années, les marchés du Nord et du Midi, se développant presque indépendamment l'un de l'autre en dépit de l'abolition des douanes intérieures, ne pouvaient nouer que de faibles rapports économiques, d'autre part, le tarif douanier piémontais très libéraliste a rapidement inclus le Midi dans le commerce mondial d'où il avait été tenu à l'écart jusqu'alors. Si la politique libéraliste a immédiatement causé des dommages aux industries débiles du Midi - comme du reste aux industries plus solides du Nord - elle en a considérablement avantage l'agriculture, au point que la balance économique régionale en est devenue nettement positive.

Fortunato proclame: "Parce que la vérité est que de toute l'oeuvre hâtive d'unification, celle qui non seulement n'a pas nui, mais s'est révélée utile au Midi, a été la direction imprimée dès le début à la politique douanière par le nouveau royaume. Le traité de commerce conclu avec la France en 1863 et renouvelé en 1867 [qui réduisait à 1 lire le droit de sortie sur l'huile et exemptait ou réduisait de beaucoup les droits sur tous les autres produits agricoles du Midi] a assuré à notre production agricole de larges débouchés sur les marchés étrangers, de sorte que l'exportation de ces produits a rapidement doublé pour les huiles, triplé pour les agrumes, décuplé pour les vins". (Fortunato, op. cit. p. 200-01, cf. p. 215).

Le tableau ci-après montre l'augmentation progressive des exportations d'agrumes (cf. Einaudi, La esportazione dei principali prodotti agrari dall'Italia nel periodo 1862-92, "Giornale degli Economisti", 1894, seconde partie, p. 13):

Exportation d'agrumes (milliers de quintaux)

Chiffres et moyennes annuels											
1862	458	}	621	1871	887	}	848	1881	1 230	}	1 462
1863	688			1872	875			1882	1 194		
1864	644			1873	832			1883	1 585		
1865	692			1874	704			1884	1 732		
				1875	942			1885	1 520		
1866	901	}	789	1876	892	}	947	1886	1 246	}	1 807
1867	672			1877	962			1887	2 296		
1868	714			1878	960			1888	1 649		
1869	880			1879	994			1889	1 940		
1870	777			1880	928			1890	1 903		
								1891	1 344	}	1 522
								1892	1 699		

C'est l'exportation des vins qui était la plus importante. Elle constituait "une de nos plus grandes sources de recettes, surtout pour les provinces méridionales". L'exportation de vins en bouteilles était "de faible importance", celle du vin en fûts, en revanche, était "notre principale source de gains". (cf Einaudi, op. cit. pp. 6-7).

Les chiffres par région ne sont pas connus; toutefois, les chiffres totaux ci-après peuvent avoir une valeur indicative :

Exportation de vin en fûts (milliers d'hectolitres)

Chiffres et moyennes annuels											
1862	214	}	1871	227	}	1881	1 741	}			
1863	462		1872	586		1882	1 312				
1864	223		291	1873		290	345		1883	2 611	1 898
1865	264			1874		259			1884	2 361	
				1875		352			1885	1 463	
1866	347	}	1876	498	}	1886	2 330	}			
1867	285		1877	354		1887	3 582				
1868	228		271	1878		525	926		1888	1 802	2 005
1869	273			1879		1 063			1889	1 408	
1870	224			1880		2 188			1890	904	
						1891	1 158	1 788			
						1892	2 417				

De même pour les exportations de blé, une comparaison entre les chiffres nationaux totaux à 20 années de distance donne une idée de l'évolution:

1862 209 000 hectolitres
 1882 962 000 quintaux

Par ailleurs, l'exportation de l'huile d'olive a fait un bond, passant de 49 000 tonnes en 1862-68 à 70 000 tonnes en 1869-83. Ensuite, la concurrence serrée de l'huile espagnole et des huiles de graines ont amené les agriculteurs à arracher des oliviers pour planter de la vigne, et l'exportation est retombée à 48 000 tonnes en 1884-92 (cf. Einaudi, op. cit. p. 12).

Fortunato fait les commentaires suivants: "Avant 1860, le commerce avec l'étranger était réduit à sa plus simple expression; maintenant [1904], chacune des deux provinces de Naples et de Bari ont un trafic commercial supérieur, l'une de quelques dizaines, l'autre d'une centaine de

millions, à l'ensemble des importations et des exportations de l'ancien Royaume...". (Fortunato, op. cit., p. 216).

La production augmente considérablement.

"En une dizaine d'années à peine, la production du froment était passée de 12 à 20 millions d'hectolitres; celle du vin de 2 à 8 millions; celle de l'huile de 600 000 à 1 million et demi". (Fortunato, op. cit., p. 215).

Les cultures sont réparties plus rationnellement.

Einaudi constate: "L'augmentation de l'exportation de blé durant la période de 20 ans s'étendant de 1862 à 1882, est imputable à l'accroissement de la production intérieure de cette céréale; après l'unification de l'Italie, on note un accroissement des emblavements du fait de la réduction des entraves à la libre circulation entre les différentes provinces italiennes, de l'amélioration des méthodes de culture, de l'assèchement des terres marécageuses et incultes, des voies ferrées, de la substitution en Italie méridionale du blé au coton, dont la culture avait connu un regain éphémère à l'époque de la Guerre de Sécession américaine, et de la substitution du blé au chanvre en Haute Italie". (Einaudi, op. cit., p. 2).

Il est vrai qu'à cette époque, les prix internationaux élevés des produits agricoles stimulaient le commerce et la production; cependant, la politique de libre-échange permettait d'en profiter largement.

Corbino écrit: "La Guerre de Sécession des Etats-Unis d'Amérique, puis l'invasion de la France par les armées allemandes, encouragèrent en Italie la production agricole en général et notamment celle du froment; le mouvement s'est étendu rapidement à toute la Péninsule au point que c'est dans le Midi, plus qu'ailleurs, qu'on a rapidement procédé sur une large échelle au défrichement de terres pas toutes propres à la culture des céréales, c'est-à-dire de terres dont l'exploitation n'était pas rémunératrice en dehors des périodes où les prix étaient très élevés comme, par exemple, dans les années de disette". (Corbino, op. cit., tome II, p. 25).

Et Fortunato confirme: "Certes, le prix extraordinaire de toutes les denrées agricoles fut dû en grande partie, d'abord à la Guerre de

Sécession des Etats-Unis d'Amérique, puis à la guerre franco-allemande, ... Les prix élevés se sont maintenus bien au-delà de 1880: le blé est passé de 10 lires le quintal en 1860 40 lires; le vin est passé de 2 à 5 lires l'hectolitre à 35 lires; l'huile et les agrumes ont augmenté de plus de 30 % et la hausse de la laine n'a pas été inférieure à 25 %". (Fortunato op. cit., pp. 215-216).

Il fut ainsi possible de constituer un fonds d'épargne considérable.

Fortunato en témoigne: "Il ne fait aucun doute que durant les 20 premières années, en dépit de ce qui s'était passé, le Midi avait constitué de nouveaux capitaux, de sorte que même après l'achat hâtif de biens domaniaux et ecclésiastiques, même après le funeste désordre bancaire, il a pu accroître ses achats de titres de rentes publiques...".

"Avant 1860 il n'y avait aucun dépôt d'épargne portant intérêts; maintenant [1904] il y a plus de 200 millions dans les caisses postales et les caisses ordinaires sans parler des titres fonciers, des actions et des obligations de sociétés et de personnes morales...".

Il ajoute: "Il fut possible, non seulement de racheter les terres de la plaine des Pouilles et d'acheter celles des confréries confisquées au profit de l'Etat, mais encore de développer sur une large échelle la culture de la vigne". (Fortunato, op. cit., p. 216).

Sonnino confirme: "Dans le Midi, le grand mouvement de transformation des cultures s'est produit dans la décade de 1875 à 1885". (Atti Parlamentari, Camera dei Deputati, Discussioni, 4 déc. 1902, p. 4298).

Salvemini parle d'un: "admirable développement économique" qui s'est manifesté dans les Pouilles ("Critica Sociale", 16 août 1903, voir "Scritti", op. cit., p. 186).

Toutefois, un tel tableau ne doit pas inciter à croire qu'il n'y avait plus de zones déshéritées. En 1874, Franchetti notait que dans la Basilicate et en Calabre "si ce n'est pas une contradiction dans les termes, l'agriculture en était encore à l'état nomade" et que les rapports du travail étaient "caractérisés par une telle précarité et une telle mobilité qu'il n'était pas possible de définir des types de contrats stables, ni des contrats de longue durée". (L. Franchetti: "Condizioni economiche e amministrative delle province napoletane", dans "Mezzogiorno e Colonia", Florence, 1950, pp. 72, 87).

Rossi Doria précise que l'effort mené à bonne fin au cours du siècle qui a précédé la première guerre mondiale en vue de développer les zones d'arboriculture spécialisée et mixte s'est traduit - estime-t-on - par la plantation de plus de 200 mille hectares d'olivaies spéciales et de 20 millions de pieds d'oliviers en culture mixte, de 600 mille hectares de vignobles spécialisés (en plus des reconstitutions de vignobles après l'invasion du phylloxéra) et de plus de 30 mille hectares de plantations d'agrumes, sans parler des arbres fruitiers en culture mixte. De cet effort, la "plus grande partie" a été réalisée entre 1860 et 1870 (cf. Rossi Doria, "L'evoluzione delle campagne meridionali e i contratti agrari", "Nord et Sud", avril 1955, p.15).

Aux transformations accomplies dans l'arboriculture - olivaies, plantations d'amandiers, vignobles, plantations d'agrumes - s'ajoutent les investissements dans les fermes céréalières-herbagères des zones extensives, maisons particulières, étables, granges, "cafonerie" (fermettes habitées par de pauvres gens), maisons pour les salariés, enclos à bestiaux, parcs à brebis, fontaines, clôtures.

Rossi Doria poursuit en ces termes: "Si l'on ajoute ensuite aux investissements fonciers les investissements nécessaires au fonctionnement des entreprises elles-mêmes et en particulier pour les animaux de trait et d'élevage, l'effort paraît imposant, puisque c'est assurément à ce type d'agriculture qu'il faut attribuer une grande partie de l'augmentation du nombre des bovins et des chevaux qu'on observe dans le Midi entre les deux recensements: 200 mille bovins, soit une augmentation de 30 % entre 1864 et 1881; 400 mille bovins, soit une augmentation de 45 % entre 1881 et 1908". (cf. Rossi Doria, op. cit., p. 15).

Les investissements fonciers, l'extension des cultures et l'accroissement du patrimoine bovin et chevalin "témoigne non seulement de la consolidation sur une grande échelle des entreprises privées, mais permet également de comprendre l'évolution des rapports entre les travailleurs et la terre". (Rossi Doria, op. cit., p. 15).

Rossi Doria fixe aux environs de 1880 la fin de la première phase de la transformation agraire du Midi. Du reste, celle-ci "était déjà amorcée au milieu du siècle, même si le progrès apparaissait à celui qui

se consacrait pour la première fois à l'étude de la réalité, négligeable par rapport à la misère générale et à ce qu'on observait ailleurs à la même époque". (Rossi Doria, op. cit., p. 13).

Avant la transformation menée résolument à bien durant la période de 20 ans s'étendant de 1860 à 1880 - affirme Rossi Doria - "les travailleurs agricoles ne trouvaient guère à s'employer chez autrui en raison de l'absence ou du nombre très réduit des entreprises organisées et des terres transformées, et on ne pouvait pas considérer comme de véritables contrats agraires les accords de louage pour les rares terres qu'ils cultivaient. Le travail comme domestique chez autrui, la location de terres de faible étendue, quelques journées rémunérées, la jouissance des usages communaux, la récolte de produits poussant spontanément, suffisaient à la subsistance misérable du paysan qui était sans travail pendant une grande partie de l'année, tout en étant lié par les anciens rapports serviles et par la servitude permanente de l'usure".

"En revanche, de nouvelles possibilités s'offrirent à lui lorsque la nouvelle propriété et les nouvelles entreprises se consolidèrent et, si de nombreuses terres cessèrent d'être utilisables pour lui à titre précaire, la possibilité proche et lointaine de travail salarié s'accrut".

"En d'autres termes, les travailleurs agricoles abandonnèrent les formes de travail servile et de l'entreprise précaire et devinrent, en majeure partie dans certains endroits et exclusivement dans d'autres, des salariés agricoles dont le salaire, bien que parfois inférieur à leur ancien revenu précaire, était mieux réparti sur l'année et permettait de mieux desserrer l'étoupe de l'usure ...".

"Dans les zones inaccessibles des Apennins ou dans les zones côtières les plus pauvres les anciens rapports précaires et serviles subsistaient inchangés et parfois aggravés; mais ailleurs - dans les plaines côtières et intérieures, dans les zones de collines mieux adaptées à la culture de céréales, dans toutes les régions désormais conquises aux cultures intensives - l'activité agricole était passée aux mains des propriétaires exploitants qui les détenaient maintenant solidement (aidés par une classe efficace de gros et moyens fermiers) et les masses laborieuses étaient devenues des journaliers et des salariés".

"C'est à dire qu'à sa manière, l'agriculture méridionale - malgré quelques vestiges du passé, sur lesquels on insiste trop - avait connu une évolution bourgeoise et capitaliste rapide et totale". (Rossi Doria, op. cit., pp. 15-16).

L'origine de la dépression : le tarif douanier de 1887

La constatation faite par Rossi Doria de la persistance de l'usure, "le ver rongeur de la société sicilienne" comme l'écrivait Sonnino (L. Franchetti e S. Sonnino, "La Sicilia nel 1876", IIème tome, "I contadini", Florence, Vallecchi, s. d., et dans B. Caizzi, Antologia, op. cit., p. 192), et nous ajoutons "méridionale", révèle toutefois combien étaient encore nécessaires pour le Midi les capitaux à taux d'intérêt modéré. Bien plus, le besoin d'argent "était si impérieux qu'il faisait parfois considérer l'usure comme providentielle". (Corbino, op. cit., tome V, p. 57). Azimonti se demande: "Lorsque, en raison d'une série de circonstances défavorables, les récoltes sont fortement déficitaires ou absolument inexistantes et que l'agriculteur impuissant à faire face à ses engagements a perdu tout crédit auprès des banques ou des autres institutions de prêt, comment s'en tirerait-il sans l'usurier ? L'usurier est l'unique ancre de salut". (E. Azimonti, "Il Mezzogiorno agrario qual'è", Bari, Laterza, 1919, p. 164).

Mais, entre 1880 et 1890 précisément, une concurrence ruineuse s'est déchaînée entre la Banca Nazionale et le Banco di Napoli pour l'octroi de crédits immobiliers qui, au lieu de mettre un terme à l'usure, ne furent que "le prétexte pour faciliter des combinaisons patrimoniales ou pour procéder à des dépenses somptuaires". (Relazione generale della Commissione d'inchiesta sui contadini del Mezzogiorno, v. Corbino, op. cit., Tome V, p. 57).

Franchetti constate avec amertume: "L'argent prodigué sous forme de prêt a été presque entièrement gaspillé pour le luxe. Le Midi n'était pas préparé à utiliser pour la production la grande abondance de capitaux qui lui furent soudainement offerts". (L. Franchetti, Mezzo secolo di unità nell'Italia meridionale, dans "Nuova Antologia", 1er mai 1911).

Corbino déplore également, à une autre occasion, la destination improductive des dépenses.

"Avec l'assainissement des terres, la culture des agrumes s'est développée considérablement, surtout en Sicile, aux dépens de l'olivier, d'autres arbres fruitiers et des figuiers de barbarie. L'augmentation de la production a été considérable: 30 % environ, puisqu'elle est passée de la moyenne de 3 250 millions de quintaux en 1870-1874 à 4 720 en 1879-83, pour retomber à 4 280 au cours des années suivantes, mais pour atteindre le maximum de près de 5 millions de quintaux lors de la récolte exceptionnellement favorable de 1890. Des soins passionnés et des dépenses assez élevées donnèrent des fruits appréciés - quand ils n'étaient pas atteints de maladies particulières, qui toutefois ne tardèrent pas à apparaître - et donnèrent des gains fabuleux qui, en général, comme à la belle époque du commerce du soufre se transformèrent en dépenses de luxe". (Corbino, op. cit., Tome III, p. 105).

Pendant ce temps, de très graves événements étaient en train de se préparer pour l'économie du Midi. En 1878, le Gouvernement italien abandonnait la ligne de politique libéraliste suivie jusqu'alors et introduisait un tarif douanier orienté vers le protectionnisme:

"Les conditions de bien-être relatif ont commencé à se détériorer après l'entrée en vigueur du tarif douanier du 1er août 1878 qui causait déjà des dommages à l'agriculture...". (P. Lacava, dans "Nuova Antologia", 1er mai 1903, p. 138).

De plus, après 1880, le marché mondial a connu une baisse générale des prix qui a touché particulièrement les céréales.

Prix moyens annuels (par quintal)

(en lires)

	1778- 1780 (Moyenne)	A n n é e s						
		1881	1882	1883	1884	1885	1886	1887
Blé ...	33,11	28,02	27,07	24,54	23,06	22,78	22,85	22,80
Maïs ..	23,57	19,72	21,10	18,12	15,43	14 69	16,07	14,39

Luzzatto fait le commentaire suivant: "Le phénomène n'était pas limité à ces deux seules céréales, mais s'étendait à tous les produits de l'agriculture et des industries agricoles. Par exemple, les prix des

cocons, qui en 1872-73 s'élevaient à 6,75 et 6,81 lires le kg (frais) et qui avaient baissé en 1874, se maintiennent pendant cinq ans un peu au-dessus de 4 lires, connaissent une hausse momentanée en 1879, mais recommencent ensuite immédiatement à baisser pour atteindre 3,53 lires en 1883. Le chanvre qui a atteint, en 1876, le prix maximum de 110,33 lires le quintal, baisse ensuite plus rapidement encore pour atteindre en 1883 le minimum de 64,62 lires..."

"A partir de 1882, les dommages ont pris une forme de plus en plus grave en Italie également. La compensation que les agriculteurs de certaines régions, presque exclusivement des Pouilles et de la Sicile, pouvaient trouver dans l'accroissement de la demande de nos vins de coupage par la France, étaient loin de balancer les énormes pertes provoquées par la baisse continue des céréales, du chanvre et des cocons [produits comme chacun sait, surtout ou exclusivement dans le Nord], tandis que les charges des impôts nationaux, communaux et provinciaux et la dette hypothécaire parvenue à des montants impressionnants, restaient inchangées, quand elles ne tendaient pas à augmenter, bien que payées en monnaie revalorisée."

"Les dommages qui frappent directement les propriétaires, les fermiers et les métayers, se répercutent immédiatement sur toutes les autres classes rurales en engendrant un sentiment général de malaise..."

"L'unique remède à invoquer contre le fléau, en Italie comme ailleurs, est une aggravation de la protection douanière qui puisse freiner la baisse des prix et même provoquer dans de nombreux cas une hausse sensible. Pour la première fois, on parle en Italie, comme en Allemagne et en France, d'un tarif douanier qui défendrait (ou prétendrait défendre) également et solidairement l'agriculture et l'industrie mais qui, en réalité, protégerait presque toutes les industries et une seule des branches de la production agricole, bien que la plus répandue et la plus importante: la culture des céréales". (Luzzatto, op. cit., pp. 411-412).

Invoquer le protectionnisme douanier est un de ces cas classiques - où, selon la formule chère à Einaudi, - "les hommes se laissent dominer par ce qui se voit et ferment les yeux devant ce qui ne se voit pas".

Cela ressemble aux prétentions de celui qui, déjà éméché, avec les idées confuses et la tête lourde, avale encore un verre "pour se rafraîchir l'esprit", au lieu d'ouvrir les fenêtres et de respirer une bouffée d'air frais.

La détresse des classes rurales, provoquée par la baisse continue des prix des principaux produits agricoles, explique l'augmentation notable, constatée après 1880, de l'émigration transocéanique, dirigée surtout vers les Amériques et l'émigration moins importante vers les pays européens et méditerranéens. (cf. "Annuario statistico dell'emigrazione italiana dal 1876 al 1925", Rome, Commissariato generale dell'emigrazione, 1926).

Nombre et moyenne annuelle des émigrants

Année	Vers les pays européens et méditerranéens		Outre-océan		
1876	88 923	}	19 848	}	
1877	77 828		21 385		
1878	75 065		21 203		26 596
1879	82 545		37 286		
1880	86 643		33 258		
1881	94 768	}	41 064	}	
1882	101 736		59 826		55 373
1883	104 818		64 283		
1884	90 698		56 319		
1885	83 712		73 481		
1886	84 952	84 332	82 877	78 179	

On ne possède pas de données statistiques méthodiques sur le phénomène de l'émigration avant 1876. Toutefois, l'émigration a son origine dans le Nord.

"La Ligurie - remarque Luzzatto - avait fourni les pionniers de l'émigration italienne vers les régions de la Plata dès la première moitié du XIXe siècle". (Luzzatto, op. cit., p. 417).

Coletti confirme: "Avant 1860, les Liguriens et, pour une faible part, les habitants du versant alpin depuis les Alpes rhétiques jusqu'aux Alpes maritimes, comme les habitants des régions de Come et de Bergame fournissaient presque entièrement les contingents de l'émigration transatlantique... Les provinces septentrionales participaient à l'émigration temporaire vers l'étranger; l'émigration intérieure dans les Etats italiens était alimentée surtout par les régions du centre".

"L'émigration, tant définitive que temporaire, s'accroît après 1860; c'est alors qu'elle revêt, çà et là, la forme et l'importance d'un phénomène de masse. L'émigration définitive augmente en Ligurie et dans le Haut-Piémont d'où elle s'étend, vers 1866, jusqu'aux zones montagneuses de la Lombardie et, peu après, jusqu'à la plaine du Pô pour atteindre la Vénétie. L'émigration temporaire augmente dans des proportions considérables dans quelques provinces de Haute-Italie et descend jusqu'à la Sicile avec une importance décroissante" (F. Coletti, "Dell'emigrazione Italiana", "Cinquant'anni di vita italiana", Milan, Hoepli, 1911, p. 22).

Durant la période s'étendant de 1876 à 1886, l'émigration totale vers les pays européens et méditerranéens et d'outre-océan donne les moyennes annuelles ci-après:

Emigration totale 1876-1886

	Moyenne annuelle	Pourcentage des émigrants
De l'Italie septentrionale.....	92 031	63
" centrale.....	14 832	11
" méridionale.....	27 911	21
	134 774	100

Pendant ce temps, durant cette conjoncture de crise, mûrissaient les événements qui arrêterent les progrès de l'économie méridionale et la rejetèrent dans cette zone d'instabilité dont elle était en train de sortir:

l'abandon définitif de la politique libéraliste, marqué par l'introduction d'un nouveau tarif douanier fortement protectionniste, la rupture des relations commerciales et la guerre douanière avec la France.

La politique douanière de l'Italie ne fait alors que suivre la direction dominante, à cette époque, dans l'opinion publique et les mesures des gouvernements des pays de l'Europe continentale.

Luzzatto remarque à ce propos: "Le nouveau tarif général, approuvé en avril 1887, a été controversé: le plus souvent on le considère comme très protectionniste en ce qui concerne l'industrie en général et, en particulier, les industries cotonnière et métallurgique, et modérément protectionniste en ce qui concerne quelques-uns seulement des produits agricoles (céréales et fromages)". (Luzzatto, op. cit., p. 413).

Toutefois, le droit sur le blé, fixé à 5 livres le quintal, s'élevait sensiblement au quart du prix moyen de la période de 10 ans s'étendant de 1884-1893, qui était de 20,45 livres le quintal, droit compris (cf. Corbino, op. cit., Tome IV, p. 88). En 1894, ce droit a été porté à 7,50 livres le quintal.

La rupture commerciale avec la France est en rapport étroit avec le nouveau tarif douanier.

Luzzatto résume les événements: "Les négociations [pour le renouvellement de l'accord commercial] commencées à Paris durant la seconde quinzaine de septembre 1887, traînent au milieu de sérieuses difficultés jusqu'à la veille de l'expiration de l'ancien traité (31 décembre), date à laquelle on est encore loin de la conclusion. Le Gouvernement français propose de proroger de 6 mois le traité de 1881; mais le Gouvernement italien, évidemment sous la pression des industries qui se considèrent comme lésées par ce traité, n'accorde que deux mois. Les négociations sont reprises à Rome; mais le désaccord entre les deux délégations au sujet de la base des discussions, à savoir si celle-ci devait être le tarif conventionnel de 1881 ou le nouveau tarif autonome de 1887, paraît de plus en plus irrémédiable. Le 2 février, les délégués français quittent Rome. Les négociations continuent par voie diplomatique, mais sans aucun résultat."

"La veille de l'expiration du traité, le 27 février 1888, le Gouvernement français répond au refus italien d'accorder une nouvelle prorogation

du tarif conventionnel de 1881 par la loi autorisant l'application du tarif de guerre, provoquant ainsi des mesures de rétorsion immédiates de la part de l'Italie, c'est-à-dire la mise en vigueur de l'article 2 de la nouvelle loi douanière autorisant l'application de droits de représailles. Ainsi, depuis mars 1888, la France et l'Italie sont en pleine guerre commerciale". (Luzzatto, op. cit., pp. 413-14).

Les conséquences immédiates apparaissent dans le tableau ci-après: les exportations italiennes vers la France diminuent dans une plus forte proportion que les exportations françaises vers l'Italie. (cf. Luzzatto, op. cit., p. 414).

Années	Moyenne annuelle (sans les métaux précieux) en millions de lires		
	Exportations de la France vers l'Italie	Exportations de l'Italie vers la France	Total
1881-87	307	444	751
1888-90	164	165	329

Luzzatto fait les commentaires suivants: "Il est vrai que la perte de près de 398 millions de lires a été compensée en partie par l'augmentation de nos exportations vers la Suisse et aussi, bien qu'en moindre proportion, vers l'Angleterre, la Belgique et les Pays-Bas, d'où une partie de nos marchandises a probablement été réexportée vers la France. Mais cette augmentation, très considérable en 1888, diminue au cours des années suivantes pour ne plus représenter, pour la moyenne 1888-1890, que moins d'un tiers de la perte". (Luzzatto, op. cit., p. 415).

Benini calcule que, du seul fait que les prix à l'exportation baissent encore davantage au moment où les prix à l'importation marquent une tendance à la hausse, de sorte que nous achetions cher et vendions à bon marché, la lutte contre la France nous a coûté au moins 450 millions de lires en cinq ans. (Cf. R. Benini, "Riforma Sociale", 1894, p. 637).

Caizzi note à ce propos: "Par les traités conclus avec l'Autriche et l'Allemagne, en 1891-92, on avait bien tenté de substituer à la France

d'autres clients étrangers, mais avec peu de succès, comme le prouve le fait qu'en 1897 les chiffres du commerce de l'Italie avec l'étranger étaient encore dans l'ensemble très inférieurs à ce qu'ils étaient vingt ans auparavant". (Caizzi, op. cit., p. 43).

"Les produits les plus touchés - constate Luzzatto - sont le vin, la soie brute et retorse, le riz, le bétail et les fromages".

"L'exportation totale de vin en fûts, qui de 1871 à 1878, s'était maintenue autour d'une moyenne annuelle de 400 000 hl, avait commencé à augmenter rapidement en 1879, du fait de la forte demande du marché français qui, pour la préparation de ses produits caractéristiques, ne pouvait plus compter sur les vignobles des provinces du Sud détruits par le phylloxéra. Après avoir atteint, au cours des quatre années 1884-1887, une moyenne annuelle de 2 234 000 hl, avec une pointe tout à fait exceptionnelle de 3 606 000 hl, l'exportation totale des vins italiens retombe à 1 829 000 hl en 1888 (les tarifs de guerre n'étant entrés en vigueur qu'en mars); puis à 1 439 000 hl en 1889 et à 936 000 hl en 1890".

"La perte subie par les centres de production et par toute l'économie italienne est encore plus grave, si l'on tient compte de la baisse simultanée des prix qui, d'une moyenne annuelle de lires 33,57 l'hl durant la période de 1881-1887, sont tombés à environ 25 lires, de sorte que les recettes procurées par le vin exporté durant la période 1884-1887, qui étaient d'environ 75 millions de lires en moyenne en Italie, ne s'élevaient plus qu'à 23 millions en 1890".

"La soie n'a pas été touchée moins sévèrement que le vin; la perte du marché français compensée en partie seulement par des exportations accrues vers la Suisse et les autres Etats limitrophes de la France, n'a pas entraîné, il est vrai, une diminution considérable du total des exportations, mais elle a aggravé et accéléré la baisse des prix qui, après avoir atteint vers 1870 un maximum de 10 lires le kilo de cocons frais, sont tombés rapidement à 5, 4 puis 2,5 lires pour atteindre en 1894 le minimum de 2 lires. Ainsi, en valeur, les pertes subies par la sériciculture, presque totalement localisée en Lombardie, en Vénétie et dans le Piémont, ont été indubitablement supérieures à celles subies par la viticulture du Midi; de même que les dommages causés par la très

forte diminution des exportations de bovins et de produits laitiers ont affecté presque exclusivement les régions du Nord". (Luzzatto, op. cit., p. 415).

"En ce qui concerne l'activité industrielle - continue Luzzatto - l'impulsion donnée à la production par les droits élevés du tarif de 1887 est efficace pendant un ou deux ans, mais ne peut empêcher la récession provoquée par la détérioration de la situation générale, et en particulier - avec effet immédiat - par la crise très grave du bâtiment".

"Ainsi, dans tous les secteurs de l'industrie, les progrès rapides qui se manifestent tôt ou tard, entre 1881 et 1890, sont suivis, immédiatement après, de signes indubitables de régression notable. Le déclin de l'industrie sidérurgique, conséquence immédiate de la très grave crise du bâtiment, prend des proportions particulièrement sérieuses:

(tonnes)

Année	P R O D U C T I O N			Importation de fer et d'acier brut ou travaillé
	Fer	Acier	Rails	
1885	141 000	6 000	?	256 000
1886	168 000	27 000	20 000	242 000
1887	173 000	73 000	29 000	310 000
1888	177 000	118 000	67 000	196 000
1889	182 000	158 000	106 000	154 000
1890	176 000	108 000	70 000	101 000
1891	153 000	76 000	47 000	80 500
1892	124 000	57 000	31 000	80 900

"La consommation totale de 758 000 tonnes en 1887 est ainsi tombée à 313 000 en 1892".

"Un autre indice indirect, très grave, des difficultés auxquelles s'est heurté le développement de nombreuses industries en dépit de la protection douanière, est la diminution des importations de machines et de chaudières à vapeur, qui passe de 44 000 tonnes en 1887 à 21 400 tonnes en 1891, et cette diminution ne peut être compensée que dans une faible proportion par l'augmentation de la production nationale...".

"Un autre indice de la détérioration de la situation économique et financière après 1887 est la rapide diminution des constructions ferroviaires. Alors qu'en 1882 et 1887 le nombre de kilomètres des nouvelles voies ferrées mises en service annuellement s'était maintenu autour d'une moyenne de 567, avec deux pointes de 861 en 1885 et de 757 en 1887, après cette dernière année les chiffres tombent à 458 km pour 1888, 103 pour 1889 et 244 pour 1890".

"Mais, il y a un autre indice encore plus grave de la dépression économique, c'est la nette interruption après 1887-88 de tout accroissement, et même une diminution progressive du trafic des marchandises et voyageurs. Le nombre de voyageurs-kilomètre qui, de 1881 à 1888, était passé de 1641 à 2294 millions, s'est maintenu dans la période consécutive de cinq ans, entre 2258 et 2187 millions. De même, le nombre des tonnes kilométriques était passé, au cours de la première des deux périodes, de 1216 à 1853 millions, et s'est maintenu, au cours de la période consécutive de cinq ans, légèrement au-dessous de ce maximum: c'est une stagnation qui, en réalité, représente un véritable et grave déclin, si l'on songe qu'entre 1888 et 1893 le réseau ferroviaire en service s'était accru de 1697 km".

Une autre conséquence sérieuse des événements de 1887, "bien qu'elle ait été aussi une répercussion de la crise européenne de 1892, est la très grave crise bancaire qui s'est manifestée de la façon la plus spectaculaire, par le scandale de la Banca Romana, qui éclata dans des conditions dramatiques en 1893". (Luzzatto, op. cit., pp. 418-20).

Selon Giretti, il y eut aussi des restrictions forcées dans les consommations de première nécessité.

Après l'entrée en vigueur du droit sur le blé, la quantité de blé mise à la disposition de chaque consommateur a diminué comme le montre le tableau suivant:

(tonnes)

Années	Production italienne	Importation nette	Total mis à la disposition du consommateur italien
1884-1887	3 299 400	741 800	4 041 200
1887-1893	3 359 500	700 800	4 060 300

"L'augmentation a été de 19 100 tonnes durant la seconde période, soit 0,47 % de la quantité moyenne disponible durant la première période. Mais la population ayant augmenté de 1 509 961 habitants en valeur absolue entre 1884 et 1892, soit de 5,20 %, la consommation moyenne par individu a dû nécessairement diminuer, même sans tenir compte du fait que le plus grand nombre d'hectares emblavés requiert, par rapport à 1884, pour les besoins de l'ensemencement, une quantité supplémentaire d'au moins 6 000 tonnes de froment".

Le droit sur le blé a provoqué une "augmentation plutôt considérable de la superficie emblavée, moins du fait d'asséchements réalisés que du fait de l'abandon de cultures non protégées", mais la récolte moyenne par hectare a toutefois marqué une régression. (cf. E. Giretti, "Sei anni di protezione in Italia", "Giornale degli Economisti", 1894, tome I, pp. 553-54).

Valenti commente ainsi le droit sur le grain:

"L'imposition de ce droit est inique, s'il équivaut à assurer le revenu du propriétaire au moyen d'un impôt de consommation si lourd. Si, en matière d'impôt indirect, on voyait plus loin que le bout de son nez, l'impôt exécuté sur la farine devrait être considéré comme léger, par comparaison. En effet - même en considérant qu'une partie du blé est consommée directement par les producteurs - le droit sur la base de 7,50 lires le quintal, représente une charge directe et indirecte pour les consommateurs de plus de 200 millions, dont 30 à 60 millions reviennent au trésor public et le reste aux producteurs de blé et, en dernière analyse, à la propriété foncière. Or, à qui sait que le revenu n'est pas un phénomène de production, mais de distribution, et à qui sait par quelles causes il est déterminé, il ne peut que paraître étrange que l'on frappe un produit, qui est le premier aliment de la population entière, pour conserver à une classe de citoyens un gain monopolistique tout au moins en partie". (G. Valenti, "Il dazio sul frumento e l'agricoltura italiana", Bologne, Zanichelli, 1898, p. 29).

Luzzatto reprend: "Bien que les données statistiques rares, et souvent peu sûres, que l'on possède sur les salaires nominaux des ouvriers qualifiés de l'industrie, restés stationnaires, ou même ayant légèrement

augmenté, puissent inciter à conclure que ces ouvriers ont dû tirer un avantage assez considérable de la baisse des prix des céréales et d'une grande partie des denrées alimentaires, il ne manque pas, en réalité, d'indications et d'indices directs révélant un grave malaise parmi les classes ouvrières de nombreuses régions d'Italie septentrionale et centrale. Un de ces indices, en plus de l'emploi important de femmes et d'enfants rémunérés par des salaires de famine, est le nombre de grèves qui, s'il marque une augmentation sensible, est toujours très faible par rapport au nombre des ouvriers occupés, ce qui montre bien que ceux-ci n'ont pas la force ou la possibilité de lutter pour obtenir des conditions meilleures".

Années	Nombre moyen annuel des grèves	Nombre moyen annuel des grévistes	Nombre moyen annuel des journées perdues
1879-1882	35	6 025	52 625
1888-1892	151	31 200	209 960

"Au cours des mêmes années, surtout de 1882 à 1887, les grèves agricoles se multiplient; elles sont beaucoup plus graves et presque toutes localisées dans la basse Vallée du Pô où les journaliers, qui sont touchés plus directement par les répercussions de la crise agricole et par la réduction de la demande de main-d'œuvre en résultant, sont plus nombreux". (Luzzatto, op. cit., pp. 418-19).

De Viti De Marco commente les grèves agricoles en ces termes:

"Chacune des agitations agricoles a certainement des causes spéciales, mais à l'arrière-plan, au-dessus des différentes causes occasionnelles, on découvre l'intervention d'une cause générale et constante, à savoir la diminution de la fécondité des forces productives générales du pays, puis la répartition de cette perte plus sur les classes agricoles que sur les classes industrielles et davantage encore sur les salariés agricoles que sur tous les autres ouvriers. Cette série graduée des effets est due principalement au protectionnisme et au droit sur le blé. C'est la seule hypothèse qui explique et situe harmonieusement tous les symptômes et tous

les effets du malaise général et particulier". (A. De Viti De Marco, "Le recenti agitazioni agrarie", "Giornale degli Economisti", 1897, tome II, p. 345).

Luzzatto conclut: "Lorsqu'enfin, après 1887, la situation s'aggrave et devient telle que personne ne peut plus espérer y apporter aucune amélioration au moyen des grèves, ce sont précisément les provinces agricoles de cette même zone qui fournissent le plus important contingent de l'émigration transocéanique". (Luzzatto, op. cit., p. 419).

En 1887-88, l'émigration - en grande partie temporaire - vers les pays méditerranéens de l'Europe augmente nettement, mais bien moins que l'émigration outre-océan - en grande partie définitive - qui, pendant de nombreuses années, constituera l'aspect le plus important du phénomène de l'émigration.

Les émigrants d'outre-océan n'ont commencé à revenir en masse qu'après 1900, en raison des gains qu'ils avaient réalisés et de la diminution des coûts de transport. Pendant la période de 1905-1913, la moyenne annuelle des retours sera d'environ 177 000. (cf. "Annuario statistico dell'emigrazione", op. cit.; A. Fiorentino, "Emigrazione transoceanica", Rome, Usila, 1931; A.M. Ratti: "Emigrazione italiana", dans "Enciclopedia Italiana").

Nombre et moyenne annuelle des émigrants

Année	Vers l'Europe et le Bassin Méditerranéen	Outre-océan
1886	84 952	82 877
1887	85 363	130 302
1888	86 036	204 700
1889	94 823	123 589
1890	102 295	114 949
	94 385	147 746
1891	106 056	187 575
1892	109 421	114 246
1893	107 769	138 282
1894	113 425	111 898
1895	108 663	184 518
	109 067	147 444
1896	113 235	194 247
1897	127 777	172 078
1898	147 803	135 912
1899	167 572	140 767
1900	186 279	166 503
	148 534	161 901

Nombre et moyenne annuelle des émigrants (suite)

Année	Vers l'Europe et le Bassin Méditerranéen	Outre-océan
1901	253 571	279 674
1902	246 855	284 654
1903	225 541	282 435
1904	218 825	252 365
1905	279 248	447 033
	244 808	309 242
1906	276 042	511 935
1907	288 774	415 901
1908	248 101	238 573
1909	226 355	399 282
1910	248 696	402 779
	257 594	393 694
1911	271 065	262 779
1912	308 140	403 305
1913	313 032	559 566
	297 412	408 550
1914	245 938	233 214
1915	79 502	65 517
1916	68 224	74 140
1917	33 483	13 013
1918	24 301	4 010
	90 920	78 179
1919	147 391	105 833
1920	205 372	409 239
	176 382	257 536
1921	64 328	116 963
1922	155 554	125 716
1923	205 273	184 684
1924	239 332	125 282
1925	173 203	101 873
1926	141 314	122 496
1927	91 558	136 094
	155 565	129 958
1928	79 772	70 794
1929	88 654	61 777
1930	220 935	59 112
	129 404	63 894
1931-32	91 815	32 770

Le phénomène de l'émigration, représenté par grandes périodes, est résumé dans le tableau ci-après :

Années	Moyenne annuelle			Indices des variations		
	Emigration européenne et méditerranéenne	Emigration outre-océan	Total	Emigration européenne et méditerranéenne	Emigration outre-océan	Total
1876-886	88 335	46 439	134 774	100	100	100
1887-900	118 322	151 447	269 769	134	326	200
1901-910	251 201	351 468	602 669	284	757	447
1911-913	297 412	408 550	705 962	337	880	524
1914-918	90 290	78 179	168 469	102	168	125
1919-920	176 382	257 536	433 918	200	555	322
1921-932	138 399	97 244	235 643	157	209	175

Si donc la crise agricole de plus en plus grave avait déjà beaucoup favorisé l'émigration avant 1887, comme on l'a vu (on vit quadrupler en moins de dix ans le nombre des émigrants vers les pays d'outre-océan), "il ne fait cependant aucun doute - note Luzzatto - que la rupture des relations commerciales a précipité la situation sous cet aspect également". (Luzzatto, op. cit., p. 416). Le nombre des émigrants vers les pays d'outre-océan est passé de 130 302 en 1887 à 204 700 en 1888 et s'est maintenu durant les trois années suivantes autour d'une moyenne de plus de 142 000.

Durant cette période, la palme revient à la Vénétie, non seulement parmi les régions du Nord, mais parmi celles de l'Italie entière; après avoir fourni de trois à sept mille émigrants par an, aux pays d'outre-océan, jusqu'à 1886, la Vénétie en fournit 28 109 en 1887, et atteint le chiffre impressionnant de 85 914 en 1888 (42 % de l'émigration totale outre-océan du Royaume); puis l'exode ralentit fortement en 1889 et 1890, pour reprendre en 1891 avec 74 978 émigrants. (cf. "Annuario dell'emigrazione italiana, op. cit.).

Giretti propose encore de considérer les données suivantes:-

Les décès par pellagre ont été :

en 1887 3 688
en 1891 4 288

Les ventes judiciaires d'immeubles devant les tribunaux:

en 1887	3 363
en 1891	5 520

Les vols déclarés:

en 1887	89 774
en 1891	110 276

Les faillites déclarées:

en 1887	1 623
en 1891	2 021
en 1892	2 212

Et il conclut : "Sans nier l'influence d'autres causes parallèles et concourantes, à moins d'avoir les yeux tout à fait bandés par le doctrinarisme protectionniste, il est impossible de considérer que la réforme tarifaire réalisée en 1897 est absolument étrangère au profond malaise que ressent, depuis cette époque, la nation italienne". (E. Giretti, op. cit., p. 556-57).

Comme Monzilli l'observe : "Nous avons procédé à la réforme au moment où l'agriculture avait imprimé une vigoureuse impulsion à la transformation de certaines cultures et obtenu une production accrue des denrées qui trouvaient de larges débouchés à l'exportation. Et c'est précisément au moment où sévissaient la crise agricole et la crise financière, que nous avons favorisé un afflux excessif de capitaux vers l'industrie, en les attirant par de nouveaux droits de douane prometteurs. Ainsi la crise s'est aggravée, les capitaux se sont détournés des industries agricoles, et il en est résulté des dommages pour les industries manufacturières également car celles-ci ont été amenées à installer des ateliers et des usines coûteuses à l'aide de capitaux empruntés à un taux d'intérêt supérieur à celui que pouvait supporter l'industrie, ce qui a rendu plus manifeste encore une des causes de l'infériorité - que les droits s'efforçaient de compenser - de l'industrie nationale vis-à-vis de l'industrie étrangère. Au moment où nous avons plus besoin que jamais de tenir les yeux ouverts sur les marchés étrangers pour écouler notre production agricole excédentaire, nous avons mis notre exportation en péril en nous affranchissant prématurément de traités qui auraient dû rester en vigueur jusqu'en 1892". (A. Monzilli, dans "Nuova Antologia", 1888, p. 318).

Les dommages immédiats les plus graves en valeur absolue causés par la nouvelle politique douanière ont donc affecté le Nord : crise de la soie et des produits laitiers dans l'agriculture, crise de l'élevage, crise de la sidérurgie, du bâtiment, des constructions ferroviaires, désordres sociaux dans les zones industrielles et dans les campagnes, émigration tumultueuse de la Vénétie. Mais l'économie du Nord réussit à surmonter la crise, soit grâce à ses plus grandes réserves de capitaux, soit grâce à la structure d'une agriculture suffisamment solide, variée et complétée par l'élevage et par une bonne industrie de transformation, soit, parce que son industrie a pu se ressaisir après les coups qui lui avaient été portés au cours des premières années.

En revanche, le tarif de 1887 a eu des effets désastreux et durables sur l'économie du Sud, peu riche en réserves de capitaux, basée sur un petit nombre de produits agricoles et ne possédant presque aucune industrie de transformation de ces produits.

Corbino commente en ces termes: "L'économie du Midi a été atteinte de façon particulièrement grave par les complications découlant du changement de politique commerciale, tant par leur portée intrinsèque, que parce qu'elles ont déterminé la rupture commerciale avec la France à un moment particulièrement délicat pour l'économie agricole, c'est-à-dire, pour toute l'économie méridionale. Il est vrai que la crise agricole atteignait également le Nord, mais celui-ci en évitait les conséquences, en partie grâce au développement de l'activité industrielle stimulée par un protectionnisme plus rigoureux et en partie grâce à l'intensification de la construction d'ouvrages publics, qui, même lorsqu'elles étaient exécutées dans les régions méridionales, entraînaient la fourniture par le Nord des produits manufacturés nécessaires et pour le reste enfin, grâce à l'augmentation des dépenses militaires qui firent bénéficier les industries du Nord de commandes importantes". (Corbino, op. cit., tome III, pp. 21-22).

La rupture avec la France a surtout ruiné les exportations de vin de l'Italie Méridionale. L'exportation de vin en fûts, représentait, comme on l'a noté, "la meilleure source de revenu" pour l'Italie et "surtout pour le Midi" (Einaudi op. cit., pp. 6 et 7). Presque tout le vin exporté de l'Italie Méridionale était dirigé vers la France. A cet égard, les exportations de vin en France par rapport à l'exportation

totale du pays s'établissent comme suit (cf. Einaudi, op. cit., pp. 6 et 7) :

Exportation de vin en fûts (milliers d'hectolitres)

Chiffres et moyennes annuels

Année	Total	Vers la France
1879	1 063	679
1880	2 188	1 825
1881	1 741	1 426
1882	1 312	910
1883	2 611	2 113
1884	2 361	1 882
1885	1 463	1 099
1886	2 330	1 849
1887	3 582	2 782
1888	1 802	817
1889	1 408	172
1890	904	19
1891	1 156	27
1892	2 417	281

La fermeture subite du marché français a porté un coup très grave à l'industrie vinicole de toute l'Italie, mais surtout à celle du Midi, car elle a brusquement dévalorisé les vastes transformations agraires que les paysans du Sud, encouragés par les gains réalisés dans le commerce du vin au cours des années précédentes, avaient effectués sur leurs terres, en réduisant les surfaces consacrées aux céréales et aux oliviers, et en étendant les vignobles.

Corbino écrit: "De 1874 à 1883 les surfaces destinées à la viticulture sont passées de 1 927 000 à 3 167 000 hectares [les surfaces consacrées aux céréales, en revanche, de 4 434 000 à 4 091 000].

L'Etat a fait beaucoup pour augmenter et améliorer la production et pour protéger les plants. Il a institué des écoles spéciales de viticulture et d'œnologie, il a pris des mesures pour réglementer la lutte contre le phylloxéra et le mildiou, et tout cela a incité davantage les agriculteurs aux transformations agraires, déjà fortement encouragées

par l'augmentation des prix des produits, les facilités d'écoulement sur le marché français et la diminution du rendement des cultures céréalières. Les Pouilles et la Sicile surtout se couvrirent rapidement de vignes; les prairies et les terres emblavées disparurent et même les oliviers séculaires tombèrent sous la hache du vigneron, celui-ci étant convaincu d'avoir trouvé le filon d'or qui ferait sa fortune".

"Après 1883, les vignobles continuèrent à s'étendre mais le taux d'accroissement de la production fut encore plus rapide, car les vignes déjà plantées arrivaient à maturité"(Corbino op. cit., vol. III pp. 101-102 cf. pp. 78-80).

Malheureusement "la large transformation en vignobles d'une vaste partie des pâturages et cultures des Pouilles et de la Sicile, qui avait engendré une ère de prospérité inespérée, s'arrêta brusquement en 1888 lorsque la culture de la vigne n'apparut plus rémunératrice" (Corbino, op. cit., vol. IV pp. 100-101).

Barbagallo le confirme: "On avait en partie abandonné la culture des blés, on avait arraché non seulement des oliviers et des châtaigniers, mais parfois aussi des agrumes pour les remplacer par de la vigne, et maintenant il fallait, si cela était possible, revenir au froment" (Barbagallo op. cit., p. 68).

La crise devint plus aiguë du fait que les agriculteurs du Sud, à court de capitaux, eurent largement recours au crédit pour pouvoir procéder à leurs transformations.

Voici ce qu'écrivit Einaudi: "Les agriculteurs italiens ont cru trop facilement que les gains subitement réalisés devaient durer longtemps et ils ont en toute hâte entrepris de vastes transformations des cultures".

"Un excellent exemple de notre activité est fourni par le Plateau des Pouilles dont les immenses terres emblavées sont devenues des vignobles florissants."

Mais, malheureusement, les agriculteurs italiens, qui disposaient de peu d'argent, ont dû, pour pouvoir opérer ces transformations, faire appel aux sources fallacieuses et dangereuses du crédit, alléchés qu'ils étaient par les conditions avantageuses offertes par les banques d'émission rivalisant pour pouvoir placer tous leurs billets de banque en excédent des besoins d'un pays à développement économique insuffisant, comme l'est aujourd'hui l'Italie". [Le texte est de 1894].

"Vint ensuite la rupture des relations commerciales avec la France, après quoi presque tous les principaux débouchés de notre production disparurent progressivement. Les propriétaires terriens, qui avaient trop compté sur de futures années de prospérité, se trouvèrent placés en face d'un terrible problème à résoudre : satisfaire aux engagements qu'ils avaient pris avec le revenu décroissant et parfois nul des terres péniblement adaptées aux nouvelles cultures" (Einaudi, op. cit. pp. 19 et 20).

Azimonti observe qu'une révolution agraire et économique - souhaitable pour le Midi - "ne peut être que l'oeuvre des propriétaires ou des fermiers signant des contrats à très long terme. Les cultivateurs doivent disposer d'une importante épargne pour l'investir graduellement dans la terre et conserver de fortes réserves. En particulier l'arboriculture dont le rendement est lent, est extrêmement dangereuse, lorsqu'elle est pratiquée avec des capitaux empruntés (Azimonti, op.cit.p.182).

La crise eut ainsi des conséquences sociales dramatiques.

Voici ce qu'écrit Salvemini: "La politique protectionniste inaugurée par le méridional Crispi a ruiné le Midi ... et surtout les régions vinicoles. La production vinicole requiert la petite culture. C'est pour cela que dans les dix années qui précèdent la rupture du Traité avec la France, beaucoup de terres qui étaient autrefois boisées ou incultes ont été cédées par les grands propriétaires fonciers à bail emphythéotique à de petits cultivateurs pour être converties en vignobles. Les terres ont été défrichées, ensemencées, cultivées; mais quand arriva le moment où le preneur devait recueillir les fruits de son travail et payer les dettes contractées au moment du défrichage et de la mise en culture, la fermeture du marché français provoqua un effondrement des prix du vin. Les cultivateurs se trouvèrent devant un déficit énorme; l'un après l'autre ils durent rompre le contrat emphythéotique, car il leur était devenu impossible de continuer l'exploitation et ils firent faillite. Les propriétaires rachetèrent immédiatement leurs terres autrefois incultes mais couvertes maintenant de splendides cultures sans avoir, pour ce faire, à dépenser un centime ou à verser une goutte de sueur. Certes le rendement n'était pas ce qu'il aurait dû être, mais il était infiniment supérieur à celui des bois et des cultures d'autrefois".

"Et maintenant [1900] que les prix des vins reprennent un mouvement ascendant, les propriétaires recueillent le fruit du travail ... des autres. La politique de Crispi a donc fait perdre des centaines de millions non pas au Sud, mais aux pauvres du Sud et elle a fait gagner des centaines de millions non seulement au Nord, mais aussi aux grands propriétaires méridionaux." (Salvemini, "Critica Sociale" 1er sept. 1900; voir Scritti op. cit. p. 89).

De Viti De Marco étudie dans une analyse lucide les différents effets qu'a eu pour le Nord et le Sud le nouveau tarif douanier :

"Avec le tarif de 1887 et la rupture du traité avec la France qui en a été la conséquence, les prix du vin et de l'huile sont tombés et ceux des produits manufacturés ont monté".

"Nous ne voulons pas faire ici de vaines récriminations, mais, tout en reconnaissant que les prix du vin, à mesure qu'augmentait la production viticole devaient baisser pour arriver au niveau des prix du grain, du bétail et des autres produits de la terre, il ne faut pas oublier qu'outre cette cause économique et naturelle la fermeture subite du marché français a, elle aussi, contribué à la chute des prix."

"Cependant, l'application préparée depuis longtemps du nouveau tarif général a sensiblement fait monter les prix des produits manufacturés. Les usines de l'Italie supérieure ont pris la place des étrangères. Cette substitution satisfaisait - surtout à l'époque - un sentiment faux, mais habilement exploité d'amour-propre national. Mais il coûtait cher, surtout au Midi et aux finances de l'Etat. C'est pourquoi les producteurs de grains, d'huile, de vin, de bétail, etc., ont vu leur revenu diminuer tout d'un coup non seulement en raison de la chute des prix agricoles auxquels ils vendaient leurs produits, mais aussi à cause de l'augmentation des prix industriels auxquels ils achetaient les produits manufacturés".

"Ce sont les deux causes de dépression économique chronique de l'Italie méridionale. L'une est due directement au protectionnisme étranger, l'autre directement au protectionnisme italien. Ces deux causes s'ajoutent et engendrent un double dommage".

"Si, en effet, on n'avait pas riposté au tarif français par un tarif italien qui a renchéri les produits manufacturés, il est évident qu'avec le grain, le bétail, le vin, bien que dépréciés, on aurait acheté des vêtements, des rails, des tissus et des navires en quantité beaucoup plus grande qu'il n'est possible aujourd'hui ..."

"Donc l'agriculture, et par conséquent tout le Midi, sont devenus tributaires des industriels protégés et paient pour le compte de tous les frais de la crise présente". (A. De Viti De Marco : Un trentennio di lotte politiche, Rome, et Caizzi : Antologia, op. cit. pp. 236-37).

Les prix du froment qui, entre 1879 et 1883 se maintinrent à une moyenne de 22,94 lires l'hectolitre, sont tombés entre 1890 et 1894 à 16,39 lires, ceux de l'huile de 20,92 à 63,10, ceux du vin de 30,31 à 20,5 lires (Lacava op. cit. p. 138).

Par contre, une charrue de 150 lires est venue à supporter par suite des modifications successives des tarifs - un droit de douane de 160 lires (G. Dorso, Datie prospettive attuali della Questione Meridionale. Bari, Canfora, 1946, p. 30).

Salvemini commente amèrement : "... avant 1887, nous, les Pouillais, avons commencé à résoudre notre problème sans avoir besoin de l'aide gouvernementale, grâce au seul "or étranger" que la France nous envoyait en paiement de notre vin. Les tarifs de 1887 nous ont ruiné en enrichissant la Lombardie" (Salvemini "Critica Sociale", 16 août 1903, voir Scritti, op. cit. p. 185).

Corbino, résumant les faits qui ont progressivement débilité l'économie méridionale, parvient à des conclusions analogues :

"Il n'est pas surprenant que la crise des produits agricoles ait été la crise du Midi et qu'elle ait ruiné l'agriculture méridionale. Celle-ci a déjà été dépouillée de son capital circulant et d'exploitation par la vente hâtive des biens domaniaux et des biens ecclésiastiques et par la possibilité, introduite par le Code civil, de rédimmer les cens et les emphytéoses".

Puis vint l'engouement pour les crédits fonciers qui, après la première confusion dans laquelle ont disparu de façon improductive une bonne part des capitaux empruntés, alors que le reste s'immobilisait plus ou moins utilement, provoqua un nouveau drainage de tout le capital circulant de dotation et d'assurance de l'agriculture en vue de faire face aux versements des annuités de remboursements des intérêts et amortissements. Et, comme si tout cela ne suffisait pas, vinrent ensuite les conséquences de la politique commerciale de 1887 qui, exception faite du droit sur le blé, sacrifia l'agriculture à l'industrie, le Midi au Nord, car il fallut payer dans le Midi avec des produits agricoles dépréciés les produits manufacturés enchéris, de telle sorte que le Midi contribua à reconstituer rapidement le capital investi dans l'industrie, alors qu'il lui était presque impossible de reconstituer le capital investi dans les vignes et dans les autres cultures" (Corbino op. cit. vol. IV, p. 66).

"La crise - note encore Corbino - a été aggravée par les complications dues à la pénurie de capitaux". (Corbino, op.cit. volume III, p. 80).

L'enchérissement des produits manufacturés fut d'autant plus grave pour les paysans du Midi qu'ils ont dû mener à grand frais la lutte contre la sécheresse, organiser le captage et la distribution de l'eau, problème qui ne se posait pas - ou se posait dans une beaucoup moins grande mesure - à leurs collègues du Nord.

Dans les Pouilles - observe Azimonti - les champs sont bien irrigués, mais de la main des paysans. Ceux-ci, si l'eau existait dans le sous-sol, l'auraient déjà captée au lieu d'avoir immobilisé d'énormes capitaux dans la construction de citernes, ou d'envoyer des gens recueillir dans des fûts goutte à goutte les rejets les plus dégoûtants. (E.Azimonti, op. cit. p. 181).

En quelques années, l'économie méridionale a perdu presque tous les avantages qu'elle avait acquis au cours de la période de politique libérale.

Corbino écrit : "Alors qu'on croyait avoir obtenu un nouvel

équilibre, deux évènements ont réouvert la crise agricole, à savoir le droit sur le blé, ... et la rupture avec la France, origine de la crise vinicole de surproduction qui a eu des aspects particulièrement tragiques dans le Midi. Les deux crises se superposant l'une à l'autre ont laissé inchangée la pression fiscale, devenue extrêmement lourde". (Corbino, op. cit. vol. III, p. 2).

"Il est admis par tous, même par les gens du Nord - rappelle Salvemini - que les tarifs douaniers de 1887 qui ont protégé les industries septentrionales et ont permis le développement industriel du Nord, ont complètement ruiné l'agriculture du Midi, et il est possible de calculer les centaines de millions que le Sud a dû perdre de ce fait". (Salvemini "Critica Sociale", 1er août 1900, voir Scritti, op. cit. pp. 77-78).

Lacava écrit : "Le tarif douanier du 15 juillet 1887 a provoqué dommages sur dommages ... Il n'est pas besoin de démontrer à quel point ce tarif, en favorisant le développement industriel, a gravement frappé les provinces méridionales, leur rendant plus difficile l'exportation et les contraignant d'acheter les produits industriels à des prix encore plus élevés. Le nouveau régime douanier a immédiatement aggravé la dépréciation des produits agricoles qui a continué depuis.... Lorsque les prix se maintenaient et que les marchés étrangers étaient largement ouverts au trafic, les principaux produits de la Basilicate [et du Midi] pouvaient encore affronter le taux élevé des tarifs ferroviaires et les frais de transports plus élevés à travers des terres difficilement accessibles.... Les marchés étrangers s'étant resserrés, les prix de transport ont eu l'effet d'un droit prohibitif pour les provinces du Midi. ... Ainsi, à une période de bien-être relatif succéda une période de grave malaise économique qui s'accrut jusqu'à atteindre l'état actuel de crise et de souffrances insupportables". (Lacava dans "Nuova Antologia", 1er mai 1903).

Le droit sur le blé a encore aggravé la crise.

Caizzi écrit : "Après avoir obtenu la protection industrielle et s'être assuré une position incontestablement prédominante sur toute la péninsule, le Nord offrit au Midi le droit de douane sur le blé. Mais comme dans l'ensemble des provinces méridionales, seuls quelques très grands propriétaires fonciers produisent du grain en excédant par rapport

aux besoins domestiques, eux seuls ont tiré profit de l'augmentation du prix du pain".

"Le droit de douane sur le froment aggrava les conditions d'existence des journaliers, contraints de payer un nouveau tribut aux grands propriétaires, et a aggravé en même temps les conditions de tout le Midi agricole, déjà obligé de payer son tribut aux industries du Nord. C'est pourquoi De Viti de Marco écrit : "Dans le Midi il n'y a pas de métairies : tous les exploitants sont de grands propriétaires ou de petits propriétaires ou des journaliers. Mis à part les petits propriétaires, dont on peut dire que le droit sur le grain ne les a ni avantagés ni désavantagés, il reste un petit groupe de grands propriétaires vendant son grain à une nombreuse population de travailleurs, sur laquelle pèse tout le poids de la protection douanière".

"Le droit sur le blé confina définitivement l'agriculture méridionale dans certaines productions extensives assurant le plus grand profit immédiat aux propriétaires, a rendu moins attractives les grandes transformations foncières qui auraient porté le pays aux cultures plus conformes à ses ressources naturelles, et fut en définitive une autre raison de l'enrichissement de l'agriculture de la Haute et Moyenne Italie par rapport au Sud du pays. Comme le Midi n'aurait jamais pu faire une sérieuse concurrence au Nord (la production nationale totale de blé étant inférieure à la consommation), les cultivateurs du Nord, s'adonnant à des productions variées et intensives (bétail, laitage, fruits, mûriers etc.) obtinrent par cette mesure que le Midi fût réduit à une inoffensive région céréalière (Caizzi, op. cit. pp. 49-50).

Les valeurs immobilières furent dépréciées notamment par l'effet d'une politique fiscale inconsidérée.

Sonnino affirme : "Dans les provinces méridionales le grand mouvement de transformation des cultures s'est produit dans la décade 1875 à 1885, au cours de laquelle, d'une part, tous les prix des produits propres à ces régions étaient très élevés et d'autre part, le recours au crédit sous toutes ses formes avait été rendu trop facile. La plus grande partie des transformations agricoles s'est faite par conséquent à crédit étant donné l'insuffisance de la réserve propre en capitaux."

"Ensuite tous les prix des denrées ayant brusquement baissé dans les années qui suivirent, le bénéfice des améliorations introduites à tant de frais et avec l'argent obtenu à un prix très élevé, ne suffit plus à payer les intérêts ni l'amortissement des dettes foncières qui grevaient ou dont on dut bientôt grever les terrains.

"Il en est résulté que la propriété du Midi, même là où, comme dans les Pouilles et dans la province de Lecce, elle payait un impôt foncier peu important par rapport à ses cultures actuelles, n'avait plus aucune marge de revenu libre pour pouvoir supporter l'augmentation qui devait survenir par suite du nouveau cadastre, qui avait fatalement repris les cultures existant en 1885, ainsi que la moyenne des prix antérieurs à cette date et qui ne pouvait tenir compte des conditions juridiques et d'endettement des différents propriétaires terriens".

"Pour ces raisons les propriétés de ces régions ne trouvent plus d'acquéreurs; cette situation est bien connue des instituts d'émission qui ne réussissent pas à liquider les fonds accumulés qui leur ont été attribués. Et naturellement la menace d'une charge fiscale plus lourde par suite de la péréquation prochaine pèse plus spécialement sur les terrains améliorés". (Atti Parlamentari, Camera dei Deputati, Discussioni, 4 décembre 1902, p. 4298).

Salvemini argumente sur le texte ci-dessus : "Dans les mots : le grand mouvement de transformations des cultures est apparu entre 1875 et 1885", se trouve la clef de toute la question méridionale. Il est à remarquer que la transformation des cultures signifie la fragmentation des grandes propriétés foncières et l'apparition de toute une petite bourgeoisie de cultivateurs, lesquels, si le mouvement économique n'est pas arrêté par des causes extérieures, tendent à passer de l'état de simples cultivateurs à celui de libres propriétaires (Salvemini, Scritti, op. cit. p. 189).

La charge fiscale pesait outre mesure sur l'économie méridionale.

Caizzi écrit : "Pantaleoni avait brillamment prouvé que, étant donné la distribution des richesses et de la charge fiscale, le Midi contribuait beaucoup plus que le Nord aux revenus de l'Etat, car, possédant 27 % des richesses, il payait 32 % des impôts. Avec un peu plus d'un

quart du revenu national (2 milliards et demi de lires sur huit et demi) le Midi et les îles payaient environ le tiers des impôts (700 millions de lires sur environ deux milliards). La conséquence était que, proportionnellement au revenu, et avec le taux national commun de 23,52 % d'impôt, chaque nordique, qui aurait dû contribuer pour 74,27 lires, payait en moins 5,77 lires, et chaque méridional, qui aurait dû déboursier 45,23 lires, payait en plus 8,52 lires" (Caizzi, op. cit. p. 36).

A titre d'indication de ce qu'était la pression fiscale dans le Midi, voici ce qui est survenu à Emile Bertraux dans un petit pays du Gargano, et raconté par Fortunato: "En prenant congé de lui, l'homme qui lui avait servi de guide lui demanda d'où il venait: "De France" répondit Bertraux, et l'homme de rétorquer "De France!" répétant ce mot pour lui-même, et la voix grave: "Et combien d'impôts payez-vous au Roi de France?" (Fortunato, Il Mezzogiorno e lo Stato italiano, Florence, Vallecchi, 1926, vol. II, p. 180).

Avec les dettes hypothécaires, les expropriations forcées ont augmenté considérablement.

Corbino écrit: "Les charges posant sur la propriété immobilière par suite des dettes hypothécaires étaient extrêmement importantes et quasiment intolérables au cours des premières années de la période 1890/1900, lorsque la crise agricole était plus aiguë et lorsque, après 1893/1894, la crise industrielle est venue s'y greffer. Dans les régions méridionales en particulier, par suite des transformations des cultures antérieures à la rupture des relations commerciales avec la France, et effectuées moyennant endettements, la situation des débiteurs devint particulièrement angoissante, et fut encore aggravée par les mesures adoptées pour sauver le crédit foncier du Banco di Napoli. Avec la chute des prix des produits agricoles, le revenu de l'agriculture s'est sensiblement réduit et, bien que dans une moindre proportion, les prix des terres ont eux-aussi subi une contraction. De ce fait les propriétaires fonciers n'eurent pas les moyens nécessaires pour verser les intérêts des dettes contractées ou les annuités des amortissements, et durent accepter l'expropriation forcée des immeubles dont ils n'ont souvent pu retirer la somme suffisante pour payer les dettes et rembourser les frais d'expropriation"

"L'afflux des versements des émigrants n'avait pas encore provoqué cette recherche des terres qui devait en faire monter les prix, parfois indépendamment du revenu, et l'appauvrissement des régions agricoles était alors supérieur à tout ce qu'il est possible d'imaginer. Ce fut seulement au cours de la seconde moitié de la période 1890-1900, et plus précisément au cours des deux dernières années, que la situation commença à s'améliorer". (Corbino, op. cit. vol. IV, p. 64-65).

Dans le pays, les expropriations forcées qui en 1886 étaient de 3 217 ont graduellement augmenté jusqu'à atteindre en 1892 le nombre de 5 993, pour diminuer ensuite lentement: en 1896 elles étaient de 4 980 et en 1900, 4 235 (Corbino, op. cit. vol. IV, p. 65).

Les inquiétudes sociales s'aggravèrent et finirent par aboutir à la révolte et à l'émigration en masse.

Barbagallo résume ainsi le drame méridional:

"L'agriculture du Midi se trouve aujourd'hui en tout ou en partie coupée de plus d'un des marchés de ces pays étrangers avec lesquels ses rapports commerciaux étaient autrefois étroits, lorsqu'aucun tarif prohibitif n'entravait les exportations en Italie".

"En conséquence, l'agriculture voit progressivement les prix de ses vins, de ses huiles, de ses fruits, de ses légumes et même de ses agrumes descendre à un niveau extrêmement bas. Dans l'Italie méridionale cette protection douanière réclamée et obtenue a des effets différents de ceux qu'on escomptait: si elle étend les surfaces ensemencées en blé, elle en affaiblit le rendement par hectare. Une des crises agricoles les plus formidables de notre histoire surgit. La dette hypothécaire atteint des proportions épouvantables. Les désastres financiers s'accumulent de jour en jour. La crise, que l'on ne réussit pas à arrêter, frappe tout le monde: propriétaires, petits et grands, fermiers, métayers, journaliers et chacune de ces catégories s'efforce de rejeter sur ceux qui dépendent d'elle ou sur les catégories sociales dont elle dépend les souffrances que leur procure cette nouvelle détresse. La lutte sociale se fait serrée. Le traitement des humbles devient plus dur; la réaction, plus chargée de haine"

"Après la vaine expérience des premières luttes civiles sporadiques vient la grande révolte, ou l'exode en masse, dans certains cas tumultueux, des populations méridionales qui veulent s'éloigner de leur patrie, fuyant les propriétaires exploitateurs, les patrons "propriétaires sanguinaires", la terre natale, marâtre cruelle, dont le rendement est nul et où "il n'est plus possible de vivre". (Barbagallo, op. cit. pp.72-73).

Les désordres sociaux des dix dernières années du siècle ont une de leurs causes les plus profondes dans la politique protectionniste.

Salvemini: "Les nations étrangères ne pouvant par suite des tarifs de 1887 nous vendre leurs produits industriels - dont les industriels du Nord se sont attribués le monopole - ne veulent naturellement rien savoir de nos vins, de nos légumes, de nos fruits, de nos agrumes. Et aux cultivateurs méridionaux, il ne reste plus qu'à se débattre dans un réseau serré de difficultés toujours croissantes. Les effets de cette situation désespérée se font sentir de jour en jour dans tous ces événements plus ou moins sanglants, qui forment l'histoire du Midi italien depuis l'insurrection sicilienne de 1894 jusqu'aux récentes agitations de la province de Lecce". (Salvemini, "Critica Sociale", 16 août 1903, voir Scritti, op. cit. pp. 183-184).

Toutefois le très grave malaise économique et social dont toute l'Italie était alors la victime alimentait les grèves et les révoltes principalement dans le Nord, alors qu'au Sud, note Coletti, "les grèves semblaient trouver une contrepartie dans l'émigration des paysans extrêmement forte et progressive".

"La misère et le mécontentement - poursuit Coletti - ont trouvé un exutoire dans l'expatriation notamment à cause de la rudesse de ces campagnards qui n'étaient peut-être pas capables d'organisation et de luttes systématiques comme dans d'autres régions de l'Italie". (F. Coletti, Economia rurale e politica rurale in Italia, Piacenza, 1926, pp. 106-111).

L'accroissement subit et considérable du courant d'émigration des régions méridionales après 1887 est mis en évidence par le tableau suivant:

Emigration totale de 1876 à 1932

	Moyennes annuelles et indices des variations						
	1876-86	1887-1900	1901-10	1911-13	1914-18	1919-20	1921-32
Italie septentrionale (1)	92 031 <u>100</u>	151 539 <u>165</u>	212 114 <u>230</u>	261 594 <u>284</u>	72 220 <u>84</u>	142 113 <u>154</u>	126 087 <u>137</u>
Italie centrale (2)	14 832 <u>100</u>	31 603 <u>213</u>	108 924 <u>734</u>	136 671 <u>921</u>	29 045 <u>196</u>	63 720 <u>430</u>	38 508 <u>260</u>
Italie méridionale et insulaire (3)	27 911 <u>100</u>	86 528 <u>310</u>	281 632 <u>1 009</u>	307 698 <u>1 102</u>	62 203 <u>223</u>	228 065 <u>817</u>	71 049 <u>255</u>

(1) (Italie septentrionale: Piémont, Ligurie, Lombardie, Vénétie).

(2) (Italie centrale: Emilie, Toscane, Marches, Ombrie, Latium).

(3) (Italie méridionale et insulaire: Abruzzes et Molise, Campanie, Pouilles, Basilicate, Sicile et Sardaigne).

La participation relative des différentes provinces italiennes à l'émigration totale change profondément.

Pourcentage des émigrants du pays à chaque période

	1876-86	1887-1900	1901-10	1911-13	1914-18	1919-20	1921-32
Italie septentrionale	68	56	35	37	46	33	54
Italie centrale	11	12	18	19	17	15	16
Italie méridionale et insulaire	21	32	47	44	37	52	30

Dans les régions méridionales le rapport des émigrants croît sensiblement en regard de la population.

Nous reproduisons un tableau établi par Coletti, pour la période de 1876/1909 (voir Coletti, op. cit. p. 40):

Moyennes annuelles des émigrants

	1876-86	1887-1900	1901-09	pour 10 000 habitants, calculés au milieu de la période		
				1876-86	1887-1900	1901-09
Piémont	29 529	27 447	55 075	96	85	162
Ligurie	5 218	4 325	6 783	59	43	60
Lombardie	19 622	21 660	50 173	53	53	113
Vénétie	37 662	98 107	98 765	134	324	298
Emilie	4 966	11 866	33 209	23	50	133
Toscane	3 856	13 764	30 700	40	57	117
Marches	945	4 261	21 907	10	42	204
Ombrie	32	608	9 824	-,5	10	144
Latium	33	1 104	12 273	-,4	10	98
Abruzzes et ..						
Molise	4 083	14 320	48 774	31	102	337
Campanie	9 921	29 405	70 766	34	96	222
Pouilles	618	3 106	20 906	3,9	17	104
Basilicate ...	5 636	9 245	14 460	108	184	305
Calabre	5 542	15 355	43 279	44	115	308
Sicile	2 010	14 596	75 265	7	44	210
Sardaigne	101	501	5 101	1,5	7	62
	134 774	269 670	597 246	47	87	179

Coletti commente: "Entre 1876 et 1886, ce sont trois régions septentrionales, par ordre d'importance décroissante: Vénétie, Piémont, Lombardie, qui occupent la première place en pourcentage dans le total des chiffres de l'émigration. Mais en ce qui concerne la comparaison avec les populations, il faut ajouter, en premier lieu, aux régions septentrionales la Basilicate qui n'est précédée que de la Vénétie, et,

à une certaine distance viennent la Calabre, la Campanie, les Abruzzes et Molise. Ainsi, par rapport à la population, l'ancien ordre d'ensemble subsiste, à savoir que les régions septentrionales sont aux premières places, et toutes dépassent la moyenne du Royaume (47). Elles sont suivies par les provinces méridionales et à une plus grande distance par les provinces centrales, et l'on voit que, dans certaines des régions méridionales, l'émigration s'est développée de façon telle qu'elle fait concurrence aux premières régions d'émigration septentrionale. La Sicile fournit encore des pourcentages peu élevés".

"La seconde période confirme le potentiel migratoire déjà apparu des régions méridionales. Alors que les régions du Nord, à l'exception de la Vénétie, qui continue à occuper la première place en Italie (324) fournissent des chiffres d'émigrants par habitant inférieurs à la moyenne du Royaume (87), quatre régions sur cinq du Midi continental dépassent la moyenne, avec des chiffres très élevés en Basilicate (185) qui continue à occuper la seconde place dans le classement général. La Sicile fait déjà preuve du dynamisme qu'elle développera à l'avenir".

"Au cours de la troisième période, le potentiel est en plein développement. L'émigration devient très intense dans l'Italie méridionale et continentale et en Sicile, si bien que cette zone affirme très nettement son leadership. Les régions septentrionales, en chiffres absolus et en pourcentage dans le total de l'émigration, arrivent à la seconde place, et c'est seulement en Vénétie qu'elles conservent une proportion par habitant (298) supérieure à la moyenne du Royaume". (Coletti, op. cit. p. 40-41).

Après la première guerre mondiale, l'émigration méridionale a largement rattrapé son pourcentage sur le total national. En 1919-1920, le nombre d'émigrants est encore très élevé à cause du retour des démobilisés à leurs lieux de travail. Mais, après 1920, le mouvement se ralentit. Surtout l'émigration méridionale diminue. Cela est la conséquence de la politique de restriction adoptée par presque tous les pays d'immigration et notamment par les Etats-Unis, ainsi que des obstacles posés par le Gouvernement italien à l'émigration permanente qui s'effectuait en grande partie au-delà de l'Océan Atlantique. Or, l'émigration méridionale était surtout transocéanique.

Compte tenu de ce caractère de l'émigration méridionale, on obtient un tableau plus exact du phénomène si l'on considère séparément les chiffres d'émigration transocéanique et ceux de l'émigration européenne et méditerranéenne, qui est en grande partie temporaire.

Années	Emigration européenne et méditerranéenne			Emigration transocéanique		
	(moyennes annuelles)					
	Italie sept.	Italie centrale	Italie mérid.	Italie sept.	Italie centrale	Italie mérid.
1876-80	68 024	10 137	4 040	15 192	1 452	9 952
1881-85	73 737	13 161	8 248	26 639	4 117	28 239
1886-90	73 641	10 473	6 580	61 416	11 815	57 774
1891-95	92 527	8 468	8 072	62 509	15 699	69 236
1896-1900	116 880	22 143	9 511	36 215	23 657	102 029
1901-10	160 364	62 862	27 976	51 750	46 052	253 656
1911-13	194 807	77 972	24 633	66 787	58 699	283 065
1914-18	63 796	18 760	7 733	13 424	10 235	54 470
1919-20	113 273	37 118	25 992	28 860	26 602	202 073
1921-32	98 654	26 189	13 557	27 433	12 319	57 492

Coletti note: "L'émigration transocéanique est surtout alimentée par le Midi et par la Sicile. Sa courbe est nettement différente de celle de l'émigration européenne. Cette dernière s'est développée tout d'abord dans le Nord de l'Italie et c'est dans le Nord qu'elle a donné lieu aux accroissements les plus importants... L'autre, au contraire, a trouvé ses premières recrues dans le Nord, comme l'émigration européenne, et c'est du Nord que pendant plusieurs années elle a tiré son contingent majeur jusqu'à ce que ceux du Sud continental et plus tard ceux de la Sicile se soient accrus avec une telle rapidité - la période critique se situe entre 1896 et 1898 - que cette partie de l'Italie a pu être désignée comme la principale fournisseuse de l'émigration transocéanique". (Coletti, op. cit. p. 44).

Les effets de l'émigration donnent la preuve des bienfaits de la libre circulation de la main-d'oeuvre.

Caizzi écrit: "Sur les effets de l'émigration les jugements ont été discordants. Certains y ont vu un mal pour le Midi et ils s'y sont opposés, Villarie par exemple, et d'autres, en plus grand nombre, l'ont au contraire recommandée comme opportune et utile ... L'émigration a eu certainement quelques aspects négatifs, mais dans l'ensemble elle a été génératrice de bien-être économique et de progrès moral et social, car elle a mis les populations méridionales en contact avec la psychologie et les genres de vie des peuples modernes. On ne peut oublier du reste que dans les années de crise plus aiguë l'émigration a été une aide providentielle pour des régions tout entières du Midi (Caizzi, op. cit. p. 66).

Parmi les effets négatifs, le plus grand est d'avoir privé les terres du Sud du meilleur de ses énergies humaines. Caizzi observe: "En 1914, un technicien extrêmement averti, Azimonti, dressant le bilan des dix années d'application de la loi spéciale pour la Basilicate, constate qu'il en est certainement résulté une amélioration dans la construction des routes, dans la consolidation des terrains, des aqueducs, mais que son bénéfice a été au contraire presque nul pour tout ce qui concerne le reboisement, les installations hydrauliques, la mise en valeur des terres... La pauvreté absolue de la Basilicate et l'absence de techniciens capables, animés de bonne volonté et d'esprit d'initiative - absence qui peut fort bien s'expliquer dans un pays privé par l'émigration de ses meilleures énergies humaines - ont fait obstacle en Lucanie aux transformations rapides et salutaires de la propriété foncière qui, au cours de ces mêmes années, ont été effectuées en Lombardie et dans quelques provinces de l'Italie centrale". (Caizzi, op. cit. p. 65-66).

Parmi les effets positifs, on trouve que l'émigration a fourni des capitaux, stimulé les améliorations culturelles et les transformations foncières, éveillé le désir d'instruction et de culture, donné une impulsion à la promotion sociale.

Corbino écrit: "L'émigration commençait à fournir tout au moins en partie les moyens d'une transformation foncière. Les économies ramenées par les émigrants servaient souvent à faciliter des transferts

de propriété qui avaient de bons résultats sur le rendement de la terre". (Corbino, op. cit. vol. V, p. 501).

Coletti observe, en ce qui concerne l'activité des rapatriés:

"Les petites propriétés qui s'étaient constituées et qui avaient résisté un peu partout, la plupart dans les Abruzzes et le plus petit nombre dans la Basilicate, étaient cultivées beaucoup mieux que bien des terres voisines, spécialement lorsque celles-ci appartenaient à des propriétaires qui étaient en train de se ruiner. Et cela non parce que l'agriculteur revenu d'Amérique avait une technique plus raffinée, mais parce que l'amour de la propriété l'incitait à accorder plus de soins à sa terre et, comme il avait en général l'intelligence éveillée, à apprendre comment exploiter rationnellement son fond".

"Malheureusement le problème présentait également un aspect négatif, car beaucoup des agriculteurs investissaient leur pécule d'une façon telle qu'ils n'en retiraient pas toujours le nécessaire pour vivre, ou au moins qu'ils employaient dans le fond tout ou presque tout ce pécule. Ils restaient ainsi sans capital d'exploitation et sans moyens pour faire face aux années mauvaises de sorte qu'une partie d'entre eux étaient forcés de chercher du travail autre part ou de reprendre le chemin de l'Amérique après être de nouveau revenus à leurs tristes conditions primitives".

"D'autre part - continue Coletti - le renchérissement et le manque de main-d'oeuvre tendaient à faire substituer les pâturages aux céréales et les céréales à la vigne. Puisque l'un des vices de l'agriculture méridionale était l'extension de la culture céréalière à des endroits inadaptés, surtout dans les zones montagneuses ouvertes par suite des anciennes destructions de forêts, le nouvel équilibre qui tendait à s'établir a fini par correspondre beaucoup mieux à la nature des terrains et aux nécessités des cultures".

Coletti conclut que "l'intérêt personnel, sous la pression des nouveaux phénomènes, tendait à réaliser cet équilibre que les exhortations des techniciens étaient loin d'avoir obtenu". (Coletti, op. cit. p. 285-236).

Pour Barbagallo: "Les conséquences les plus importantes de l'émigration furent les deux suivantes: la transformation et l'amélioration des cultures; et les envois d'argent des émigrés."

"En ce qui concerne le premier point, étant donné la pénurie de main-d'oeuvre et par conséquent la hausse des salaires agricoles, ou en général le coût plus élevé de production, l'extension progressive et antinaturelle de la culture des céréales dut s'arrêter. Dans certaines zones, elle fut remplacée par la culture des plantes fourragères: la luzerne, excellente culture qui figure dans toute l'Italie méridionale et en Sicile et qui est précieuse pour les pays à climat aride et à terrain argileux ou argilo-calcaires. Ces cultures, d'une part, auraient servi à engraisser le terrain et à réduire l'extension du système anti économique de la jachère, d'autre part elles auraient permis un élevage plus nombreux de bétail et, par conséquent, un approvisionnement en viande sur le marché italien plus copieux et plus rentable.

"Plus importante a été l'amélioration des différentes cultures qui commença à s'instaurer grâce à l'introduction des machines jusque dans les contrées les plus arriérées comme la Basilicate, surtout dans les grandes propriétés, afin de réduire la charge des salaires plus élevés, et grâce à l'emploi des engrais artificiels qui relèvent le niveau de production".

"En ce qui concerne le second point - les envois d'argent des émigrants - nombreuses et intéressantes en furent leurs conséquences indirectes, sociales et nationales: augmentation du niveau de vie des familles restées au pays, plus grand soin dans l'hygiène, amélioration de la nourriture et des habitations, réduction de l'intérêt sur l'argent, voire, de l'usure redressement de notre balance des paiements, réalimentation des caisses postales d'épargne et par conséquent possibilité de prêts aux organismes locaux pour les travaux publics, enfin, reprise du démembrement des vastes propriétés grâce aux acquisitions foncières que l'argent américain permettait aux émigrés et aux rapatriés d'effectuer".

Malheureusement cette nouvelle reprise de la petite propriété n'aurait pas été de longue durée, pour les mêmes raisons qui avaient fait disparaître ou décroître la petite propriété, apparue au début du 19ème siècle et après l'unification du Royaume, par suite de la fragmentation des biens domaniaux et des biens ecclésiastiques. Mais le fait le

plus intéressant qui a pu être observé en même temps est le suivant: les effets défavorables - réels ou supposés - de l'émigration, bien inférieures en nombre et importance des conséquences bénéfiques, ont finalement poussé le Gouvernement et le Parlement italiens à s'attaquer sérieusement à la lutte contre les maux du Midi et à tenter les premiers remèdes". (Barbagallo, op. cit. p. 76).

L'émigration a donc fait pour le Midi plus que ce qu'auraient pu faire les lois spéciales, comme l'admet Fortunato:

"Elle a purgé notre pays de la plaie honteuse de ce brigandage qui a été un funeste héritage pour toutes nos campagnes depuis Tite-Live jusqu'aux trente dernières années. [Fortunato écrit en 1909]. Elle a fait disparaître dans cette région le va-nu-pieds, l'homme vêtu de guenilles rapiécées que je vois encore devant mes yeux et a diminué de plus d'un quart le nombre des homicides, elle a rendu moins fréquent l'abigéat, vieux mal héréditaire lui aussi. Elle a rendu plus rares les révoltes sanguinaires des classes rurales ... Elle a ramené parmi les couches sociales inférieures le désir et le besoin d'instruction. Enfin elle a chassé l'usure hier encore scandaleuse et a permis et permis à un grand nombre de pauvres gens de ne pas mourir de faim, tant il est vrai que dans plusieurs communes de ma Basilicate, et je pourrais fournir des noms, le paiement des impôts n'est possible que grâce aux émigrés". (Fortunato, Il Mezzogiorno et lo Stato italiano, Florence, Vallecchi, 1926, vol. II, p. 498).

Corbino écrit sur la condition nouvelle des propriétaires et des paysans.

"Tous les témoignages recueillis sur les conditions des travailleurs de la terre dans le Midi concordent pour affirmer l'amélioration plus ou moins sensible des salaires, même dans les régions où il n'y a eu pas de grèves mais où l'émigration avait déterminé une raréfaction de la main-d'oeuvre disponible. En ce qui concerne les contrats agricoles, le cas de l'enquête sur le midi, par exemple, est typique. Cette enquête, instituée pour observer de près si les articles imposant certaines charges aux propriétaires pour avantager les paysans étaient applicables, a permis de constater que ces articles étaient devenus inutiles, car les

paysans y pourvoient maintenant d'eux-mêmes et c'étaient les propriétaires et non plus les paysans qui - tout au plus - avaient besoin d'aide".

"En outre, la raréfaction de main-d'oeuvre avait profité au paysan du Midi sous deux autres aspects: 1) parce qu'en général elle accroissait pour chaque travailleur la quantité annuelle de journées de travail, 2) parce qu'elle lui permettait de procéder à un choix parmi les emplois en passant, par exemple, du travail de journalier à celui de petit fermier et contribuait également par ce moyen à avantager d'autres paysans augmentant les recettes de leur travail en réduisant la troupe des travailleurs occasionnels (Corbino, op. cit., vol. V, p. 70).

"Dans l'émigration - écrit Rossi Doria - ainsi que dans le mouvement syndical, dans les effets mêmes des vicissitudes démographiques, réside ... la racine première de la modification des rapports entre propriétaires fonciers et travailleurs, de la transformation des premiers en rentiers et des seconds en entrepreneurs cultivant directement..."

"Emigration et mouvement syndical ont contribué ensemble à décourager l'exploitation directe, détournant les propriétaires des contrats de salariat et les encourageant à conclure avec les travailleurs les actuels contrats agricoles".

"Le premier mouvement dans cette direction a été précisément donné autour de 1880 depuis le démarrage massif de l'émigration transocéanique et on a d'impressionnants témoignages de l'état d'esprit, de panique et de colère à la fois, qui s'est emparé des propriétaires lorsqu'ils se sont vus subitement à court de main-d'oeuvre, obligés d'augmenter les salaires, forcés de conclure avec les travailleurs ces contrats permanents de co-participation qu'ils avaient eux-mêmes rompus et liquidés à peine quelques dizaines d'années auparavant, à l'époque des prix élevés". (Rossi Doria, op. cit., pp. 17-18).

"Entretiens, de génération en génération, la propriété bourgeoise perdait le contact direct avec la terre et se fractionnait : "Il est vrai que la nouvelle propriété bourgeoise - continue Rossi Doria - avait été au moment de sa constitution et dans sa phase de consolidation une propriété exploitante et que son exemple avait été largement suivi. Mais le

métier d'agriculteur n'avait pas même alors représenté un idéal de vie pour la bourgeoisie méridionale. L'aspiration de chacun n'était pas de se fixer lui-même et sa famille dans le métier d'agriculteur, mais de pouvoir faire des études supérieures, exercer une profession libérale, entrer dans les ordres, émigrer dans les villes, vivre plus confortablement, donner plus de confort à ses enfants.

"Si dans la première génération les nouveaux propriétaires ont été suffisamment forts et raisonnables pour contenir ces tendances et ces aspirations, au cours de la seconde et troisième génération - c'est-à-dire à partir de 1880 - ils ont été pour ainsi dire inévitablement poussés à leur donner le champ libre, ne fût-ce que par le fait que, au moment de la succession, les patrimoines se fractionnant, perdaient l'importance qui seule pouvait permettre au propriétaire de se consacrer exclusivement ou presque à l'agriculture".

"Toutefois, il était impossible de suivre ces tendances et de conserver sa propriété, sans céder à d'autres la charge de l'entreprise. Et c'est ce qui s'est passé".

"Dans bien des cas - continue Rossi Doria - la propriété bourgeoise a été à tel point fractionnée qu'elle ne pouvait plus constituer la base nécessaire à la formation même de la plus petite entreprise agricole, et faisait que tout investissement devenait inutile. Plus la propriété bourgeoise est petite, plus grands sont devenus le désintéressement et l'absentéisme effectif du propriétaire Plus encore que par la volonté, par la force des choses, la propriété bourgeoise a perdu, par conséquent, le caractère d'une propriété exploitante".

"C'est exactement le processus inverse qui a été suivi par les classes paysannes. Les paysans de toutes les parties du Midi, en effet, n'ont pas assisté inactifs au processus de transformation de la propriété bourgeoise et n'ont pas accepté purement et simplement les nouveaux contrats que celle-ci leur offrait. Ils les ont sollicités et consolidés avec la ténacité de leur travail et de leur épargne". (Rossi Doria, op. cit., pp. 18-20).

C'est ainsi qu'aujourd'hui - conclut Rossi Doria - nous ne sommes pas loin de constater que les paysans (propriétaires, cultivateurs directs, ou entrepreneurs, liés par des contrats agricoles) possèdent

plus de la moitié du capital agricole du Midi et des îles".

(Rossi Doria, op. cit., p. 22).

*

* *

Les témoignages rapportés font suffisamment ressortir que le marché national unifié - c'est-à-dire comportant l'abolition des barrières douanières, la liberté des échanges de marchandises et de la circulation de main-d'oeuvre, ainsi que des capitaux entre le Nord et le Sud - n'est nullement en soi la cause déterminante de la dépression de l'économie méridionale. Cette cause doit être plutôt recherchée dans la politique douanière protectionniste qui a imprimé à toute l'économie italienne une direction artificielle et a arrêté le début de développement - sur lequel on pouvait compter - de l'économie méridionale, dont la structure était plus faible et fondée sur la seule agriculture".

Lacava commente en effet cette situation de la façon suivante :
"On n'est cependant pas arrivé à l'état actuel d'une traite, mais à travers une période intermédiaire de bien-être relatif et de grandes espérances ... la politique commerciale inaugurée par Cavour, et qui a eu sa sanction dans le Traité du 17 janvier 1863, favorisait l'agriculture. Et un pays essentiellement agricole, comme la Basilicate [et tout le Midi], ne pouvait qu'en tirer avantage..." (Lacava, op. cit., p. 138).

Corbino observe: "Si les conditions économiques et financières du pays avaient été meilleures dans tous les sens, le coup porté par la rupture des relations commerciales avec la France aurait été grave certes, mais beaucoup plus facilement supportable: il a fondu sur le pays précisément lorsque venait de commencer la période de recueillement succédant à l'activité artificielle provoquée par l'abolition du cours forcé et alors que se faisaient sentir les effets lointains de la chute des prix sur le marché mondial. Etant donné enfin que ces effets n'ont pas été également répartis sur toute la péninsule mais se sont fait sentir plus lourdement dans les provinces méridionales, la guerre douanière avec la France porta un coup formidable au progrès économique de l'Italie, qui avait continué sans interruption depuis l'époque de l'unification. Il n'y a aucun sens à dire que, même si la

rupture avec la France n'avait pas eu lieu, la recrudescence du protectionnisme y intervenu en 1892 aurait également exposé nos exportations à des droits non moins lourds que ceux de représailles. Nous ne sommes pas en mesure de dire si, sans la guerre, les dispositions de la France à notre égard après 1892 auraient été les mêmes que ce qu'elles furent, ou meilleures, comme il est plus vraisemblable de le supposer. Mais, même si l'on admet que tout serait alors resté sous le régime du tarif général, il ne fait pas de doute qu'il aurait eu des conséquences beaucoup moins préjudiciables si notre organisme économique n'avait pas été compromis par quatre années de traitement discriminatoire et nous aurions eu plus de temps et de possibilité pour chercher sur les autres marchés des débouchés à nos exportations qui n'auraient plus pu être absorbées par le marché français". (Corbino, op. cit., vol. III, p. 260).

Salvemini, nettement hostile à la politique protectionniste, écrit: "Tant que restent inchangées ces conditions [tarif de 1887], il est inutile de prétendre résoudre la question méridionale et de discuter de crédit agricole, de travaux publics, de réformes fiscales, de nouveaux baux ruraux. Les réformes qui pourraient s'accomplir sur ce terrain sont sans aucun doute très utiles, à condition d'être subordonnées et liées à un nouveau système douanier et ferroviaire organique. Mais elles seront un inutile gaspillage de richesses ou un cadeau donné d'un coeur léger aux classes parasitaires du Midi, ou elles échoueront, si elles s'écartent de ce qui est l'essentiel du problème méridional, c'est-à-dire de la nécessité de créer, au moyen d'un régime douanier et ferroviaire cohérent des conditions permettant le développement de la richesse agricole du Midi. A quoi sert de renouveler - même en admettant que cela se fasse selon les meilleurs critères - les baux ruraux, si le cultivateur ne trouve pas à écouler ses produits? Personne ne se présentera pour cultiver la terre, quelles que soient les conditions auxquelles elle sera offerte, et les populations rurales continueront à émigrer en Amérique. Le crédit agricole est une fort bonne chose! Mais lorsqu'il n'y a aucun avantage à mettre en route de nouvelles unités de production et qu'aucune transformation et intensification de l'exploitation agricole ne peut être profitable parce qu'elle manquerait de débouchés au moment de la vente, emprunter des capitaux pour les investir dans la terre, c'est vouloir les jeter au fond de la mer...".

"Le protectionnisme industriel, s'il se réduisait aux proportions qu'il avait avant 1887, en consentant en compensation l'abolition du droit sur le blé, insignifiant avant 1887 ... et si ce nouveau régime douanier était coordonné avec un nouveau système de tarifs ferroviaires favorables à l'agriculture..., le problème fondamental de la question du Midi serait alors résolu (Salvemini, in "Critica Sociale", 16 août 1903, voir Scritti, op. cit. ..., p. 184-85).

Pendant quelques années la cause du Midi a été liée à celle du libre échange. Outre Salvemini, les plus vigoureux défenseurs du libre-échange ont été De Viti De Marco, Carano-Donvito, Einaudi, Luzzatto, Girotti (voir Caizzi, op. cit., p. 48).

Caizzi conclut: "La défaite des libres-échangistes, à laquelle sont dues bien des mésaventures économiques et politiques qui ont frappé l'Italie par la suite, entraînera la ruine de la cause du Midi. Celle-ci, comme l'avaient reconnu jusqu'alors Fortunato et ses amis, ne pouvait trouver justice que dans un climat de libre échange, seule garantie contre la prédominance dans l'Etat des minorités privilégiées du Nord industriel. Tout pas en avant fait sur la voie du protectionnisme sur laquelle on s'est engagé à partir de 1887 pour ne plus s'arrêter sera un pas en arrière pour le Midi". (Caizzi, op. cit., p. 42).

LES RAPPORTS DE MARCHÉ ENTRE LE NORD ET LE MIDI

En résumé, plusieurs années encore après la constitution du marché national il y avait peu de possibilités de fonctionnement pour un marché unifié, étant donné l'insuffisance des réseaux ferroviaires et routiers qui traversent un territoire en grande partie montagneux comme l'est celui de la péninsule italienne. Puis quand le système des communications s'est amélioré et que les conditions d'un marché unifié se sont réalisées, la direction de la politique économique s'est inversée. Si les effets désastreux de celle-ci se faisaient sentir dans toute la péninsule, c'était surtout contre les régions méridionales qu'ils se faisaient sentir avec plus d'intensité. Celles-ci, une fois perdus les débouchés étrangers, se sont trouvées dans l'obligation de payer plus cher les produits manufacturés.

Mais, en conséquence de la réduction du pouvoir d'achat due aux événements de 1887, les courants d'échanges avec l'Italie septentrionale se sont eux aussi affaiblis, tout au moins au début. La crise industrielle et la réduction du trafic ferroviaire en sont de graves indices.

Corbino observe: "Si l'on avait demandé aux industriels de la Haute Italie quelle était l'importance de leurs affaires dans les provinces méridionales, en Sicile, en Sardaigne, au cours des années dont nous nous occupons, ils auraient dit qu'elles avaient diminué et que cette diminution fut plus sensible là où la crise fut plus intense ...". En effet, "il eût été impossible qu'un pays, dans lequel prédominait tellement la population qui tirait revenus et travail de la production agricole, puisse, alors que cette population était travaillée et appauvrie par une crise intense, conserver le même pouvoir de consommation de produits manufacturés". (Corbino, op. cit., vol. III, pp. 140, 260).

D'autre part, Salvemini se plaint que le Sud "ne puisse vendre au Nord ses denrées agricoles, parce que les tarifs ferroviaires rendent impossible la circulation des marchandises de grand volume et d'un prix peu élevé, comme précisément les produits de l'agriculture méridionale". (Salvemini, "Critica Sociale", 16 août 1903, voir Scritti, op. cit., p. 183).

Avant la crise de 1887, les agriculteurs du Midi étaient naturellement enclins à compter davantage sur l'exportation du vin vers la France qu'à destination de l'Italie septentrionale, dont la viticulture pouvait concurrencer celle du Midi.

Salvemini rappelle précisément: "Nous, Pouillais, avons commencé à résoudre notre problème grâce uniquement à "l'or étranger" que la France nous envoyait en contrepartie de notre vin...". (Salvemini, op. cit., p. 181).

Mais Einaudi observe: "Les agriculteurs italiens avaient alors cru trop facilement que les gains subitement réalisés devaient durer longtemps...". (Einaudi, op. cit., p. 19).

C'est précisément par suite de cette confiance excessive dans l'exportation du vin en fûts que Corbino déclare: "A dire vrai, cette rupture [avec la France] fut plus que toute autre chose la cause

accidentelle de la crise. La véritable cause fut d'avoir donné de l'extension à la viticulture, sans avoir auparavant procédé à la rationalisation de l'industrie du vin en procurant un débouché sûr au produit fabriqué car, comme note Valenti, on ne peut être simplement producteurs d'une matière première périssable comme le raisin ou le moût, sans tomber sous la tyrannie des accapareurs et sans subir les contrechocs des brusques modifications du marché". (Corbino, op. cit., vol. III, p. 101).

Einaudi est du même avis: "Il ne faut pas oublier que la plus grande partie des vins que nous envoyions en France méritaient à peine ce nom. C'étaient de grossiers vins de coupage qui servaient aux experts oenologues français à confectionner leurs marques les plus renommées destinées à l'étranger. Il est nécessaire que, nous aussi, nous les suivions dans la même voie le texte est de 1894 . A la culture empirique et hâtive effectuée en vue de vendre le produit brut, il faut faire succéder un travail intelligent et précis qui puisse rendre nos produits aptes à affronter la concurrence des meilleurs produits étrangers ...".

"Il est nécessaire ... de devenir forts et aguerris dans la lutte économique, d'observer avec attention les tendances nouvelles et durables du commerce. J'ai dit durables parce qu'une des causes principales de la crise actuelle du vin a précisément été la fougue juvénile avec laquelle les viticulteurs, spécialement ceux du Midi, ont concentré toute leur activité économique sur le but unique de produire une grande quantité de vin quel qu'il soit. L'expérience nous a maintenant montré qu'il vaut mieux au contraire en produire une moindre quantité mais de meilleure qualité". (Einaudi, op. cit., pp. 21-22).

Un observateur étranger, le Vicomte Combes de Lestrade fait en 1894 la même constatation pour la Sicile: "... Il ne fait pas de doute que la suppression du traité avec la France a aggravé, comme d'ailleurs pour toute l'Italie, les conditions économiques de l'Ile, mais du point de vue de l'industrie vinicole, elle n'a fait qu'anticiper sur une crise inévitable...".

"L'agriculture, peut-on dire, est devenue partout une science. Dans l'Ile en revanche, il existe encore une pratique empirique, selon laquelle la culture de la terre se fait sans règle et sans méthode.

L'Australie exceptée, la Sicile est encore le pays où la vigne donne le plus petit nombre d'hectolitres par hectare". (Vicomte Combes de Lestrade: La crisi in Sicilia, "Giornale degli Economisti", 1894, partie I, p. 338).

Barbagallo écrit: "Alors que les acheteurs étrangers recherchent des qualités spéciales de vin, les méridionaux ... n'en sélectionnent pas les divers types. Ils ne cherchent pas à faire en sorte qu'une même cave fournisse constamment le même produit. Des observations analogues (ou peut-être plus graves) peuvent être faites en ce qui concerne les établissements de production ou de raffinage de l'huile d'olive". (Barbagallo, op. cit., p. 189).

Donc, dans l'opinion de ces écrivains, si le Midi avait amélioré ses produits, il aurait pu conquérir un marché plus vaste, capable d'engendrer des réactions rétablissant rapidement les équilibres imprévus et, pourtant, il aurait pu atténuer les conséquences de la rupture avec la France. Une telle orientation était d'autant plus nécessaire que la demande française de vin ne pouvait rester longtemps à un niveau élevé. Dans ces années-là, l'Algérie s'est de plus en plus couverte de vignes et sa production aurait rapidement entraîné une contraction de la demande de vins italiens. En effet, Einaudi note en 1894 que "par suite de l'accroissement continu de la production algérienne, nous ne pourrions certainement pas retrouver en France un débouché à notre production surabondante". (Einaudi, op. cit., p.7).

Après la crise de 1887, les possibilités d'absorption du marché intérieur ont fait l'objet d'une plus grande attention. Mais les taux d'échange étaient malheureusement devenus défavorables pour le Midi.

Einaudi écrit en 1894: "Aux efforts entrepris pour augmenter l'écoulement de nos produits à l'étranger doivent correspondre des efforts pour accroître la consommation de la part des classes populaires, principalement dans les plaines de l'Italie du Nord et dans les villes. D'où la nécessité urgente d'une diminution du taux élevé des accises, lesquels, accroissant les prix, interdisent aux classes pauvres l'achat de vins non frelatés et favorisent la confection de vins altérés nocifs à la santé des consommateurs". (Einaudi, op. cit., p. 11).

Encore à l'époque de la crise de surproduction des premières années qui ont suivi 1900, on s'est efforcé de faciliter le débit des vins du Midi dans les provinces du Nord.

Corbino écrit: "La production du vin qui, favorisée par des événements exceptionnels pour l'agriculture avait, au cours des années précédentes, commencé à se développer, a pris des proportions importantes à partir de 1900. Alors qu'en 1898/1900, elle avait été de 24 millions d'hectolitres, elle fut en moyenne entre 1901 et 1904 de 40 millions d'hectolitres, et a donné lieu à une crise contre laquelle on a réclamé l'intervention de l'Etat. Celui-ci avait déjà pris quelques mesures relatives à la distillation de l'alcool ..., mais des mesures ainsi limitées ne suffisaient pas à faire face à une crise qui tendait à prendre des proportions inquiétantes, menaçant d'affecter l'économie des régions dont la production était importante et spécialement celles du Midi et des îles".

"On a tout de suite pensé à éliminer certains des obstacles au commerce intérieur et à la consommation du vin, produit qui ne trouvait pas dans l'exportation un débouché suffisant. Après avoir constaté qu'en raison de l'énorme baisse des prix du vin, la charge des tarifs ferroviaires était devenue relativement élevée, on a demandé et obtenu (R. d. N° 249, 24/4/1903) que les tarifs applicables aux produits du sol (vin, pâtes alimentaires, etc.) qui partaient du Midi et des îles, soient adoucis, même si les envois étaient à destination de l'intérieur. Cette mesure a donné lieu à certaines critiques dans le Piémont pour les vins et en Lombardie pour les pâtes alimentaires. Afin de favoriser ensuite la consommation du produit exceptionnellement abondant et contenir ainsi l'effet sur le marché des quantités à éliminer pour la mise en fûts des vins nouveaux, la loi n° 377 du 11 juillet 1904, avait alloué 300 000 liras pour l'acquisition de fûts à vin à distribuer là où le besoin s'en faisait le plus sentir, et 700 000 liras pour l'installation de caves sociales qui n'étaient pas très répandues jusqu'alors, bien que le gouvernement en eût encouragé l'institution par des primes et des concours". (Corbino, op. cit., vol. V, pp. 88-89).

Quelques années plus tard, nouvelle intervention gouvernementale.

Corbino continue: "La quantité démesurée de vins reversée sur le marché à partir du dernier trimestre 1907 devait nécessairement exercer une forte action déprimante sur les intérêts de notre industrie vinicole".....

"Ni l'augmentation de la consommation intérieure du vin, ni l'augmentation des exportations ne purent atténuer sensiblement les répercussions de la vente à des prix dérisoires ... La situation était si grave que tout le monde commençait à demander des mesures publiques et une commission, nommée par le gouvernement pour conduire une enquête sur la crise du vin, présenta plusieurs propositions de règlements ... Parmi ceux-ci, le plus efficace qui fut adopté, fut celui tendant à favoriser la distillation des vins". (Corbino, op. cit., vol. V, p. 90).

Il ne faut pas non plus omettre de dire que le marché national, outre qu'il a facilité le placement des vins du Midi dans le Nord, a garanti un débouché stable dans les zones industrielles du Nord aux autres productions du Midi agricole: agrumes, légumes, huile, pâtes alimentaires, conserves.

Malheureusement le tarif douanier en vigueur continue à provoquer une détérioration des rapports d'échange pour le Sud; néanmoins, tout en tenant compte de ces dommages, il n'est pas possible de prétendre que l'unification du marché national n'a pas réussi à procurer au Midi des avantages économiques.

Outre qu'il a contribué à assurer aux produits agricoles du Midi un débouché dans le Nord, le marché national a permis de transférer librement les capitaux du Nord au Sud, pour y subventionner des installations de certains établissements et y déposer les premiers germes pour la formation d'une industrie locale. Chacun connaît, par exemple, des établissements sidérurgiques et mécaniques construits dans la zone de Naples par des entrepreneurs et avec des capitaux du Nord.

On sait que l'actuelle politique de mise en valeur du Midi compte sur les interventions du capital privé.

Au cours des années récentes, on a installé dans le Midi aussi des établissements de dimensions supérieures à la moyenne : le "Lanificio (draperies) di Maratea" et la "Cementir" de Bagnoli, chacun moyennant un investissement de plus de 3 milliards de liras, la "Dalmine" de Torre Annunziata dans laquelle ont été investis plus de 2 milliards de liras, puis les "Zuccherifici (sucreries) Meridionali" dans les Pouilles,

les "Oleifici (Huilleries) Calabresi", la raffinerie "R.A.S.I.O.M." de Ragusa, le "Ladoga-Lepetit" (streptomycine et pénicilline) de Torre Annunziata, la "Resia" de Casoria de Naples (résines synthétiques). Plusieurs draperies ont été installées en Lucanie et en Calabre, des cimenteries et sucreries çà et là dans tout le Midi (voir G. Macera, in "Nord e Sud", avril 1955, pp. 91-92).

D'après les estimations officielles, le capital privé aurait concouru, pour environ la moitié des investissements, au développement industriel encouragé par la législation spéciale prévue pour le Midi.

Macera note : "Il est difficile d'identifier la provenance de la part du capital privé. La seule donnée officielle se trouve consignée par le Banco di Sicilia : toutefois, c'est un renseignement relatif à novembre 1952 et en même temps un renseignement régional; il n'est donc pas représentatif. Sur 9 milliards environ d'investissements privés dans des établissements de nouvelles unités industrielles en Sicile, 62,7 % auraient été d'origine continentale. Il n'est pas la peine non plus de dire ici que continental signifie septentrional. Il pourrait se faire que le même pourcentage existât pour tout le Midi : hypothèse sur laquelle nous ne nous prononcerons pas ni pour la rejeter ni pour la confirmer. Mais, à part l'exactitude des pourcentages, il est de fait que le Midi ne peut se suffire à lui-même". (Macera, in "Nord e Sud", avril 1955, p. 93).

Toutefois, les principaux avantages que l'économie méridionale a retirés du marché national ne dépendent pas tant de la liberté des échanges commerciaux ou du libre transfert des capitaux que de la libre circulation de la main-d'oeuvre. Si en effet le Nord n'a pu offrir au Sud que des débouchés insuffisants pour les vins et les autres produits de l'agriculture méditerranéenne, si les injections dans l'économie méridionale de capitaux du Nord ont du être toujours en rapport avec les modestes réserves de l'épargne nationale et freinées par un coefficient élevé de risque, les grandes villes du Pô ont rapidement commencé à offrir des postes de travail aux hommes du Midi. Le phénomène qui s'est instauré dès la fin du siècle, presque en même temps que la grande émigration, prend des dimensions toujours plus importantes.

Corbino note : "Un bon nombre des éléments de la bourgeoisie industrielle du Nord étaient encore avant la guerre de 1914-1918 des Méridionaux qui avaient quitté leur pays après avoir constaté l'impossibilité de mettre en valeur sur place leurs capacités d'organiseurs". (Corbino, op. cit., vol. V, p.101).

Toutefois, les Méridionaux ont eu une préférence plus accusée pour l'administration.

Corbino écrit encore : "Dans le Nord, la population quitte les écoles pour occuper des emplois dans le commerce, l'industrie, les banques et, souvent, dans des activités propres aux jeunes licenciés."

Au Sud on est chassé hors de sa propre maison, de son propre pays par la pauvreté de la famille, par le manque de toute activité économique qui ne dépende point du maigre rendement de la terre ou qui ne se réfère pas aux professions libérales, pratiquement réservées aux rares membres de bonne volonté de la classe bourgeoise. L'Etat ouvre ses bras toujours plus largement et nous pouvons le dire plus généreusement à ces jeunes gens ayant besoin d'obtenir une situation et ils arrivent à occuper dans l'Administration les places les meilleures alors qu'au Nord les emplois publics tournés en dérision ...".

"La bourgeoisie du Nord... ne voit pas que la vie économique de la nation tend à dépendre toujours plus de l'administration et ne s'aperçoit pas que, dans l'Italie de la guerre et de l'après-guerre, l'administration sera méridionale". (Corbino, op.cit., vol. V, pp. 504-05).

Ce fut surtout après la première guerre mondiale -lorsque dans chaque Etat et spécialement aux Etats-Unis d'Amérique, on instaurait une politique de restriction de l'immigration alors que le Gouvernement italien mettait des obstacles à l'émigration - que l'exode des terres du sud vers les villes du nord a pris des proportions considérables. Tout Italien connaît bien ce phénomène . En effet, dans les principales villes du Nord, on constate sans difficulté une population mixte d'origine méridionale et septentrionale alors que dans les villes du Sud la population est encore strictement méridionale.

Cunsolo écrit : "Plusieurs Méridionaux, comme tout le monde le sait, cherchent à résoudre leurs problèmes en émigrant vers le Nord. Selon des sources dignes de foi, pas moins de 70 000 personnes partent chaque année du Sud vers le Nord. Les régions les plus "envahies" sont la Lombardie, le Piémont et la Ligurie". (F. Cunsolo, "Mondo Economico", 24 décembre 1955).

Par exemple, la population "résidente" de Milan a en moyenne augmenté de 1933 à 1938 de 29 873 unités par an. Cet accroissement est dû pour 3 211 unités (107 pour mille) à l'immigration "déclarée" du Sud. Au cours de la période de 1950 à 1956, l'augmentation annuelle moyenne de la population "résidente" a été de 13 092 unités, dont 2 956 (soit 223 pour mille) immigrés "déclarés" en provenance du Sud.

De ces immigrés, les gens "sans profession" ou "de profession inconnue" fournissent environ la moitié, un quart est classé "personnel de service et de gros travaux". (voir "Città di Milano", Bulletin mensuel de la Ville de Milan).

Comeni rappelle "les cas d'heureuse intégration des Méridionaux dans les activités productives des provinces dont le taux d'accroissement naturel est négatif".

"Le phénomène qui a le plus d'extension est l'installation d'importantes communautés de Calabrais se consacrant surtout à la culture des fleurs en Ligurie, de San Remo à Vintimille. Dans deux articles publiés récemment dans le journal "L'Unità", Augusto Monti illustre le phénomène du remplacement dans les fermes des Langhe, des garçons qui venaient entre temps des vallées alpines de Cuneo actuellement dépeuplées, par une main-d'oeuvre provenant de la Calabre et des Abruzzes" (G. Comeni, dans "Mondo Economico", 24 septembre 1955).

Aujourd'hui, selon Cunsolo, ce phénomène, "observé dans toute sa valeur ne peut ne pas être préoccupant. Il s'agit d'un afflux continu, et la capacité du Nord d'absorber de nouvelles masses de travailleurs connaît des limites. On aperçoit déjà les premiers symptômes de saturation. Tant le Piémont que la Lombardie n'ont pas jusqu'à présent eu de la peine à introduire les immigrés dans le processus de production. On ne peut dire la même chose pour la Ligurie qui dispose d'un ensemble industriel s'appuyant sur des bases plus rigides et qui, par conséquent, éprouve

des difficultés à assimiler de nouvelles unités. La preuve en est fournie par les enquêtes statistiques effectuées sur l'état de l'emploi de la main-d'oeuvre : dans le secteur des salariés en Ligurie il y a plus de chômeurs, par rapport aux personnes qui travaillent, qu'en Sicile, région sous-développée". (G. Cansolo, "Mondo Economico", 24 décembre 1955).

La migration des Méridionaux vers le Nord a pris une telle ampleur dans la vie nationale qu'elle a fourni des thèmes à toute une littérature: depuis Rubé de G.A. Borgèse après la première guerre mondiale à "Siamo tutti milanesi" (Nous sommes tous Milanais) la comédie de Fraccaroli qui, il y a quelques années, a eu un succès retentissant et a atteint un nombre impressionnant de représentations - et l'hommage à la métropole lombarde de Marotta, intitulé : A Milano non fa freddo (A Milan, il ne fait pas froid).

"Du jour de leur arrivée à Milan, - écrit Marotta dans son style alerte -, beaucoup d'entre nous en parlent comme d'une nouvelle naissance; leurs mères - peut-être - dans leurs villages d'origine étalés le long de la mer ou nichés dans les montagnes, souffraient de non moins intenses et cruelles douleurs, que lorsqu'elles les mirent au monde : écris, télégraphie, dis-nous si tu as trouvé, leur écrivent-elles de loin. Trouvé quoi ? Travail, fortune ou le contraire, Milan n'a rien d'autre à donner. Il y a une cathédrale avec tant de flèches, précisément pour que chaque émigrant en choisisse une et y hisse son drapeau. C'est ce que j'ai fait. La mienne était une flèche naine, secondaire, se dressant vers le Corso Vittorio Emanuele, mais elle a fait comme toutes les autres et Milan m'a retenu, me voilà donc. Qui aura ma flèche en succession, un manoeuvre de Pontassieve ou un baronnet de Catane ? Tiens ferme, ami : c'est une bonne vieille flèche qui, au début, se tient distante, mais cède peu à peu, puis s'échauffe. Mets-toi à l'angle de la Via Pattari, laisse-toi voir et regarde la. Elle a l'air d'un doigt tendu vers les Saints pour leur dire "Tirez au sort entre vous, mais que celui qui sera désigné se dépêche et vienne aider ce garçon qui a ses jours de pension comptés; que diable faites-vous donc là-haut?" (G. Marotta, A Milano non fa freddo, Milan, Bompiani 1949, p. 87).

Les migrations du Sud au Nord ont ainsi fini par constituer l'un des aspects les plus patents de ce phénomène de dépeuplement des campagnes et de peuplement des villes que le gouvernement fasciste prétendit arrêter par les lois N° 318 du 9 avril 1931, (pour la réglementation et le développement de l'émigration intérieure) et N° 1092 du 6 juillet 1939 (contre la surpopulation urbaine).

L'article 1 de la loi du 6 juillet 1939 dispose :

"Personne ne peut transférer sa résidence dans des communes du Royaume, chefs-lieux de provinces, ou dans d'autres communes dont la population est supérieure à 25 000 habitants, ou dans des communes d'importance industrielle même à population inférieure, s'il ne justifie pas y être contraint par sa charge, son emploi, sa profession, ou s'être assuré d'un emploi rémunérateur stable dans la commune d'immigration, ou avoir été mû par d'autres motifs légitimes, à condition qu'il ait au préalable la garantie de moyens suffisants de subsistance".

Heureusement qu'il ne s'est pas trouvé beaucoup de magistrats disposés à appliquer ces lois dans toute leur rigueur, et que les gens du Midi ont pu, en grand nombre, se moquer de ces lois.

Ceci, toutefois, n'enlève rien au fait que ces lois limitent le fonctionnement régulier du marché national.

C'est pour cette raison qu'Einaudi déclare :

"La suppression pure et simple et intégrale des racines est urgente. Nous ne pouvons continuer à nous présenter aux assises internationales pour réclamer la liberté d'émigration dans les pays étrangers, où la main-d'œuvre fait défaut, jusqu'à ce que surgisse le risque de nous entendre répondre : et vous, que faites-vous? Est-ce que vous permettez à vos paysans du Midi, de la Vénétie, des Apennins, maigres et délavés, des hautes montagnes, de se déplacer à leur gré vers les villes et les campagnes du Nord? Ne lit-on pas dans les lois N° 358 du 9 avril 1931 et N° 1092 du 6 juillet 1939 que l'Italien qui fuit à la recherche d'un sort plus prospère dans d'autres localités de votre territoire national peut être reconduit les menottes aux mains, entre deux gardiens de la paix ou deux carabinieri dans sa commune d'origine ? ..." (Einaudi, Lo scrittoio del Presidente, op. cit. p. 579).

Les lois citées sont un autre bel exemple de l'inclination des hommes à se laisser dominer par ce qui se voit et à ne pas tenir compte de ce qui ne se voit pas.

Et c'est encore un exemple de l'aberration des politiques totalitaires et nationalistes, lesquelles se réclament à grands cris de la dignité et du prestige de la nation et soumettent la liberté des citoyens à des limitations de tous ordres, n'hésitant pas à réinstaurer la servitude de la plèbe.

En conclusion, si l'on considère sous leur vraie lumière les avantages de la libre circulation de la main-d'oeuvre dont ont amplement profité les Méridionaux, il nous semble qu'il faille rejeter fermement l'opinion selon laquelle le marché national, ayant mis en contact direct après 1860 les économies du Nord et du Sud, l'une plus avancée, l'autre moins, aurait fini par tout donner au Nord et rien ou presque au Sud.

La question méridionale

Certes, la "question méridionale" n'est pas seulement une question de marché.

"Chaque région du Midi -écrit Corbino - et, dans chaque région, chaque classe et chaque centre habité, présentait des problèmes propres à mettre en lumière, soit qu'il s'agissait de la division des terres ou de l'extension de la grande propriété, de l'accumulation des populations dans des centres malsains ou d'une meilleure organisation des services du transport, soit qu'il s'agissait des difficultés d'exportation des produits du sol ou de la corruption des administrations locales".

"La "question méridionale" était le grand fleuve vers lequel confluaient les eaux de tant de rivières et de petits torrents." (Corbino, op. cit. vol. V, p. 485).

Mais l'analyse de la politique administrative, fiscale, scolaire, sanitaire, ferroviaire et des travaux publics, pratiquée par les gouvernements qui se sont succédé depuis l'unification, est une question qui sort du cadre de notre enquête.

Quelles que soient les critiques que l'on puisse adresser aux Gouvernements italiens pour leur attitude dans la question méridionale, le jugement parfaitement équilibré de Corbino conserve toutefois sa valeur:

" D'un point de vue objectif on ne pouvait dire, et personne ne disait que la situation du Sud était pire qu'avant, mais la question commençait à devenir grave par suite d'un phénomène de caractère psychologique consistant en ce que les individus, les populations se plaignaient plus qu'avant de voir se maintenir et même s'accroître les écarts entre le Nord et le Sud, entre une région et l'autre. La "question méridionale" naissait donc, comme la question sociale, d'une augmentation de la sensibilité humaine en face de l'inégale distribution des richesses. Elle s'accroissait parce que cette inégalité apparaissait de moins en moins supportable par suite de la diffusion de la culture et de l'accroissement des facilités de déplacement d'un point à un autre, qui, d'une part allait dans le sens de la formation d'une vie nationale différente de la vie des régions, mais d'autre part rendait de plus en plus criants et évidents les contrastes entre l'un et l'autre mode de vie. Il est naturel que devant cet état de choses, chacun se soit posé la question de sa propre raison d'être, en ait recherché les causes et tenté de trouver les responsables parmi les hommes politiques ou dans la bourgeoisie industrielle du Nord ou encore dans l'Administration, le fisc ou les diverses solutions données au problème douanier. Il n'est pas surprenant qu'une fois la discussion ouverte, l'attachement à son point de vue ou un légitime sentiment de réaction contre les affirmations d'autrui estimées fausses, ait quelque peu affecté l'objectivité et ait donné chaque fois aux discussions une âpreté parfois hors de mise. Les accusations les plus étranges et les défenses les plus naïves apparaissaient chaque fois sur des chiffres et des données qui en soi n'avaient aucune signification sérieuse et dont la valeur très approximative aurait dû conseiller plus de prudence dans l'élaboration, à partir de ces chiffres, des critiques et des théories".

L'aspect le plus curieux des discussions, c'est que les accusateurs et les défenseurs de l'action de l'Etat avaient tous raison, car, en examinant point par point les différents aspects du problème, on trouvait des explications logiques des succès et des échecs sans réussir à

expliquer pourquoi, malgré tout, le mécontentement qui s'exprimait sous le nom de "question méridionale" était fondé". (Corbino, op. cit. vol.V, pp. 485-86).

"Nous ne devons pas oublier, écrit encore Corbino, que l'Italie était alors très pauvre partout et que par conséquent il était très facile de ne pas accorder trop d'importance à la pauvreté particulière du Midi..." (Corbino, op.cit.vol.II, p. 23).

Certes, dès les premières années qui ont suivi l'unification, il eût été nécessaire d'adopter des mesures spéciales pour stimuler le progrès économique du Sud et harmoniser le Midi avec le Nord. Cavour avait vu le problème et avait étudié un vaste plan de réforme dont nous connaissons les grandes lignes. Encouragements fiscaux, zones franches, crédit foncier, vaste réseau ferroviaire qui aurait fait du Midi un pont reliant l'Europe continentale au Moyen-Orient. Il s'agissait, dans l'ensemble, d'un vaste programme inspiré surtout par une idée de liberté économique, même si en vue d'éperonner et de ramener vers les initiatives économiques un milieu trop longtemps assoupi, Cavour s'était déclaré prêt à faire usage de toutes les armes de la législation, décidé qu'il était à compléter par des interventions gouvernementales l'initiative privée hésitante. (cf. E.Artom, Il Conte di Cavour e la questione napoletana, dans "Nuovo Antologia", 1er février 1901).

Cavour disparu, on ne sut pas regarder au fond du problème; au contraire, commente Corbino, "on s'est attaché aux aspects superficiels, et à la surface l'écart entre le Nord et le Sud n'était pas alors aussi grand qu'aujourd'hui. Le Nord et le Sud étaient comme deux terres également privées de végétation ou tout au moins toutes deux peu luxuriantes, et on pensait qu'elles avaient à peu près la même valeur. On n'y voyait pas que les graines ensemencées avaient des conditions bien différentes de développement, et que, par conséquent, au Nord les plantes étaient appelées à pousser haut et vigoureusement tandis qu'au Sud, elles devaient rester plutôt frêles."

Il aurait fallu faire un grand effort pour imaginer un avenir dans lequel les différences entre le Nord et le Sud deviendraient ce qu'elles sont aujourd'hui, mais peu auraient pu le faire alors et très peu nombreux sont ceux qui l'ont fait".

"Il était réservé aux générations suivantes de se rendre compte des effets de cette inévitable omission. Il y a donc, dans l'apparition et l'aggravation du problème du Midi quelque chose de fatal, d'inéluctable, qui nous permet d'enlever beaucoup de responsabilité aux hommes qui gouvernaient l'Italie il y a 50 ans". [Le texte est de 1931] (Corbino, op.cit.vol.II, pp. 22-23).

Corbino observe encore : "Il ne fait pas de doute que les hommes qui ont gouverné l'Italie après 1860 n'ont pas eu l'envergure de Cavour, mais il me semble également hors de doute que, même en admettant qu'ils n'aient aucunement suivi ses directives, Cavour lui-même n'aurait pu les appliquer intégralement. Les hommes de gouvernement doivent tenir compte du pays réel, avec ses forces vives, et non d'un pays imaginaire". (Corbino, op. cit. vol. V, p. 488).

En vérité, reconnaît Corbino : "le problème était si compliqué qu'on ne savait où commencer pour le résoudre et que, même si on en avait trouvé la méthode, on aurait manqué de moyens matériels pour l'appliquer" (Corbino, op. cit. vol. II, p.23).

D'autre part, Corbino, après avoir constaté que, dès avant la première guerre mondiale, beaucoup de Méridionaux "avaient quitté leur région après avoir constaté l'impossibilité de mettre en valeur sur place leurs qualités d'organiseurs", continue en ces termes :

"Une confirmation typique des déficiences qui, dans le Midi [cette appréciation concerne les quinze premières années du siècle], s'opposaient à la formation d'une mentalité industrielle est précisément offerte par cette loi concernant la région de Naples de 1909... Cette loi spéciale a servi non pas tant à déclencher un processus d'industrialisation dans le Midi,... qu'à fournir la preuve de l'inefficacité des mesures législatives lorsqu'elles ne trouvent pas un milieu propice à leur mise en oeuvre pratique".(Corbino, op. cit. pp. 101-102).

Aujourd'hui, Comeni écrit : "Il existe dans les récentes publications sur les questions du Midi une tendance à voir dans la carence de l'initiative privée de la population locale les causes principales du départ manqué d'une industrialisation sérieuse. Indubitablement, il y a, dans ces considérations, une large part de vérité, à plus forte raison si

l'on considère que les diverses mesures adoptées par les gouvernements démocratiques qui se sont succédé depuis la Libération étaient considérées comme suffisantes pour donner le premier appui aux hommes de bonne volonté" (G. Comeni, "Mondo Economico" 24 septembre 1955).

Par contre, en ce qui concerne le développement industriel du Nord, Corbino écrit : "Multiples sont les causes qui ont favorisé le développement de nos industries. Quelques-unes sont en rapport avec ces éléments de caractère général qui, dans chaque pays, selon les différentes conditions économiques, tendent à faire apparaître et à développer les formes de l'activité industrielle qui ont les plus fortes chances de s'affirmer".

"Même s'il n'y avait pas eu une classe d'entrepreneurs italiens, les industries se seraient également développées par suite de l'initiative des étrangers, comme le montre le fait que cette initiative est intervenue partout où manquait une initiative italienne. D'autres causes sont à chercher dans la politique commerciale qui, assurant à la production les débouchés intérieurs, a permis aux fabricants déjà installés en puissance, de s'affirmer et de surmonter la phase critique du développement. Nous ignorons ce qu'il serait advenu de nos industries sans la protection douanière accordée par les tarifs de 1887 et sans les événements qui en furent la conséquence logique, mais il est certain qu'une vaste activité se serait également développée dans les zones où le succès aurait été plus facile. L'économie nationale se serait ainsi assurée une meilleure distribution de ses forces de production et n'aurait pas souffert des dommages résultant de l'expansion artificiellement provoquée par les excès protectionnistes, auxquels il faut attribuer tous les maux qui se sont abattus sur l'économie italienne dans les années 1894 et 1895".

"Presque toute notre activité industrielle était concentrée dans les régions du Nord et particulièrement en Lombardie, en Ligurie et en Vénétie. Pour expliquer cette localisation industrielle il ne suffit plus, et il est même en un certain sens inutile, d'aller chercher l'élément protectionniste, car la protection était uniforme pour tout le Royaume mais n'avait d'effet que là où existaient déjà des germes susceptibles de développement."

"De ce point de vue, les facteurs d'ordre historique ont eu un grand poids parce que les traditions industrielles étaient plus anciennes et plus profondément enracinées dans le Nord, plus répandues que partout

ailleurs, et qu'il y existait des industries qui, antérieures à l'unification, surent, au cours des vingt premières années de vie nationale, résister aux effets du libre échange. Mais des raisons plus sérieuses et plus décisives doivent être recherchées dans la proximité des pays économiquement plus avancés, dans les moyens de transport et de communication commodes, dans le développement plus avancé de la culture générale, technique et économique, et surtout dans l'existence d'une classe bourgeoise qui cherchait dans l'activité industrielle la source principale d'enrichissement et la voie la plus rapide pour obtenir des succès beaucoup plus sérieux et plus durables que ceux offerts par tous les autres secteurs d'activité et notamment par la politique. L'unification a profité grandement à cette classe d'entrepreneurs car elle a créé un milieu favorable à leur succès grâce à la politique des travaux publics qui, même lorsqu'ils étaient exécutés d'une manière uniforme dans toute la Péninsule, requéraient toujours des moyens et des éléments de direction tous originaires du Nord".

"En conclusion, on peut attribuer à la politique commerciale le mérite ou la responsabilité de l'apparition et du développement de telle ou telle forme d'industrie mais, en général, le développement industriel a marqué, chez nous, dans le cadre créé par les tarifs, les lignes régionales tracées par un ensemble de caractère naturel."

"On peut plutôt poser une autre question : N'aurait-il pas été opportun, en face de l'intensification de l'industrie du Nord, que le Gouvernement se préoccupât un peu aussi de l'implantation géographique des industries et cherchât à en favoriser le développement dans les régions centrales et méridionales? Mais la réponse ne peut qu'être négative, car l'ensemble des forces à mettre en mouvement à cette fin paraissait et était effectivement de nature à épouvanter le Gouvernement qui se serait attaqué à cette tâche, s'il en avait eu l'intention et exigeait une telle intervention de l'Etat dans la vie économique de la nation qu'elle aurait blessé profondément les conceptions de politique économique prévalant alors". (Corbino, op.cit. vol. IV, pp. 109-111).

La dépression économique du Midi est due, en bonne partie, aux conditions climatiques défavorables et au défaut des ressources naturelles utilisées par l'industrie moderne. Mais l'élément premier de toute construction économique, de même que de toute construction politique et sociale, est toujours l'homme, qu'il soit salarié ou entrepreneur.

En conséquence, ce n'est pas tellement dans des automatismes commerciaux abstraits que dans une conduite concrète des hommes sur le marché qu'il faut rechercher la raison déterminante du processus de développement économique.

Sans doute, les bourgeoisies du Nord et du Sud portent une grande responsabilité dans les différences d'évolution des deux économies.

Corbino note qu'à l'époque de l'unification "grande était la différence entre les deux classes dirigeantes: au Nord, elle était pleine d'initiative, toujours prête à l'action stimulante des contacts plus fréquents avec les autres pays européens; au Sud, elle était ou trop politicienne ou éloignée de la conduite directe des forces de production, ou attendait comme le Messie des interventions de l'Etat..." (Corbino, op. cit., vol. II, p.22).

Non pas que la bourgeoisie du Nord eût des qualités exceptionnelles.

Ciccotti écrit: " Elle était moins mûre que dans les autres pays, moins préparée et plus impatiente de s'enrichir, plus exposée à la concurrence étrangère et réduite à avoir d'autant moins de scrupules qu'il lui fallait vivre d'expédients. Elle a été incapable d'atténuer certains des maux du Midi et, dans bien des cas, elle les a aggravés..." (E. Ciccotti, Sulla questione meridionale, Milan 1904, p. 69).

Pour Corbino, la bourgeoisie du Nord "n'a pas su voir avec précision les véritables nécessités nationales". Toutefois, "elle a du moins vu clairement la manière de défendre ses intérêts, alors que la bourgeoisie du Midi n'a pas su voir ni les unes ni les autres, ni améliorer, dans l'ensemble, ses habitudes politiques, son civisme ou son sens des nouvelles nécessités sociales" (Corbino, op. cit. vol. IV, p.34).

En ce qui concerne la bourgeoisie méridionale, Nitti, Méridional non suspect, écrit au début du siècle :

"La bourgeoisie méridionale ne possédait pas de grandes énergies: dans les villes les plus importantes, elle était composée de rentiers, de magistrats ou de gens exerçant des professions libérales. Dans les campagnes, elle était plus nonchalante et plus arrogante. Elle préférait souvent

un faible profit immédiat à un programme d'avenir. Une croix de chevalier, décernée à temps, une faveur personnelle, avaient plus d'attrait qu'un programme d'austère résistance. Elle s'intéressait plus à la construction d'une voie ferrée, même inutile, qu'à un vaste programme de réformes économiques". (F.S.Nitti, Napoli e la questione meridionale, Naples, Pierro, 1903, p.22).

Guido Dorso fait une analyse précise des responsabilités de la bourgeoisie méridionale.

"La bourgeoisie terrienne du Midi est surtout une bourgeoisie de rentiers, c'est-à-dire qu'elle n'a pas d'influence et n'intervient pas dans le processus de production. Celui-ci dépend habituellement de la traditionnelle incompétence du paysan. A une époque de technique agricole également, d'industrialisation des méthodes de culture, de planification de la production agricole, chacun comprend ce que signifie cette constatation."

"La terre méridionale produit peu, mais son faible rendement s'accroît encore parce que notre bourgeoisie terrienne est exclusivement composée de rentiers".

"Si elle ne s'était pas écartée des devoirs et des responsabilités qui sont l'honneur d'une classe dirigeante, et si elle s'était vouée corps et âme au développement de la production, la question méridionale n'aurait pas pris l'aspect qu'elle a aujourd'hui et, grâce à l'industrialisation de l'agriculture, on aurait vu se former lentement une bourgeoisie de fabricants qui aurait comblé petit à petit une des principales lacunes de notre structure sociale. Mais la bourgeoisie terrienne du Midi est restée essentiellement une bourgeoisie de rentiers et a trouvé dans le fermage l'instrument technique et juridique qui lui a permis de répondre à sa vocation sociale". (G. Dorso, Dati e prospettive attuali della questione meridionale, Bari, Canfora, 1945, p. 21).

Les paysans dont la ténacité au travail est digne d'admiration sont ainsi privés de la direction d'une solide classe dirigeante.

"Il m'a toujours semblé étrange d'entendre accuser de paresse, de répugnance au travail - écrit Lechat - ces gens qui, levés le matin avant l'aube, se rendent à leurs champs, après avoir parcouru, cinq, dix, quinze kilomètres selon le cas, dans des sentiers de montagne sous un soleil brûlant, travailler leur terre ingrate avec la pioche ou la bêche, et qui

le soir, refont le chemin du matin, alourdis par le travail de la journée. Pour nourriture, une tranche de pain, un morceau de saucisson ou un artichaut, trois olives...". (P. Lechat, Italie, Paris, Ed. du Seuil, 1955, pp.144-145).

Salvemini le souligne :

"Tant que l'Italie méridionale ne produira pas elle-même une classe dirigeante capable de tenir tête à celle du Nord... les choses ne changeront pas ...". (Salvemini, "Il Ponte", juin 1951, voir Scritti, cit. p. 620).

"La plus essentielle de toutes les questions méridionales, c'est la préparation d'une classe dirigeante..." (Salvemini, op.cit. p.XLI).

Les effets de l'unification pour le Midi

Les jugements portés sur l'avantage économique qui résulte pour le Midi de son annexion aux autres provinces d'Italie s'accompagnent naturellement de considérations de caractère public. Toutefois, l'analyse économique de la question méridionale distingue ordinairement entre les effets sur l'économie méridionale du régime douanier libéral en vigueur de 1861 à 1887 et ceux du régime protectionniste qui a été successivement introduit.

Giustino Fortunato écrit en 1904: "Le Midi n'est pas aujourd'hui plus pauvre qu'il ne l'était en 1860 et sa richesse, quelle qu'en soit l'importance n'a pas diminué depuis lors. Qui affirme le contraire se trompe".

"Et, en tout cas, il faut bien distinguer. Si le revenu net des économies familiales a diminué, le revenu brut a certainement augmenté: le premier a diminué par suite de l'augmentation des dépenses individuelles ou collectives, dues les unes à un meilleur train de vie, les autres à une aggravation des charges et des dépenses de production. D'autre part, si le revenu brut, par suite de la chute des prix des produits agricoles et la diminution des recettes douanières, a baissé de 38 % par rapport à ce qu'il était au cours des 20 années après l'unification, il a sans aucun doute augmenté par rapport à 1860". (Fortunato, op. cit. pp. 218-19).

Fortunato ajoute : Il ne fait aucun doute qu'au cours des 20 premières années, le Midi a malgré tout réuni de nouveaux capitaux, si bien qu'après l'acquisition des biens domaniaux et ecclésiastiques, et après la malheureuse comédie bancaire, il a pu accroître ses dépôts sous forme de souscriptions de rentes publiques..... Si, depuis quelques années, il vend beaucoup plus de la rente qu'il n'en achète, c'est certainement le signe que les conditions se sont détériorées, mais par rapport à un passé récent et non par rapport au passé lointain. C'est le signe qu'aujourd'hui il y a crise, car pour surmonter les années maigres et compenser les bas prix de vente des produits agricoles, il est obligé de puiser dans les économies réalisées au cours des années abondantes. (Fortunato op. cit., pp. 216-17).

Pantaleoni affirme : "Le changement survenu en 1860, 1866 et 1870, a été beaucoup plus profitable à l'Italie méridionale qu'à l'Italie centrale et à cette dernière qu'à l'Italie septentrionale".

"Il est hors de doute que la Lombardie et la Vénétie profitaient du libre échange, à peu près comme aujourd'hui, mais sur des marchés différents de ceux d'aujourd'hui, alors que c'est seulement par l'unification que les provinces méridionales sont devenues, pendant plusieurs années, une petite Californie". (M. Pantaleoni, Scritti vari d'economia, Rome, Castellani, 1910, vol. III, p. 253).

Corbino déclare : "Je ne partage pas l'opinion, maintes fois exprimée, selon laquelle l'unification a nui au Midi. On peut contester, selon la thèse de Pantaleoni, qu'elle ait plus profité au Sud qu'au Nord. Mais, à mon avis, il est absolument exclu de penser qu'elle ait été nuisible au Midi".

"Dire que l'unification a nui à l'Italie méridionale, c'est confondre les effets de la politique économique des différentes périodes et attribuer aux dix premières années des fautes commises au cours des années suivantes. "(E. Corbino, op.cit. vol. V, p. 9)

La thèse selon laquelle c'est dans l'abandon de la politique libérale qu'il faut voir l'origine de la dépression dans l'économie méridionale - thèse déjà énoncée vers la fin du siècle dernier - n'a pas été réfutée par les critiques postérieures. Après la signature du

Traité instituant la Communauté Economique Européenne, la question des rapports entre le Midi et le marché national se pose à nouveau en Italie et Macera écrit :

"Pour les "classiques" du méridionalisme, la raison la plus grave de la profonde diversité qui existe entre le développement des deux zones du pays, c'est la législation douanière ... inaugurée lors de la mise en vigueur du tarif protectionniste élevé de 1887 .."

Macera poursuit : " A l'époque où se développait la polémique méridionaliste, la liberté des échanges aurait certainement imprimé une direction différente au développement économique du pays et à sa localisation régionale. Elle aurait très probablement contribué fortement à arrêter le processus de scission entre les "deux Italies". (G. Macera, "24 Ore", 20 avril 1957).

Toutefois, malgré les obstacles naturels et les négligences humaines, il y a eu progrès. Salvemini, vigoureux défenseur de la cause du Midi, écrit : "Le progrès matériel, c'est-à-dire la passage d'une vie quasi-animale à une vie humaine a été immense pour la masse de la population. (Salvemini, Scritti, op. cit. p. 659).

Il me semble que pour le Midi, essentiellement méditerranéen, l'aménagement et le trafic de ses ports est un symbole de ce progrès.

"En 1860", écrit Tremelloni, "tous les ports italiens (sauf Gênes et Livourne), étaient à l'abandon". (R. Tremelloni, op. cit. p. 10).

Aujourd'hui, au contraire, sur les côtes de l'Italie méridionale, de la Sicile et de la Sardaigne, des ports équipés et actifs, grands et petits, participent aux courants des échanges : Je citerai Naples, Bari, Palerme, Brindisi, Catane, Cagliari

La rupture de l'isolement dans lequel il se trouvait, a été pour le Midi l'un des très grands avantages de l'unification : le marché national facilitant la libre circulation des personnes a apporté dans ces provinces-là des germes de vie moderne, et y a fait naître des besoins de promotion sociale.

Corbino écrit : "Il n'est pas vrai que le Nord n'ait rien donné au Midi et ait au contraire tout pris, et Giustino Fortunato avait certainement raison, lorsqu'au mois d'octobre 1918, il déclarait "que le Midi accuse à tort le Nord de l'avoir appauvri, comme si l'unité ne lui avait pas de toute façon apporté un relèvement du niveau social qu'aucune somme ne peut compenser et comme si une grande partie de son argent ne lui avait pas été restituée sous forme de biens immatériels qu'il est impossible d'évaluer en espèces sonnantes".

"Parmi ces biens immatériels, il en est un dont l'importance me semble énorme : le besoin d'ascension sociale et l'offre des moyens les plus appropriés pour la réaliser".

"La création de nouvelles écoles secondaires et l'augmentation-remarquable du nombre des étudiants dans celles qui existaient déjà sont un symptôme caractéristique de la transformation profonde qu'a subie une partie de la population des provinces méridionales. Aux rares éléments fournis par la classe des propriétaires fonciers, dont les nouvelles générations sont, comme leurs aïeux, souvent ennemis de la culture, se superposent, en vagues toujours plus denses, les éléments issus de l'artisanat. Les effectifs des écoles secondaires du Midi se sont ainsi peu à peu formés parmi l'énorme majorité des pauvres diables qui n'ont pas autre chose que leur intelligence et une ferme volonté de se cultiver et de changer de condition sociale. Et ils partent ainsi à la conquête d'un parchemin qui leur fournit le moyen de mener, eux et leurs parents, une existence plus digne, d'un niveau plus élevé"(Corbino, op. cit. vol. V, pp. 503-04).

Giustino Fortunato, prince des méridionalistes, écrit :

"Non, il n'est pas possible de glorifier le passé au détriment du présent: nous, Méridionaux, avons obtenu peu ou pour mieux dire, nous n'avons pas reçu la totalité de ce que nous pouvions justement espérer, par suite de la subite disparition de notre autonomie en cette année des miracles et des rêves que fut 1860, alors que - écrit Racioppi - "l'histoire interférait avec la poésie et la réalité avec l'idéal"; mais nous n'avons rien perdu ...".

"La crise du Midi n'a pas son origine dans l'annexion de ses provinces au reste de l'Italie "

"Il nous est arrivé ce qui arrive aux cyclistes : nous avons trop couru et nous avons vu peu de choses autour de nous dans notre course". (G. Fortunato, op. cit. pp. 212, 217).

Le Midi et le marché commun européen

Nous sommes à la veille d'une expérience économique plus vaste que le marché national : l'instauration du Marché Commun Européen peut n'être, espérons-le, qu'une question de mois.

L'abandon du principe du libre échange qui fut désastreux pour le Midi fut aussi, bien que dans une moindre mesure, désastreux pour tous les pays d'Europe. Aujourd'hui, le Marché Commun européen revalorisant et appliquant ce principe qui fut si fécond jadis, se propose de mettre en commun et de réhausser le sort de toutes les régions de notre vieux continent, de la Mer du Nord à la Méditerranée.

Par la voie de l'intégration européenne, le Midi saura-t-il atteindre ce qu'il n'a pu obtenir dans le cadre du marché national et remonter la pente où s'était précipitée la politique italienne après 1887?

L'abolition des douanes et la liberté des échanges devraient faire renaître dans le Midi une ambiance économique analogue à celle qui fut le stimulant de tant de progrès au cours des quelques lustres qui ont suivi l'unification.

"Il ne fait pas de doute - observe Macera - que le Midi profitera de l'ouverture des frontières dans sa double fonction de marché de production, qui voit s'élargir les débouchés de ses produits, spécifiquement agricoles, et de marché de consommation sur lequel la présence de la concurrence étrangère obligera les industries nationales de produits manufacturés et de biens d'équipement à présenter les offres les plus avantageuses. Il est inutile de rappeler que ces deux effets consécutifs à la suppression des douanes et à la libération des échanges seront cumulatifs pour l'économie méridionale" (Macera, "24 Ore", 20 avril 1957).

Le Midi pourra profiter en outre des avantages indirects résultant d'une meilleure organisation de la production sur le vaste marché dont il fera partie.

Sur ce marché, en effet - écrit Frumento - "chaque centre peut tirer parti, dans une certaine mesure, des avantages de production d'autres centres. On parvient ainsi à améliorer le niveau de consommation en se concentrant sur des lignes de production où les avantages relatifs sont plus importants". (A. Frumento, L'odierna struttura e l'evolversi della siderurgia italiana, "Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali", 1957, n. 5).

En outre, le marché européen unique ouvrira aux gens du Midi de plus larges possibilités d'émigration.

Santarelli confirme combien il est nécessaire de maintenir ce flux d'émigration et d'y voir une composante majeure de la politique de relèvement de l'Italie méridionale.

"Parmi les conclusions qui semblent désormais être adoptées par tous, la première est la nécessité d'intensifier et de mieux organiser l'émigration. Et par émigration "il faut entendre également l'émigration intérieure" (A. Santarelli : Punti noti, ignoti ed incertezze intorno al problema economico del nostro Mezzogiorno, "Rivista di politica economica", 1957, I-II, p. 75). On souligne ici la valeur du principe de la libre circulation de la main-d'oeuvre, principe déjà appliqué dans le cadre du marché national.

C'est surtout le principe de liberté, qui est à la base des règles du marché commun, qui réveillera les énergies des entrepreneurs et des travailleurs, et stimulera l'évolution de la vie sociale du Midi; il obligera les classes de la bourgeoisie méridionale à se renouveler ou à laisser la place à d'autres classes plus actives et plus entreprenantes. Il fera sortir la classe dirigeante des cercles étroits de la vie provinciale, pour la lancer dans la vie internationale et européenne. Rénové et renforcé dans ses classes sociales, le Midi de l'Italie connaîtra encore des périodes de prospérité, il profitera "de cet admirable développement économique" dont Salvemini regrette la disparition.

Le climat est peut-être défavorable, les ressources naturelles

classiques peu abondantes, toutefois le secret de tout progrès économique est dans la ferme volonté de travail des hommes.

"Les moyens sont certainement nécessaires" écrit Libero Lenti". Mais, sans les hommes qui les emploient, ils sont de bien peu d'utilité. Les processus de développement économique, demain comme hier et aujourd'hui, résident essentiellement dans la volonté des hommes de travailler avec les moyens adéquats, et reposent sur leur capacité de faire face aux risques économiques soit en tant que travailleurs, soit en tant qu'entrepreneurs". (L. Lenti, Zibaldone, "Mondo Economico", 1957, N° 22).

Dans un marché libre et plus vaste, les agriculteurs du Midi trouveront des débouchés nouveaux et plus stables pour les produits de leurs terres, pourront se procurer les moyens d'achever enfin les ouvrages d'irrigation "qui - selon Maranelli - peuvent atteindre, dans le Midi également, comme cela a été le cas jadis, une grande extension". (Maranelli, op. cit. p. 24).

L'achèvement des ouvrages d'irrigation - rappelle Maranelli - "permettrait bien d'autres transformations plus radicales".

"Toute la distribution des cultures dans le Midi en subirait une modification importante et profitable".

"Sur les montagnes, toute utilisation rationnelle des eaux en vue de l'irrigation suppose le reboisement des régions plus élevées et plus abruptes, une réduction des pacages compensée par un accroissement de la productivité des surfaces restantes mieux cultivées, comme c'est le cas, par exemple, dans les Alpes suisses".

"La culture extensive des céréales devrait quitter totalement les contreforts peu élevés mais escarpés pour y faire place à l'arboriculture. Dans la plaine, à proximité de la mer et de la ligne ferroviaire du littoral, se développeraient alors l'horticulture et le jardinage qui, avec leurs riches productions de primeurs, pourraient conquérir les marchés du Nord, les plateaux intérieurs, les vallées, les pentes plus douces et les plateaux étant réservés à une culture mixte d'arbres et de plantes herbagères. Ces dernières, alternées avec les cultures fourragères, pourraient s'adapter constamment aux exigences des

marchés laissant une large place aux plantes industrielles, y compris les plantes textiles (Maranelli, op. cit., pp. 24-25).

Ainsi, ce qui à Maranelli, il y a quelque 50 ans paraissait un songe, pourra devenir réalité:

"Indubitablement, le Midi est le pays des arbres, c'est la terre de la merveilleuse plante consacré à Bacchus, du pâle olivier, du robuste caroubier, de l'amandier et d'une infinité d'autres arbres, qui tendent vers le ciel leurs bras noueux, à la recherche du soleil et de la limpide sérénité du ciel méridional. Et si un jour arrive l'heure ... où chaque terre, chaque homme ne pourra produire que selon ses aptitudes naturelles, notre terre deviendra un immense verger!" (Maranelli, op. cit. p. 23).

Mais, outre ces perspectives, pourquoi le Midi ne pourrait-il pas, grâce au marché européen, profiter d'un développement industriel, impensable il y a quelques lustres encore, aujourd'hui où grâce au progrès extraordinaire de la science et de la technique, la localisation des industries va supprimer les liens avec les centres producteurs de l'énergie sous ses formes traditionnelles ?

Grâce à la Communauté Atomique Européenne, le Midi pourra, dans une époque que nous espérons proche, se procurer une structure industrielle très moderne, car il devra construire presque entièrement, libéré qu'il est de la nécessité de lourds amortissements, des installations dépassées par la rapide progrès de la technique et de l'obligation de procéder à des reconversions prudentes auxquelles seront astreintes les économies fondées depuis longtemps sur les sources classiques d'énergie.

Il est vrai toutefois, que si la liberté des échanges avait probablement empêché ou atténué il y a soixante-dix ans la différence de développement économique entre le Nord et le Sud, dans la situation économique d'aujourd'hui, où l'industrie et l'agriculture du Nord s'étant consolidées, grâce à la protection douanière en vigueur pendant des dizaines d'années, elle doit être estimée insuffisante pour procurer, par le seul jeu de son automatisme, les moyens d'améliorer rapidement les conditions du Midi. Il faudra beaucoup de temps pour que se forment

d'importantes réserves d'épargne, et l'on ne voit pas maintenant que soient proches les conditions particulièrement favorables pour l'appel d'investissements massifs privés vers les régions méridionales.

Une politique appropriée des investissements deviendra donc nécessaire. Le Traité prévoit la constitution d'une "Banque Européenne des Investissements" destinée notamment à financer les projets de relèvement économique des régions sous-développées (art. 129-130) et la création d'un "Fonds Social" pour la mise en oeuvre d'une politique européenne de formation professionnelle (art. 123 - 128).

Mais en plus des transformations classiques de structure des régions arriérées, une politique des investissements à l'échelle européenne répond aujourd'hui à une autre exigence. Le progrès rapide des connaissances scientifiques et de la puissance technique peut conférer soudainement de la valeur à des facteurs naturels négligés jusqu'à aujourd'hui et permettre par exemple de tirer des richesses nouvelles de la chaleur du soleil ou du mouvement des vagues de la mer. Ces facteurs ne sont certes pas peu importants dans le Midi. Mais pour extraire de la nature les richesses nouvelles, il faut des investissements que notre économie nationale peut difficilement assurer par ses ressources propres.

Or, si le fait de ne pas avoir prévu de vastes plans de dépenses publiques pour le Midi, donne lieu à l'une des critiques les plus fréquentes adressées aux Gouvernements italiens passés - du moins jusqu'à l'institution de la Caisse du Midi - y a-t-il une raison aujourd'hui de se retirer et refuser de se mettre en lice pour profiter d'investissements de grande envergure?

Le marché commun européen se propose de promouvoir "le développement harmonieux des activités économiques", "une expansion continue et équilibrée", "une stabilité accrue", "un relèvement accéléré du niveau de vie" dans les pays membres (art.2).

Il ne fait aucun doute que la réalisation de tels objectifs ne dépendra pas seulement des effets favorables du libre échange, mais aussi et dans une grande mesure, de l'efficacité des opérations de la Banque Européenne des Investissements et du Fonds Social.

"La nature de l'économie de marché de notre temps, - écrit Saraceno - est telle que, en l'absence d'une politique économique adéquate, on ne peut s'attendre à l'entrée en action de mécanismes autonomes de rééquilibrage, qui permettraient de parler de formation d'un marché homogène et unitaire se substituant aux divers marchés mis en contact". (P. Saraceno, in "Mondo Economico", 29 juin 1957).

Pourtant, si le marché commun européen donne lieu à certaines appréhensions quant au sort des régions arriérées, elles ne doivent pas concerner l'abolition des douanes en soi et l'introduction de la liberté des échanges de marchandises, du transfert des capitaux, de la circulation de la main-d'oeuvre, mais au sujet de la manière dont on pourra prévenir les effets des automatismes propres du marché, les corriger et les amplifier en faveur de ces régions sous-développées, grâce à la politique économique et sociale des institutions européennes.

Si, en l'état actuel des choses, l'automatisme classique du marché n'est plus une condition suffisante pour assurer le relèvement économique des régions arriérées, il n'en demeure pas moins une condition nécessaire et, en son absence, le développement de ces provinces n'est même pas pensable dans les pays occidentaux. Il faut donc veiller à ne pas confondre les causes et à ne pas attribuer à l'abolition des douanes, à la liberté des échanges de marchandises, des transferts de capitaux et de la circulation de la main-d'oeuvre, des conséquences qu'elles ne peuvent en elles-mêmes avoir.

Il ne faut pas se laisser rebuter par le travail hardi de la suppression des barrières et des baraques des douanes :

"Les petits calculs de l'autarcie - dit fort bien Frumento - ne sont de règle que pour les régions primitives! Le progrès économique demande au contraire le développement des échanges au-delà de l'ombre du clocher, au-delà des anciens cippes des régions et au-delà du tracé des frontières".